

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

9^e Année

Volume 9 - N° 1

LCR
DOCUMENTATION
CENTRALE

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Paix, guerre et révolution

Suzanne LEONHARD. — La vie et la mort
d'Helena Ginsburg (*une militante trotskyste
dans un camp de travail forcé en U.R.S.S.*).

E. GERMAIN

La Troisième Révolution chinoise (II)
Nature et perspectives de la Chine
de Mao Tse-Tung

Robert LANE. — L'Amérique entre dans l'époque
de sa crise sociale.

Pierre FRANK. — Bolchévisme et stalinisme (*A
propos du livre de L. Dalmas : « Le commu-
nisme yougoslave »*).

*Et les livres, documents et nouvelles
du mouvement ouvrier et de l'Internationale.*

JANVIER 1951

(paraissant tous les 2 mois)



SOMMAIRE

EDITORIAL

- Paix, guerre et révolution 1

NOTES EDITORIALES

- Le réarmement allemand 4
 Le nouveau cours de la direction yougoslave 6
 La désintégration de l'empire colonial français 8
 Les impérialistes au secours de Franco 10

Suzanne LEONHARD

- La vie et la mort d'Helena Ginsburg 12
 (Une militante trotskyste dans un camp de travail forcé
 en U.R.S.S.)

E. GERMAIN

- La troisième révolution chinoise* (II). — Nature et perspectives
 de la Chine de Mao Tse-Tung 16

Robert LANE

- L'Amérique entre dans l'époque de sa crise sociale 31

Pierre FRANK

- Bolchévisme et stalinisme. — A propos du livre de L. Dalmas :
 « Le communisme yougoslave » 37

DOCUMENTS

- Pour la discussion préparatoire au III^e Congrès mondial. —
 Thèses sur les perspectives 43
 Résolution sur la révolution yougoslave 49

- Nouvelles du monde ouvrier et de l'Internationale 55

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

éditorial

Paix, guerre et révolution

La pensée humaine, même la plus profonde, ne suit la réalité qu'avec un certain retard et sans qu'elle puisse embrasser d'emblée la totalité du mouvement complexe et infiniment riche de la vie. Quand l'histoire active son rythme d'évolution et que celle-ci, en outre, n'est pas rectiligne mais saccadée, pleine de tournants brusques, nous mettant constamment devant des situations nouvelles, même les marxistes révolutionnaires ont des difficultés à saisir, dans leurs généralisations et prévisions théoriques, toutes les sinuosités qu'épouse le cours historique réel, et toute la richesse et l'originalité de son contenu. Tels sont par excellence les temps que nous vivons, la période ouverte à travers et à la suite de la deuxième guerre mondiale.

Certes, nous avons senti à temps le caractère *nouveau* et absolument *unique*, par rapport à tout le passé, du capitalisme de cette période, et avons même été les seuls à exprimer et définir correctement une série de caractéristiques fondamentales de celle-ci. Mais les événements élargissent constamment la scène de l'histoire, approfondissent son sens et nous l'éclairent mieux.

Seuls des esprits superficiels, ridiculement myopes et bornés peuvent nous reprocher de changer brusquement notre orientation et notre tactique, de dépasser des notions anciennes de notre armature idéologique qui ne correspondent plus à la nouvelle réalité, d'adapter aux conditions nouvelles notre ligne au fur et à mesure que les événements nous imposent une compréhension plus ample et plus profonde de la période dans laquelle nous vivons, en évolution rapide et brusque.

La guerre de Corée fut un de ces événements qui révèlent brusquement à la conscience des révolutionnaires une série de modifications intervenues dans la situation, auparavant ignorées ou laissées dans la pénombre, et qui nous aident à corriger et à mieux préciser notre orientation révolutionnaire.

Nous nous bornerons dans cet article à souligner ces modifications fondamentales et leurs conséquences.

La guerre de Corée a éclairé la question du rapport de forces entre l'impérialisme et les forces qui lui sont opposées, d'une lumière plus vive, nouvelle, en démontrant que *ce rapport évolue actuellement au désavantage de l'impérialisme*. La cause en est le poids de la révolution coloniale en Asie, plus profonde et plus décisive qu'on ne l'avait cru, et dont les conséquences modifient fondamentalement les données quant à la stabilité et à la survie du système capitaliste dans le monde.

Cette révolution coloniale agit, d'autre part, sur un autre plan non moins fondamental. En donnant naissance à une série de pays indépendants, et en particulier au régime de Mao Tse-Tung en Chine, elle introduit de nouveaux facteurs dans la politique internationale, y compris dans le bloc dirigé jusqu'à présent par l'U.R.S.S., et dans le mouvement ouvrier.

L'évolution future de la Chine, élevée par son intervention révolutionnaire dans la guerre de Corée au rang de grande puissance, influera d'une façon considérable et peut-être décisive aussi bien sur le plan d'une nouvelle guerre, les délais de son déclenchement, son issue, que sur l'évolution du stalinisme.

La guerre de Corée a donné, d'autre part, un sens encore plus précis et clair aux notions marxistes de paix, de guerre, de révolution, à leurs rapports, ainsi qu'à la stratégie et tactique du prolétariat révolutionnaire.

La guerre de Corée, guerre à la fois civile et anti-impérialiste, guerre révolutionnaire, est naturellement une démonstration éclatante du caractère des guerres et des révolutions de l'époque impérialiste définie par Lénine. Guerres et révolutions qui *se succèdent* et qui *se combinent* de plus en plus au fur et à mesure que le rapport de forces entre l'impérialisme et les forces révolutionnaires qui lui sont opposées change à leur avantage.

L'idée nouvelle mise en lumière particulièrement par la guerre de Corée, c'est que la guerre, que toute guerre livrée actuellement par l'impérialisme est une guerre en définitive contre la Révolution, et qu'une guerre déclenchée dans le rapport de force actuel se transformera rapidement en guerre civile internationale, en révolution.

Cela signifie-t-il qu'il faut souhaiter cette guerre, qu'il faut en quelque sorte l'appeler et qu'il faut passer outre aux sentiments profonds de crainte de la guerre qui sont ancrés dans le cœur de millions d'hommes de par le monde? Poser ainsi le problème serait faire preuve d'une incompréhension totale d'une situation qui se développe objectivement,

indépendamment de nos désirs et de nos craintes, et confondre l'analyse marxiste qui doit éclairer l'avant-garde avec le programme destiné à entraîner les masses à l'action révolutionnaire.

L'avant-garde révolutionnaire doit être consciente des conditions concrètes dans laquelle se déroule actuellement sa lutte pour le socialisme. Ces conditions sont celles d'une époque et d'une période de guerres et de révolutions qui s'entrelacent de plus en plus, au point que la « paix » n'est pas autre chose que les brefs intermèdes, limités aussi bien dans le temps que dans l'espace, entre deux phases du processus convulsif, explosif et révolutionnaire fondamental. L'apaisement auquel aspirent avec raison les masses effrayées ou usées par la lutte, ne peut intervenir qu'à la suite du dénouement des contradictions du régime, qui impriment le caractère ci-dessus mentionné, par la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

Le pacifisme ne fut jamais le propre des marxistes révolutionnaires, non pas que ceux-ci aient une prédilection pour les penchants bellicistes, mais parce qu'il est constamment mis en échec par toute l'évolution de la réalité contemporaine.

Le choix n'est pas entre la « paix » et la guerre, mais entre la révolution et la guerre. Et même cette opposition n'est que relative. Les masses coloniales asiatiques qui ont voulu après la deuxième guerre mondiale rejeter le joug impérialiste, n'ont pu atteindre ce but qu'à travers la guerre civile et anti-impérialiste. La « paix » est à ce prix en Asie. Quant au prolétariat européen qui se trouve actuellement désorienté et pris entre le capitalisme « atlantique » et la perspective redoutable d'une occupation russe à la faveur d'une conjoncture de guerre entre les deux blocs, la « paix » pourrait signifier pour lui une neutralité aux alternatives suivantes :

Neutralité sous un régime socialiste dans l'Europe occidentale, le pour le prolétariat de l'Europe occidentale une trêve de la lutte des classes et l'acceptation des perspectives de stagnation et de crise de cette solution, en supposant que la bourgeoisie européenne puisse être encore capable d'une telle politique.

Neutralité sous un régime socialiste dans l'Europe occidentale, le prolétariat ayant accédé au pouvoir par ses propres moyens en rejetant les directions stalinienne et le contrôle de la bureaucratie soviétique. Une Europe occidentale socialiste unifiée, groupant principalement l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Angleterre serait naturellement une force capable de se maintenir pour une période entre l'impérialisme yankee et la bureaucratie soviétique, d'allonger les perspectives de la guerre et de provoquer des transformations révolutionnaires dans l'un et l'autre bloc, qui pourraient changer tout le cours ultérieur de l'histoire.

Mais cette éventualité ne serait pas possible sans lutte, sans guerre civile et peut-être même sans guerre tout court contre les interventions

aussi bien de l'impérialisme américain que de la bureaucratie soviétique, désireux tous deux de faire échouer cette expérience.

Ainsi la combinaison historique la plus probable, la plus réaliste, qui s'oppose aussi bien aux notions de la « paix » que de la « guerre », considérées chacune en soi ou comme les deux termes d'une alternative, est celle de la *Révolution-Guerre*, de la Révolution qui se prolonge en guerre, ou de la guerre qui se transforme en Révolution. *Ces changements sont en rapport direct avec l'acuité extrême à laquelle ont abouti les contradictions du régime capitaliste et avec l'écroulement sur une grande échelle de ce régime.* C'est la Révolution avant ou avec la guerre qui est à l'ordre du jour et pas autre chose.

Cette révolution est éminemment *permanente, comme jamais elle ne l'a été. Permanente dans le sens que la lutte, commencée par les masses coloniales contre leurs classes dirigeantes et l'impérialisme, par le prolétariat contre le capitalisme, par l'impérialisme contre l'U.R.S.S., ne pourra plus s'arrêter. Elle s'approfondira et s'amplifiera en accélérant son rythme, embrassant des forces toujours nouvelles, rompant tous les équilibres, emportant dans son courant torrentiel les épaves de toutes les situations et de tous les régimes vermoulus, jusqu'à la victoire finale du socialisme mondial.* Le stalinisme sera, à son tour, malgré des succès passagers ici et là, décomposé durant cette période, la plus révolutionnaire que l'histoire ait connue.

Ces perspectives ne résolvent pas tous les problèmes tactiques. Elles sont cependant nécessaires. Car l'avant-garde révolutionnaire, pour s'orienter et se maintenir ferme, pour ne pas sombrer dans les lamentations petites-bourgeoises des prêcheurs de temps apocalyptiques survenant à la suite de la guerre selon les uns, à la suite de la domination mondiale stalinienne selon les autres, a besoin de s'élever à un certain niveau historique de compréhension théorique adéquate.

Le réarmement allemand

La défaite totale subie par l'impérialisme allemand dans la seconde guerre mondiale signifia en même temps la destruction totale de son Etat et de son armée. Depuis lors, la défense armée des conditions sociales existantes a été exercée fondamentalement par les forces d'occupation. Cependant, en Allemagne occidentale, les relations entre la bourgeoisie allemande défaite et les puissances impérialistes victorieuses ont fortement évolué depuis la capitulation sans conditions du 8 mai 1945. Le plan Morgenthau de « pastoralisation » de l'Allemagne a été abandonné par la bourgeoisie internationale. Ses propres besoins économiques découlant de l'interdépendance de tous les pays capitalistes dans le cadre du marché mondial et la logique de la « guerre froide » et de la politique de front unique inter-impérialiste contre l'U.R.S.S., l'ont obligée à favoriser la reprise industrielle en Allemagne occidentale dès la mise en route du Plan Marshall. Après la réforme monétaire d'août 1948, cette reprise est devenue un fait. Aujourd'hui l'indice de production s'élève à 130 par rapport à 1936, et l'Allemagne occidentale est redevenue la première puissance industrielle capitaliste du continent européen. L'acuité avec laquelle est posée aujourd'hui la question du réarmement allemand n'est que l'expression politique de cette modification profonde intervenue depuis 1945-48 dans les rapports inter-impérialistes de forces en Europe.

Parallèlement à la reconstruction de l'industrie allemande, la bourgeoisie de l'Allemagne occidentale s'est efforcée de reconstruire l'armature de sa propre machine étatique. Le statut d'occupation qu'elle a obtenu en fin 1948, la proclamation de la nouvelle constitution fédérale, l'élection du Parlement de Bonn et, dernièrement, la construction d'une police fédérale décidée par la conférence de New-York, telles sont les différentes étapes parcourues sur cette voie. Mais, en même temps, les puissances occupantes se sont efforcées de maintenir la bourgeoisie allemande dans les limites d'une puissance vassalisée, afin d'empêcher une politique commerciale et internationale trop « indépendante » de sa part, avant tout la reprise d'une orientation, dite de Rapallo, d'équilibre entre l'U.R.S.S. et les puissances impérialistes occidentales. C'est pourquoi l'occupation de l'Allemagne est maintenue et renforcée, le contrôle allié sur la vie économique et politique n'est point aboli, des garanties substantielles sont conservées et élargies par les occupants dans l'économie allemande elle-même.

Si tels sont les objectifs communs de toutes les puissances impérialistes occupantes, chacune d'elles poursuit en outre des objectifs particuliers, qui correspondent à sa propre situation dans le monde capitaliste. L'impérialisme américain, qui a la responsabilité militaire principale et qui, de par sa supériorité technique et financière énorme, craint le moins le danger d'une concurrence allemande, vise en premier lieu des objectifs militaires. Il désire un maximum de formations militaires allemandes, y compris leurs états-majors, afin de renforcer au maximum les « armées atlantiques » et de limiter l'engagement de ses propres forces armées en Europe. Il désire en même temps transformer la Ruhr en arsenal capitaliste de l'Europe. L'impérialisme britannique qui, militairement, partage ce point de vue, craint davantage la concurrence industrielle allemande et continue pour cette raison à imposer une limite à l'expansion industrielle de l'Allemagne occidentale. L'impérialisme français, le plus faible militairement et économiquement, craint plus que ses partenaires la renaissance d'une Allemagne bourgeoise puissante. L'opposition acharnée dont il fait preuve contre le projet de reconstitution d'une armée allemande autonome provient de la crainte que l'impérialisme américain, conscient du dynamisme supérieur de l'industrie allemande et de la faiblesse actuelle du mouvement ouvrier allemand, soit tenté de faire de l'Allemagne occidentale sa première place forte en Europe. Les plans finalement élaborés (projet Spofford, décisions de la conférence de Bruxelles) représentent un compromis entre ces différents objectifs, compromis nécessaire pour le maintien du front unique inter-impérialiste, mais dans le cadre duquel les objectifs essentiels de la politique américaine ont été atteints.

La campagne violente que le Kremlin et, à sa suite, les P.C. de tous les pays ont déclenchée contre le réarmement allemand exprime la crainte réelle de la bureaucratie soviétique devant les possibilités immenses de l'industrie de l'Allemagne occidentale. Il ne faut pas oublier que, se basant sur ce potentiel, Hitler a pu construire en quatre années de temps une armée et une industrie de guerre supérieures à celles de l'U.R.S.S. La bureaucratie soviétique a laissé clairement entendre, dans sa dernière note de protestation aux puissances occidentales, qu'elle était prête à réagir pour empêcher pareille concentration de forces à ses frontières. L'impérialisme américain se voit ainsi obligé de limiter pour le moment ses plans de remilitarisation de l'Allemagne jusqu'à ce que son propre réarmement soit achevé et ait modifié, du moins dans une certaine mesure, les rapports de forces militaires U.R.S.S.-U.S.A.

La propagande menée contre le réarmement allemand par les partis stalinien, surtout en Europe, qui sert les objectifs militaro-diplomatiques du Kremlin, a une forme entièrement réactionnaire, que les révolutionnaires de tous les pays ont le devoir de démasquer. Elle se base sur le mythe réactionnaire de la « culpabilité collective du peuple allemand », pour nier à ce peuple, sans distinction de classe, le droit de posséder sa propre force armée. Elle s'appuie sur les accords contre-révolutionnaires de Yalta et de Potsdam pour exiger des impérialistes, jadis « alliés », le « respect de la parole donnée », c'est-à-dire le retour à une politique d'oppression et de pillage en commun du peuple allemand par les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale. Cette politique, qui discrédite plus que jamais l'U.R.S.S. aux yeux des masses allemandes, est en même temps combinée en Allemagne même à un appel frénétique aux bourgeois et généraux « patriotiques », « imbus de fierté nationale », pour que ceux-ci refusent de servir comme « piétaille » dans l'armée atlantique. Elle a abouti à l'isolement complet du P.C. allemand des masses laborieuses allemandes.

Ces masses pourtant sont, dans leur très grande majorité, passionnément opposées à la politique de réarmement défendue par le gouvernement Adenauer. Plus que n'importe quel autre, le peuple allemand a souffert dans sa propre chair les horreurs de la guerre impérialiste. Plus que n'importe quel autre, le peuple allemand a appris à ses dépens à se méfier de tous les mots d'ordre creux et trompeurs de « défense de la patrie », de « défense de la grandeur nationale », de « lutte pour la liberté de la nation », etc. Dans aucun autre pays, l'opposition latente des masses laborieuses accumule autant de matières explosives que l'opposition des masses allemandes aux préparatifs de guerre des impérialistes et de leurs partenaires bourgeois allemands.

Jusqu'à maintenant, la social-démocratie allemande (S.P.D.) et certaines formations bourgeoises (groupes confessionnels protestants de Heinemann-Niemöller) ont réussi dans une large mesure à canaliser cette opposition latente. Les succès éclatants obtenus par le S.P.D. aux élections de la Diète de Hesse, de Wurtemberg-Bade et de Bavière sont dus au fait que, dans la vie politique allemande d'aujourd'hui, ce parti

apparaît comme la seule formation puissante opposée à la politique de réarmement d'Adenauer. Mais s'il est un vote explicite de méfiance envers l'impérialisme, ce succès électoral du S.P.D. ne constitue nullement l'approbation de la politique de réarmement particulière de Schumacher. Celui-ci exige en effet à la fois plus de liberté d'action pour une armée allemande bourgeoise et plus de garanties de la part des impérialistes, pour que ceux-ci engagent leurs forces dans une « stratégie offensive » sur l'Elbe, tendant à reconquérir les territoires de l'Allemagne orientale. A l'heure actuelle, le S.P.D., combinant une vague propagande pacifiste et ces thèmes nationalistes extrémistes, peut gagner sur ses deux ailes des renforts antagonistes. Demain, cette contradiction de sa politique éclatera au grand jour et ouvrira de larges perspectives au parti révolutionnaire pour transformer l'hostilité instinctive des masses contre le réarmement en un levier pour une stratégie du prolétariat allemand.

Les sections française, belge, hollandaise de la IV^e Internationale, les trotskystes des Etats-Unis, de l'U.R.S.S.S., de la Grande-Bretagne, dénonceront la tentative de leurs gouvernements d'imposer aux masses allemandes une solution quelconque de la question du réarmement contre la volonté du peuple allemand lui-même. Ils dénonceront en même temps la nouvelle campagne chauvine « anti-boche » déclenchée par les partis stalinien en Europe, basée sur l'accusation calomnieuse de la « culpabilité collective du peuple allemand ». Leurs mots d'ordre seront : « **QUE LES TRAVAILLEURS ALLEMANDS DECIDENT EUX-MEMES DE LEUR PROPRE SORT ! RETRAIT IMMEDIAT DES FORCES D'OCCUPATION D'ALLEMAGNE ! LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES ARRETES PAR LES PUISSANCES D'OCCUPATION DES DEUX ALLEMAGNES ! LIBERTE ET SOUVERAINETE TOTALE DU PEUPLE ALLEMAND !** »

En même temps, les révolutionnaires allemands mèneront une campagne énergique contre les plans de réarmement de l'impérialisme et de leur propre bourgeoisie. Ils dénonceront l'armée bourgeoise en constitution comme une armée de guerre civile contre le mouvement ouvrier renaissant, comme un instrument pour embrigader les masses allemandes dans la croisade anti-soviétique préparée par l'impérialisme pour sortir de ses contradictions sociales et économiques inextricables. Ils développeront une large agitation en faveur d'un référendum pour décider de la question de la reconstitution d'une armée allemande bourgeoise. Ils essayeront de constituer un large front unique ouvrier pour s'opposer à la politique de réarmement d'Adenauer. En même temps, ils expliqueront dans leur propagande aux travailleurs allemands la vanité de tout rêve pacifiste. Le prolétariat allemand doit avoir la possibilité de se défendre avec des armes contre tous ses ennemis. Il ne pourra surtout pas obtenir sa propre émancipation sans utiliser, au moment voulu, la lutte armée. « Plus de sacrifices, pas un homme, pas un sou pour la « patrie » bourgeoise ou pour la bureaucratie soviétique ! Préparons une milice ouvrière qui protégera le libre développement du mouvement ouvrier, ainsi que la lutte pour la République des conseils ouvriers allemands, libre, indépendante et unie, dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe. » Telle doit être la propagande développée par les révolutionnaires allemands combinée à l'agitation et à la lutte contre les préparatifs de guerre du gouvernement d'Adenauer.

Le nouveau cours de la direction yougoslave

Une des caractéristiques fondamentales de l'époque impérialiste est les changements brusques de la situation en évolution perpétuelle et rapide. Il découle de ce caractère inhérent à la nature de la réalité contemporaine une difficulté plus grande que jamais de la conscience et de la compréhension humaines, à suivre le rythme de l'évolution objective et à s'adapter à ses impératifs et enseignements.

L'évolution de l'affaire yougoslave est un exemple significatif à ce propos. Dès le début, elle fut déterminée par l'interaction simultanée d'une série de facteurs ayant chacun sa propre évolution : les forces révolutionnaires du pays, leur direction politique représentée par le P.C.Y., leurs rapports avec la bureaucratie soviétique, les forces révolutionnaires mondiales, leurs rapports avec l'impérialisme, l'action de l'impérialisme lui-même.

Certains rapports et certaines modifications concrètes entre tous ces facteurs qui agissent constamment l'un sur l'autre et sont chacun en perpétuel changement ont provoqué la succession relativement rapide de trois étapes principales dans l'évolution de l'affaire yougoslave : la rupture en juin 1948 avec la bureaucratie soviétique, l'évolution progressive intérieure et extérieure de la révolution yougoslave, particulièrement à partir de 1949 jusqu'au déclenchement de la guerre de Corée, l'évolution rétrograde de la politique extérieure de la Yougoslavie à partir de celle-ci.

Nous insisterons sur ce dernier tournant. La guerre de Corée a rompu l'équilibre de forces entre le bloc soviétique et le bloc impérialiste en faveur du premier béné-

ficiant de l'exploitation de la gigantesque révolution coloniale asiatique contre l'impérialisme.

La Yougoslavie dépendant économiquement de ce dernier — le Kremlin ayant réussi à la priver complètement de rapports économiques avec l'U.R.S.S. et les « démocraties populaires » — et traversant une grave crise alimentaire due en grande partie à l'exceptionnelle sécheresse de l'année écoulée, fut parmi les premières victimes de la rupture de l'équilibre entre les deux blocs.

L'impérialisme a monnayé en concessions importantes et inadmissibles de la part du gouvernement yougoslave l'aide économique qu'il a consentie à la Yougoslavie, ainsi que la promesse d'aide militaire en cas d'attaque de la Yougoslavie provenant du bloc soviétique.

Cependant, les concessions auxquelles les dirigeants yougoslaves furent contraints n'auraient jamais pris leur ampleur actuelle si leur éducation opportuniste antérieure à l'école stalinienne n'était intervenue comme un facteur agissant dans le même sens. Nous sommes les premiers à reconnaître que, dans une situation telle que celle de la Yougoslavie isolée, le mouvement ouvrier international étant incapable de lui apporter un soutien immédiat efficace, des concessions et des concessions importantes étaient inévitables. Mais si ces concessions ont comme résultat de priver en réalité la Yougoslavie de la sympathie et du soutien du prolétariat révolutionnaire et des masses coloniales, qui constituent à la longue le seul espoir réel pour la survivance de son régime prolétarien, il faut les rejeter indépendamment de toute autre conséquence.

Si, en plus, au lieu d'expliquer franchement aux masses yougoslaves et mondiales les motifs et le sens de ces concessions, on s'efforce de les théoriser, de les présenter comme l'expression d'une politique « marxiste-léniniste », conséquente, on s'engage carrément dans la voie glissante de l'opportunisme sans principe qui conduira à la perte de la révolution et de tout régime prolétarien.

C'est ce qu'ont fait les dirigeants yougoslaves. Au fur et à mesure que la guerre de Corée mettait aux prises les forces impérialistes des Etats-Unis et de la coalition capitaliste de l'O.N.U., et les masses coloniales de la Corée et de la Chine, les dirigeants yougoslaves — en présence des difficultés — ont abandonné leur attitude initiale « neutraliste » pour se ranger résolument du côté de l'action de l'O.N.U. en Corée, la gratifiant de toute sorte de qualificatifs embellissants : « assemblée démocratique des peuples », « force progressive » au service « de la paix », etc.

Là-dessus ils ont commencé à broder un ensemble de « théories » qui n'ont aucun caractère principal mais qui s'efforcent de justifier « du point de vue marxiste » a posteriori l'action opportuniste gouvernementale. C'est Milovan Djilas qui a systématisé l'ensemble dans les vues théoriques qu'il a développées récemment dans la série d'articles qu'il a écrits dans *Borba*, sous le titre général « Sur des thèmes contemporains ».

Quand nous aurons le texte détaillé de ces articles, nous leur consacrerons les commentaires qu'ils méritent. Pour le moment, bornons-nous à remarquer que le caractère essentiel, ainsi que les conséquences des théories de Djilas sont déjà suffisamment clairs. Djilas, « contrairement à ce que certains voudraient nous faire croire » découvre « qu'il n'existe pas deux mondes différents par leur ordre social, mais un seul monde offrant une variété de formes et de degrés d'évolution différentes ». Cet ordre social unique — auquel seule la Yougoslavie « socialiste » fait exception — est celui « basé sur le monopole ». Eclairé par les événements de Corée, Djilas n'a plus d'illusions sur « le socialisme, la paix et la démocratie du bloc oriental ayant à sa tête l'U.R.S.S. ».

Finis le monde « socialiste » opposé au monde capitaliste. Il n'y a plus qu'impérialisme, avec cette seule différence que le nouvel impérialisme de l'U.R.S.S. « reposant sur le capitalisme d'Etat se distingue, en raison de ses forces productives relativement peu développées, par des formes de colonisation et de conquêtes propres à l'impérialisme ancien ». Par contre, l'impérialisme américain, reposant sur des forces productives beaucoup plus développées, constitue, selon Djilas, une tendance plus progressive au sein du monde impérialiste actuel et dont la Yougoslavie doit tenir compte.

On pourrait démontrer facilement que l'ensemble de la théorie de Djilas repose entre autres sur un économisme vulgaire et sur une véritable appréciation phénoménologiste qui identifie des choses qualitativement différentes simplement parce qu'il aperçoit entre elles certaines ressemblances extérieures. Remarquons pour le moment que même à « l'intérieur d'un monde capitaliste unique », il n'est pas permis pour un marxiste révolutionnaire, un « marxiste-léniniste » comme dirait Djilas de s'allier à un bloc impérialiste contre l'autre et encore moins de s'allier à un bloc impérialiste contre des pays et des masses coloniales.

Or l'analyse de Djilas n'a d'autre but que de justifier l'engagement de la politique extérieure de la Yougoslavie aux côtés des forces « progressives » de l'impérialisme contre le bloc dirigé par l'U.R.S.S. et sa prise de position contre la lutte anti-impérialiste des masses coloniales de la Corée et de la Chine. Car les Yougoslaves appliquent maintenant le raisonnement concernant l'U.R.S.S. à la Chine également, cherchant elle aussi soi-disant à « dominer l'Asie », « assassinant la paix mondiale » et luttant sur les traces de Gengis Khan contre les troupes « progressistes » de l'O.N.U. en Corée.

Les esprits impressionnistes qui n'approfondissent rien, les spectateurs et les juges hautains de l'Histoire, voyant cette évolution de la politique extérieure de la Yougoslavie et de la pensée de ses dirigeants à son service, rejeteront naturellement l'ensemble de l'expérience yougoslave et diront encore une fois que rien de sain ne peut sortir du stalinisme. Pour ces esprits, la politique de la IV^e Internationale envers la Yougoslavie restera aussi un sujet d'étonnement et de critique. Pourquoi avons-nous soutenu une cause qui dégénère si rapidement?

Nous soutenons la Yougoslavie, pays dans lequel les masses révolutionnaires ont réalisé un ensemble de conquêtes, renversant le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie contre l'impérialisme et contre la bureaucratie soviétique qui menaçaient et menacent ces conquêtes. Nous les défendrons de même dans l'avenir, aussi longtemps qu'elles subsisteront, aussi longtemps que le régime prolétarien subsistera en Yougoslavie, contre tous leurs ennemis, y compris éventuellement contre la direction yougoslave si elle maintenait et accentuait son cours actuel.

Nous avons, d'autre part, soutenu cette direction yougoslave aussi longtemps qu'elle faisait des pas en avant dans la voie de la liquidation de son passé stalinien et esquissait la possibilité d'une réorientation conséquente marxiste-révolutionnaire.

Actuellement, des forces beaucoup plus importantes que notre intervention, ou celle du mouvement ouvrier révolutionnaire indépendant dans le monde, agissent en direction contraire et provoquent ce cours rétrograde de la révolution yougoslave. Une modification nouvelle du rapport des forces sur le plan yougoslave intérieur et surtout extérieur, qui reste toujours possible, peut renouer les liens relâchés de la Yougoslavie avec l'avant-garde révolutionnaire mondiale et l'entraîner dans un nouveau cours progressif.

La IV^e Internationale qui ne base exclusivement son action que sur la tendance fondamentale révolutionnaire de notre époque, s'efforce de suivre les changements brusques inhérents à la situation dans laquelle elle lutte pour jeter chaque fois tout son poids afin que tel ou tel processus progressif particulier puisse se développer au maximum — naturellement dans les limites que permettent en définitive les possibilités objectives.

La désintégration de l'empire colonial français

Le déclin du capitalisme trouve son expression la plus vive dans l'effondrement des systèmes coloniaux sur lesquels reposait l'essentiel de sa puissance. La Grande-Bretagne, menant énergiquement un « combat en retraite » a transporté les bases de son empire en Afrique et modifié la nature de ses rapports avec les Indes, espérant ainsi avoir fait la part du feu en Asie où, cependant, elle n'en est encore qu'au début de ses peines en Malaisie. Mais le capitalisme français dont les bases étaient beaucoup plus frêles a des possibilités de manœuvre beaucoup plus réduites.

La création de « l'Union Française » au lendemain de la deuxième guerre mondiale n'a guère été autre chose qu'une manifestation verbale; elle n'a pas changé la nature des rapports entre la France et les pays colonisés par elle. C'est pourquoi cette « Union française » craque de partout.

Jusqu'à présent, c'est au Vietnam que cette crise a pris son aspect le plus ample. Depuis plus de quatre années sévit une guerre qui absorbe les forces vives du capitalisme français. Une aile de la bourgeoisie, consciente de la situation, n'avait accepté qu'à contre-cœur de poursuivre la « sale guerre » (l'expression est du directeur du Monde). Avec la défaite de l'impérialisme américain en Corée, ce courant s'est renforcé. Le représentant de la France à la Banque des Règlements Internationaux, le député Mendès-France, au cours d'un seul mois, a affirmé par deux fois au Parlement la nécessité de négocier avec Ho-Chi-Minh.

Mais si l'impérialisme français, dans sa décrépitude, s'acharne à se battre jusqu'au dernier carré au Vietnam, s'il a fait preuve d'une férocité inouïe à Madagascar, s'il ergote minablement pour rester accroché à quelques comptoirs indiens, c'est parce qu'il sait que l'aveu de la défaite en Orient donnerait une impulsion nouvelle aux mouvements de révolte montante en Afrique. Il est vrai que sur ce continent, tout comme dans les Antilles françaises et en Nouvelle-Calédonie, les investissements américains tendent à déloger l'impérialisme français. Mais ce que le capitalisme français craint le plus, ce sont les mouvements autochtones qui menacent avant tout son autorité politique.

En Afrique noire (de Dakar au Congo), la résistance antimpérialiste est organisée dans le Rassemblement Démocratique Africain qui — jusqu'à ces derniers temps — était influencé par le parti stalinien. De grandes démonstrations et luttes anti-impérialistes ont déjà eu lieu en Afrique noire; cependant, étant donné le développement économique encore faible de ces régions et leur structure sociale encore assez

embryonnaire, le danger le plus immédiat pour le capitalisme français n'est pas là mais en Afrique du Nord.

Dans tous les trois pays qui constituent l'Afrique du Nord, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, la lutte pour l'indépendance nationale est à l'ordre du jour. Mais, bien qu'il y ait une certaine concordance, un certain synchronisme dans les développements de ces pays, il n'y a pas de coordination étroite et pas d'unité de vues entre les mouvements nationalistes principaux de chacun de ces pays. Et cela a donné une marge de manœuvre à l'impérialisme.

Au Maroc qui, de ces trois pays, est peut-être, du point de vue économique, le plus riche potentiellement mais le moins développé, la résistance est essentiellement menée par le parti de l'*Istiqlal*, dirigé par des bourgeois et soutenu par le Sultan lui-même, qui veut se débarrasser de la tutelle de la France et de l'Espagne. Venu à Paris récemment, le Sultan n'a pas accepté les maigres concessions que lui offrait le gouvernement français. Plus récemment encore, les partisans de l'*Istiqlal* dans le Conseil du gouvernement ont dénoncé le rôle de la France et en ont été expulsés dans un acte de bravache sans puissance réelle par le général Juin, résident général au Maroc. Le mouvement syndical marocain lutte encore pour sa reconnaissance légale.

En Tunisie, l'opposition est dirigée par le *Néo-Destour* qui est incontestablement un parti de la bourgeoisie tunisienne, mais qui s'appuie dans son action sur les syndicats ouvriers tunisiens, groupés dans l'U.G.T.T., une centrale syndicale indépendante de la C.G.T. française. Lors de la venue à Paris, l'été dernier, du leader du Néo-Destour, Bourguiba, après plusieurs années d'exil au Caire, le gouvernement français fit miroiter la perspective de l'indépendance et obtint que le Néo-Destour se compromette en entrant dans un gouvernement mixte franco-tunisien. Le front unique plus ou moins tacite des partis nationalistes nord-africains en fut secoué. Les masses tunisiennes ont été désorientées par la formation de ce gouvernement qui, comme ceux du passé, fusille les grévistes. Le trouble résultant de la participation gouvernementale du Néo-Destour durera-t-il longtemps et quelles conséquences politiques celle-ci entraînera-t-elle dans le mouvement nationaliste tunisien? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais dès maintenant, on peut apercevoir que le gouvernement français n'en tirera profit que pour une courte durée. Les nationalistes tunisiens commencent à comprendre qu'ils ont été roulés; les colons et fonctionnaires français refusent la moindre concession.

C'est en Algérie que la situation est la plus sombre pour l'impérialisme. La bourgeoisie indigène y est extrêmement réduite. Dans la mesure où elle a une figure politique, elle s'exprime dans les *Amis du Manifeste*, dirigée par Ferhat Abbas, qui n'ont presque pas d'influence sur la population algérienne. Le parti dirigeant du mouvement indigène est le *Parti du Peuple Algérien* interdit, l'*actuel Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques*, dirigé par Messali Hadj. Cette organisation s'appuie sur les masses les plus pauvres de l'Algérie et sur les travailleurs algériens qui ont émigré en France où ils sont employés aux besognes les plus pénibles, dans des conditions de travail et de vie misérables. Le M.T.L.D. est, par sa masse et sa combattivité, un mouvement plébéien révolutionnaire; il a pour mot d'ordre l'indépendance totale, la Constituante algérienne. Le reste de son programme est vague. Ses élus au Parlement français — s'ils ont parfois eu une attitude maladroite d'abstention dans certains problèmes non algériens — ont été d'une intransigence remarquable dans tout ce qui concernait leur pays. Une répression impitoyable sévit contre ce mouvement tant en Algérie qu'en France, le capitalisme français comprenant fort bien que de tous les mouvements d'indépendance aux colonies, celui-là est à tous égards le plus dangereux. Non seulement il est à proximité de la métropole, mais le capitalisme français qui manquait de main-d'œuvre à partir de la première guerre mondiale a commis pour lui la grande imprudence d'amener au cœur même de la métropole trois à quatre cents mille Algériens qui sont indissolublement liés à la lutte de leur peuple sur le sol natal et qui constituent de ce fait une puissante armée de lutte antiimpérialiste sur le sol même de la métropole. Une armée d'autant plus dangereuse qu'elle vit dans la classe ouvrière française et participe à toutes les luttes de celles-ci.

Jusqu'à présent, le mouvement stalinien et l'influence stalinienne en Afrique du Nord ont été relativement faibles. Les dirigeants du M.T.L.D. se souviennent qu'autrefois Messali Hadj, sous l'influence du P.C., avait créé l'*Etoile nord-africaine* — l'organisation révolutionnaire qui montrait aux peuples de l'Afrique du Nord la voie de l'émancipation par l'unité et le socialisme — et que, lorsque le P.C. collabora avec la bourgeoisie dans le Front Populaire, cette organisation fut dissoute avec l'approbation du P.C.; les Algériens se souviennent qu'au lendemain de la guerre, quand ils demandèrent à bénéficier des « 4 libertés » de la « Charte de l'Atlantique », près de 40.000 d'entre eux furent abattus par les troupes et les avions d'un gouvernement français dont le ministre de l'Air était le stalinien Tillon. En France, le M.T.L.D., quand il pratique aujourd'hui le front unique avec les organisations dirigées par les staliniens, maintient très fermement son indépendance organisationnelle. En Algérie, les organisations staliniennes groupent très peu d'indigènes; elles sont constituées surtout par des Européens. Cependant, il serait erroné de croire que le mouvement nationaliste en Afrique du Nord est immunisé contre le stalinisme. Au contraire, du fait que les organisations nationalistes de cette partie du monde n'ont pas de programme précis, que leurs bases doctrinales sont imprécises, que

socialement elles embrassent des couches sociales très diverses, qu'elles sont très pragmatistes dans leur activité, elles offrent une grande prise aussi bien aux manœuvres de l'impérialisme (comme on l'a vu dans le cas du Néo-Destour) qu'à celles du stalinisme.

Quoi qu'il en soit, si la société française, du temps de la période ascendante du capitalisme, accordait peu d'importance aux colonies, si sa vie politique en était peu affectée, à présent les soulèvements des colonies joueront un rôle de plus en plus grand dans le développement de la crise de la société française, y stimuleront puissamment la lutte des classes et contribueront pour une grande part à l'écroulement de la domination capitaliste en France.

Les impérialistes au secours de Franco

Les péripéties de la « guerre froide », loin d'affaiblir le régime franquiste qui était sur le point de sombrer au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'ont au contraire constamment renforcé.

La bourgeoisie occidentale n'a pas tardé à s'apercevoir que la dictature de Franco avait obtenu un résultat auquel elle-même aspire ardemment, mais qu'elle considère extrêmement improbable à atteindre dans le rapport de forces actuel : l'atomisation de la classe ouvrière obtenue par la terrible saignée que celle-ci a subie à travers et à la suite de la défaite de la révolution de 1936-1938.

La logique de la « guerre froide » implique un effort de concentration totale de toutes les forces et ressources de la bourgeoisie occidentale, malgré les antagonismes inter-impérialistes et les difficultés particulières. De ce point de vue, préparer la lutte contre l'U.R.S.S., envisager sérieusement une guerre qui, par la force des choses, prendrait un caractère de guerre civile internationale, et laisser en même temps en dehors du bloc de la réaction l'Espagne franquiste, serait vraiment une absurdité politique. L'impérialisme américain, le moins embarrassé par les réactions de l'opinion publique qui, en Europe en particulier, reste toujours profondément hostile au régime franquiste, fut le premier à empêcher que Franco ne s'écroule sous la pression de difficultés économiques et à préparer son admission au sein de la communauté « atlantique ».

Dès 1948, le gouvernement des Etats-Unis commença à aider économiquement Franco. Vers la fin de la même année, Marshall déclarait que la résolution de l'O.N.U. adoptée contre Franco en 1946 « ne correspondait plus à la situation actuelle ». En 1949, plusieurs personnalités politiques américaines, à commencer par le nouveau secrétaire d'Etat, ont multiplié leurs déclarations en faveur d'un soutien et d'une réhabilitation du régime franquiste. Enfin, en janvier 1950, Acheson faisait savoir au sénateur Conolly que l'Espagne franquiste devait être admise à l'O.N.U. et soutenue par des prêts américains.

Cette politique est maintenant officialisée par la décision prise à la récente session de l'O.N.U.; on y a voté le principe d'échanges de diplomates avec Franco et l'admission des représentants espagnols dans différentes commissions de l'O.N.U. D'autre part, le gouvernement américain vient d'accorder à l'Espagne un prêt substantiel de 62,5 millions de dollars.

Cette aide financière vient à un moment critique de la situation en Espagne. Les conditions économiques du pays paraissent être cet hiver « les pires depuis la fin de la guerre civile » (New York Herald Tribune Monthly Economic Review, 4-12-50), à la suite de la sécheresse exceptionnelle et de la hausse continuelle des prix.

Entre janvier et septembre 1950, les prix officiels ont augmentés de plus de 10 % et plusieurs d'entre eux de plus de 30 % dans les toutes dernières semaines. La sécheresse a frappé à la fois la production agricole et industrielle. La baisse de la production électrique due au très bas niveau qu'ont atteint les forces hydrauliques, a provoqué un ralentissement, presque une paralysie d'une grande partie de l'industrie. Plusieurs usines utilisant la force électrique ont dû restreindre leur activité jusqu'à 10 heures de travail par semaine. D'autres ont dû faire appel à des sources d'énergie différentes, augmentant ainsi considérablement les coûts de production. Le chômage et la misère des masses ouvrières et agricoles n'ont fait qu'augmenter dans ces conditions.

L'aide américaine permettra naturellement d'atténuer cette situation critique, mais son ampleur actuelle reste de toute façon considérablement inférieure aux besoins de l'économie espagnole qui sont évalués entre 700 millions et un milliard de dollars.

Il se peut cependant que les Etats-Unis qui, à la suite de la défaite en Asie, décrochent d'une série de positions stratégiques, accordent à l'Espagne un intérêt grandis-

sant suivi naturellement d'une aide correspondante. Politiquement et géographiquement l'Espagne franquiste paraît être pour leurs nouveaux plans stratégiques une base infiniment plus valable que les pays instables et facilement ouverts à une invasion russe de l'Europe occidentale.

Le sort de Franco est en réalité entre les mains des masses espagnoles et du prolétariat occidental. Il sera joué lors de la nouvelle montée révolutionnaire des masses en Europe, qui suivra le recul de l'impérialisme en Asie et la grave crise dans laquelle celui-ci est de plus en plus entraîné. Entre temps, il faut que les prolétariats américain, anglais et français en particulier continuent à s'opposer à la reconnaissance de Franco et à toute aide à son régime.

L'impératif le plus pressant pour que la nouvelle poussée des masses en Europe entraîne la chute de Franco est la construction à temps d'un courant marxiste révolutionnaire conséquent du prolétariat espagnol.

Malheureusement, jusqu'à maintenant, ni l'expérience de la défaite de la révolution espagnole ni celle du mouvement ouvrier international, n'ont permis une différenciation profonde dans les rangs de l'avant-garde espagnole. L'anarchisme reste toujours virulent et la décomposition incontestable du stalinisme et partielle de la social-démocratie espagnole n'a pas renforcé directement un courant marxiste révolutionnaire. Il est du devoir des éléments les plus valables de l'avant-garde espagnole (parmi lesquels le P.O.U.M. et les quelques militants ex-staliniens qui ont cherché à se regrouper au lendemain de la rupture de Tito avec le Kominform, occupent une place importante) d'opérer une réorientation décisive, rejetant les hésitations et les confusions de nature centriste, pour consolider un réel mouvement marxiste révolutionnaire qui puisse conduire la nouvelle révolution espagnole à la victoire.

La vie et la mort

D'HELENA GINSBURG

Une militante trotskyste dans un camp

de travail forcé en U.R.S.S.

Suzanne LEONHARD fut une militante de la première heure du *Spartakusbund*, une amie personnelle de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Elle dut s'exiler de l'Allemagne nazie pour son travail illégal communiste. Réfugiée en U.R.S.S. sur le conseil d'Alexandra Kollontai, alors ambassadrice soviétique à Stockholm, elle fut arrêtée en octobre 1936 par la N.K.V.D. et passa dix années dans des camps de travail forcé. Depuis sa libération, séjournant en Allemagne occidentale, elle a composé un livre sur sa vie dans ces camps, intitulé « Un quart de ma vie ». Suzanne Leonhard, qui n'est pas membre de notre mouvement, a mis à notre disposition l'extrait suivant de son ouvrage, afin que soit connu le sort d'un des milliers de trotskystes soviétiques, qui ne capitulèrent jamais devant la bureaucratie stalinienne. Indiquons aussi que S. Leonhard a publié en 1921 un livre sur la littérature révolutionnaire clandestine en Allemagne pendant la première guerre mondiale.

Elle était alors âgée de 24 ou de 25 ans et s'appelait Helena Ginsburg. Je l'ai rencontrée à l'hôpital de Schor, près de Tjibiju, pendant l'été 1937. Cet hôpital n'appartenait pas administrativement au camp de passage de Schor, mais bien au « Shel-Dor-Lag », c'est-à-dire à l'ensemble des grands camps dont les prisonniers avaient à construire le chemin de fer de Kotlas à Vorkuta. Des milliers et des milliers de prisonniers sont morts au cours de la construction de ce chemin de fer dans les forêts marécageuses, les marais et la toundra. On n'amenait les malades à l'hôpital de Schor que dans les cas où le rétablissement était pratiquement exclu, et quelques jours après leur arrivée à Schor, la plupart d'entre eux y trouvaient leur tombe. Néanmoins, l'hôpital était constamment débordé de malades, et rares furent les cas où de nouveaux patients y trouvaient de la place.

Nous étions trois dans une petite chambree : Smirnova, femme d'I.N. Smirnov, condamné à mort et exécuté au premier grand procès de Moscou en 1936, Helena Ginsburg et moi-même. Helena, ou Lola comme on l'appelait, attira mon attention dès que nous fîmes connaissance. Elle n'était pas fort jolie, car ses traits étaient irréguliers et elle avait même un peu de strabisme, mais ses yeux brûlaient du feu de ceux qui combattent pour la conscience suprême, de ceux qui sont prêts à se sacrifier eux-mêmes pour leur cause, de ceux qui poursuivaient avec fanatisme le but auquel ils avaient voué leur vie. La puissance de la conviction de Lola et son sérieux politique ne pouvaient pas ne pas m'influencer, étant donné que j'avais moi-même, dès ma prime jeunesse, passionnément recherché la vérité et que je me suis toujours battue pour mes idées, même si mes ailes ne me portaient alors déjà plus si loin que jadis.

Helena Ginsburg se trouvait à l'hôpital à la suite d'une grève de la faim qui avait duré deux semaines, mais s'était terminée sans résultats par l'effet de la nutrition forcée. Lola se sentait encore assez faible, mais elle ne devait plus rester au lit, et comme je pouvais moi-même me lever durant des heures et que j'avais la permission médicale de sortir pour prendre de l'air, nous nous promenions pour pouvoir discuter

librement et sans témoins. Mes connaissances limitées de la langue russe ne suffisaient pas du tout à mener des discussions politiques, mais Lola avait quelques notions de français et d'allemand.

Je l'amenaï à me raconter sa vie. Son père avait été avant la révolution un petit commerçant ambulante juif, et devint plus tard un ouvrier du bâtiment. Lola était l'aînée de sept enfants. Elle ne se rappelait guère la période d'avant la révolution. Toute son enfance s'était déroulée dans l'ombre d'une misère infinie, qui ne s'était pas arrêtée au lendemain d'Octobre 1917. Mais, à la différence de ses parents qui étaient analphabètes, Lola avait pu se faire ouvrir les portes des écoles après la révolution.

Pendant la première décade après la révolution, le niveau général de l'enseignement soviétique était fort bas. Il n'y avait pas suffisamment d'institutrices et de matériel scolaire; il y avait trop peu de locaux; on ne pouvait se procurer des livres ou des cahiers; souvent, il n'y avait pas de charbon pour chauffer les écoles; souvent, les enfants ne pouvaient pas suivre les leçons parce qu'ils n'avaient pas de souliers et de manteaux, parce qu'ils devaient aider à la maison, ou parce qu'ils n'avaient rien à manger. Mais Lola n'avait admis aucune limite à son enthousiasme et à sa passion pour l'étude. Elle se rendait à l'école pieds nus, ou sans manteau, ou à jeun: ce qui importait, c'était de pouvoir apprendre! Une institutrice prit pitié d'elle, lui donna des livres, lui apprit des langues. Ses parents n'aimaient pas que leur aînée soit plongée dans les livres, ils la surchargeaient de travaux domestiques. Lola trouva une solution à cette difficulté. Elle se levait tôt le matin, soignait les enfants moins âgés, travaillait avec son père après l'école, faisait la queue pour le pain pendant des heures, un livre à la main, et continuait à lire et à apprendre tard dans la nuit grâce à une petite lampe à pétrole que son institutrice remplissait de carburant.

Lola devint membre du Komsomol et à la fin de ses études, elle reçut un poste au secrétariat du Komsomol. Elle était heureuse de ses connaissances, dont elle ne soupçonnait guère les lacunes, et elle était fière de sa science, capable à son avis non seulement de conquérir mais encore d'améliorer le monde. Lola gagnait plus que son père et sa mère réunis, qui n'étaient que des travailleurs non qualifiés, mais la jeune communiste ne gardait pas un kopek pour elle-même, car ne fallait-il pas nourrir et envoyer à l'école six enfants?

Les luttes de fractions dans le parti communiste russe pendant la maladie de Lénine et après sa mort; le XIV^e Congrès avec ses discussions politiques décisives; le XV^e Congrès où toute l'opposition fut exclue du parti et enfin l'exil de Trotsky à Alma-Ata, — toutes ces étapes de la route de Staline vers l'autocratie et l'infaillibilité, Lola ne les avait pas vécues consciemment comme de l'histoire contemporaine. A ce moment elle se donnait encore corps et âme à la tâche de construire le socialisme dans l'unique Etat ouvrier du monde.

Ce n'est qu'au cours des années 1929-30, quand la question de la collectivisation forcée de l'agriculture fut à l'ordre du jour, que la jeune communiste, âgée de 17 ans, se mit à réfléchir, avec son propre esprit critique, aux problèmes politiques fondamentaux. Après de graves luttes intérieures, elle se décida à adhérer à l'opposition trotskyste. Comme adversaire de Staline, elle fut arrêtée dès 1934.

L'isolateur politique de Verchné-Ouralsk, où elle passa sa peine de prison, devint son université politique. Elle rencontra dans cette prison des oppositionnels politiques de toutes tendances et nuances. Le régime était encore fort clémente dans cette prison, s'il faut se fier à ses descriptions. Les prisonniers politiques disposaient d'une bibliothèque volumineuse et pouvaient discuter librement entre eux. On peut facilement s'imaginer quelles discussions politiques échauffées s'y déroulèrent. Grâce à deux années de séjour dans cet isolateur politique, Lola Ginsburg acquit une formation marxiste solide et des connaissances approfondies du mouvement ouvrier international et de l'histoire des mouvements politiques, connaissances qui m'étonnèrent toujours. Beaucoup de détails de l'histoire du parti communiste russe et de son développement en parti d'Etat de l'Union soviétique me furent révélés par Helena Ginsburg, étant donné que je m'étais occupé de ces problèmes à l'étranger de façon superficielle et apparemment sans méthode. Lola Ginsburg avait connu à Verchné-Ouralsk le militant trotskyste Vladimir Smirnov. Une amitié politique et personnelle intime s'était établie entre eux deux, et Lola l'épousa en prison.

Quand la vague d'arrestations prit en 1937 des dimensions inconnues auparavant et que des centaines de milliers de prisonniers politiques furent transportés vers les camps de travail forcé, la plupart des prisonniers de l'isolateur politique de Verchné-Ouralsk furent envoyés dans des régions lointaines. On assura à Vladimir Smirnov qu'il serait interné ensemble avec sa femme dans un camp au delà du cercle polaire. Ils furent cependant séparés l'un de l'autre quelques jours après ce transport. Pendant la nuit, Smirnov fut envoyé dans le camp de Vorkuta. Lola arriva les jours suivants à Tjibiju. On ne leur avait permis ni de se dire adieu, ni d'échanger leurs possessions mutuelles, une partie des affaires de Smirnov se trouvait auprès de Lola dans la tente des femmes.

Lola protesta au moyen d'une grève de faim, et bombardait l'administration du camp de requêtes, dans lesquelles elle parlait d'elle-même explicitement comme « de la détenue trotskyste Helena Ginsburg ». Pour apprécier ces actes, il faut savoir que le trotskysme était renommé comme le crime le plus terrible et le plus horrible. Un

voleur, un fraudeur, un bandit ou même un assassin étaient considérés dans le camp comme un homme de marque par comparaison à tous les prisonniers politiques, et un « agitateur contre-révolutionnaire » ou « prévenu d'espionnage » était jugé relativement innocent par comparaison à un « trotskyste ». Tous ceux dont l'acte de condamnation était marqué de la lettre fatidique T s'efforçaient de le taire dans la mesure du possible. Mais Lola se désignait elle-même fièrement comme trotskyste, même dans sa correspondance officielle, alors que personne ne le lui demandait et qu'il suffisait de signer ses lettres « la détenue une telle ». Elle se librait ainsi gratuitement à ses bourreaux. On peut considérer cela comme preuve d'un manque de maturité politique, on peut secouer la tête devant tant de naïveté, mais le sourire disparut de mes lèvres quand je m'aperçus du feu sacré dans les yeux de Lola. Je n'étais pas seulement émue devant la puissance de ses convictions; je devais l'admirer.

A l'hôpital, la soif de connaissances de Lola était plus forte que jamais. Elle était heureuse de pouvoir rafraîchir et enrichir ses connaissances linguistiques grâce à mon aide. Elle s'était procurée quelque part un cours d'histoire de la littérature française, mais l'ouvrage n'avait pas été écrit pour des autodidactes, et Lola s'aperçut bientôt qu'il exigeait des connaissances de base plus vastes que les siennes. Nous nous mettions à le lire ensemble. Lola était heureuse de ce que je pouvais répondre à beaucoup de ses questions. Je lui racontais en détail le contenu de beaucoup d'œuvres classiques et lui décrivais leur caractère leur style et l'époque d'où elles provenaient. Je lui fis connaître les tragédies de Corneille et de Racine, je lui racontai « Les Misérables » de Victor-Hugo, « Madame Bovary » de Flaubert, « Crainquebille » d'Anatole France et le drame d'Edmond Rostand « Cyrano de Bergerac » dont j'avais gardé un bon souvenir du temps où nous l'avions lu en classe au lycée. En étudiant cette petite histoire de la littérature, Lola devint consciente que ses connaissances des écrits de l'Occident étaient limitées. Elle n'avait rien lu de Balzac ou de Zola, de Voltaire ou de Rousseau, de La Fontaine ou de Boileau. De toute la littérature française, elle ne connaissait vaguement que Guy de Maupassant et Romain Rolland. Elle ne connaissait même pas les noms des auteurs contemporains. Dans la bibliothèque de la prison de l'isolateur politique il y avait peu de traductions des œuvres des littératures étrangères. Ayant lu un bref résumé d'une des comédies de Molière, où l'on décrit les détails d'un festin, Lola me dit tout à coup d'une voix enfantine qui venait de loin : « Rôti? Je n'ai jamais de ma vie mangé de la viande rôtie... »

Nous n'avons pas poursuivi nos discussions politiques à l'hôpital même. Celles-ci couvraient toutes les questions brûlantes de la « révolution permanente », du « socialisme dans un seul pays », de la « démocratie dans le parti », du rôle du parti avant et après la conquête du pouvoir », de la « spontanéité des masses », etc. Lola se méfiait de notre compagnie de chambrée Smirnova. Nous nous promenions au jardin ou dans le bois tout proche qui faisait partie de la zone du camp. Souvent, les connaissances linguistiques de Lola s'avéraient insuffisantes, et nos discussions auraient abouti à des impasses si l'ingénieur Edelsohn, vieillard de 78 ans, féru de langues, n'avait offert gracieusement ses services d'interprète. Il aimait se joindre à nous et me traduisit du russe les discours échauffés de Lola. Le vieil Edelsohn se trouvait déjà depuis 12 ans dans le camp. Il était originaire de Bakou, où il avait été ingénieur commercial dans l'industrie pétrolière. Il avait beaucoup voyagé dans sa jeunesse, connaissait presque le monde entier, l'Italie, l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Angleterre, les Etats-Unis, et, en dehors du russe, parlait couramment quatre langues européennes. Il aimait s'entretenir avec moi en français, en allemand ou en anglais. Nous échangeons des souvenirs de Paris et de Vienne, des Alpes et de la Côte d'Azur. Politiquement, Lola et moi étions très éloignées du vieil ingénieur. C'était le représentant d'un monde disparu, et il nous considérait au mieux comme deux « pauvres folles ». Cela ne l'empêcha point de nous être très proche humainement et de montrer beaucoup plus de pitié pour nous, qui étions devenues, fût-ce pour des causes opposées à la sienne, victimes du régime qu'il haïssait.

La militante trotskyste Lola rêvait d'être accusée dans un grand procès politique. Elle voulait à cette occasion dire la vérité au monde. Elle voulait crier au public quels étaient les véritables buts du trotskysme calomnié et diffamé de façon si misérable par Staline. Elle voulait clairement démontrer que la voie de Trotsky était la voie de la révolution mondiale, la seule voie véritable vers le communisme en U.R.S.S. et en Europe, alors que la voie de Staline représentait la trahison honteuse de la doctrine de Marx. Son discours d'accusation contre Staline, tout enflammé de sa fidélité à sa doctrine et de sa passion pour ses convictions, Lola l'avait mis au point depuis longtemps. Il ne lui manquait que l'occasion de le tenir devant l'opinion publique mondiale attentive. Après avoir clarifié dans l'esprit des communistes du monde entier les véritables buts du trotskysme et les raisons de sa lutte contre Staline, elle était prête à mourir. Elle savait qu'en agissant de la sorte, elle perdrait certainement la vie. Car elle n'ignorait point le pouvoir illimité de Staline et de la N.K.V.D. Mais elle espérait que ses dernières paroles pourraient ramener des milliers de nouveaux militants dans l'arène politique.

Mourir en martyr pour la cause du trotskysme, tel était le rêve de la vie de la jeune Lola. C'est alors que je commençais à comprendre l'enthousiasme avec lequel elle avait suivi mon récit de l'agitation contre la guerre menée par Karl Liebknecht, l'acharnement qu'elle avait mis à entendre toujours répéter la description de notre insurrection spartakiste et de nos luttes sur les barricades en Allemagne. Voilà l'élan révolutionnaire qui lui était familier! Mais pareille activité était-elle encore possible

en Union soviétique? Lola ne voulait pas admettre qu'il puisse exister un régime policier perfectionné au point où tout martyr devient impossible. « Elle s'envole vers la mort comme une mouche vers la lumière », me répétait constamment grand-père Edelsohn en secouant sa tête. Et c'est ce qui est finalement arrivé.

En septembre 1937, nous avons appris que nous devons quitter l'hôpital les jours suivants, puis que notre transport démarrerait vers sa destination définitive, Kotchmess. Helena Ginsburg commença à nouveau une grève de la faim. Elle attendait une réponse à ses requêtes, et ne voulait pas quitter l'hôpital. Le médecin, un doux homme du nom de Kukinadze, qui parlait bien l'allemand, me prit à part et me demanda ce qu'il pouvait bien faire pour moi. Peut-être voulais-je aussi rester à l'hôpital. Il pouvait, en tant que médecin, prononcer son veto contre mon départ. Je le remerciai chaleureusement pour cette preuve d'humanité, mais me décidai à repartir vers l'inconnu. Il faudrait bien un jour se rendre au delà du cercle polaire; qu'importe quelques semaines plus tôt ou plus tard, me suis-je dit. « Jamais des prisonniers de l'hôpital ne m'ont inspiré tant de pitié que vous deux », gémit Kukinadze. « Pour des intellectuels russes, il est déjà fort pénible de vivre dans des conditions pareilles. Combien plus pénible cela ne doit-il pas être pour vous, qui possédez la culture européenne — et je comprends ce que cela signifie, j'ai moi-même été en Allemagne —, et pour cette enfant malheureuse et fanatique qu'est Helena Michailovna? Cela me déchire le cœur. Demain, je dois recommencer à la nourrir de force, j'ai reçu les ordres d'en haut... »

Le jour précédant mon départ, je me rendis encore une fois auprès du lit de Lola pour lui dire adieu. Elle était couchée, les lèvres enflées de fièvre, et se sentait très faible, quoiqu'elle était nourrie de force déjà depuis plusieurs jours. « Suzanne, ouvrez mon coffre, je voudrais vous donner un vêtement chaud, vous ne pouvez pas partir comme vous êtes habillée, vous mourrez de froid », me murmura-t-elle. Elle ne se calma pas avant que je n'aie accepté un chaud costume de training brun. Il était presque neuf et avait appartenu à Vladimir Smirnov. Lola me donna également du linge, des chaussettes et des mouchoirs qui lui avaient appartenu. « Ce sont des affaires d'hommes, souria-t-elle, mais cela vaut mieux que rien. Je sais que nous sommes séparés pour toujours. Je ne reverrai jamais mon mari et je ne peux pas lui envoyer ses affaires. Je préfère vous les donner que de les conserver pour cette bande de brigands du Guépéou. » Très émue je dis adieu à Lola.

Deux années plus tard, j'appris que Lola Ginsburg avait été fusillée à Schor, pendant l'hiver 1937. Ensemble avec elle, il y eut une dizaine de victimes de la terreur du N.K.V.D., notamment le médecin Kukinadze, l'infirmier Noack, une infirmière, un camarade polonais qui avait travaillé à la section de l'habillement, et le commandant du camp de Schor. « Tout le nid trotskyste a été exterminé », avait dit un des soldats de l'Okhrana. L'exécution ne fut mentionnée nulle part, et longtemps personne ne sut où l'on avait transporté les victimes, jusqu'à ce que la vérité transpirât. Il se peut que les victimes mêmes ne surent pas qu'elles allaient être fusillées quand on les mena à la forêt. Sophie Scholl (1) a pu crier du haut de l'échafaud nazi des paroles qui retentissent encore aujourd'hui dans le cœur de centaines d'hommes et qui les poussent à combattre le totalitarisme. L'absolutisme du régime tsariste n'a pas pu empêcher que les paroles de la courageuse Sonja Perowskaja, conduite à l'exécution, furent transmises à ses contemporains et les encouragèrent à poursuivre la lutte contre la tyrannie. Seule la terreur de Staline rend inconnu tout martyr. La jeunesse oppositionnelle d'U.R.S.S. a été la moisson des balles du N.K.V.D. sans que les survivants en aient appris la nouvelle. C'est pourquoi je suis heureuse de pouvoir raconter la vie et la mort de Lola Ginsburg, pour que son histoire héroïque, symbole de celle de milliers de combattants courageux pour la Révolution communiste mondiale, n'ait pas été vécue en vain.

(1) Jeune étudiante de Munich qui avait dirigé un groupe de résistance antihitlérienne à l'Université et qui fut exécutée en 1944. (Note du traducteur.)

LA TROISIÈME RÉVOLUTION CHINOISE (*)

Nature et perspectives de la Chine de Mao Tse-Tung

De la Porte de la Paix Céleste à Pékin, Mao Tse-Tung proclama, le 1^{er} octobre 1949, la République Populaire de Chine. Les opérations militaires n'étaient pas terminées à cette date. Canton, métropole de la Chine méridionale, ne tomba que quinze jours plus tard, Chungking fut occupé à la fin d'octobre et Kunming, capitale de la dernière province du sud-ouest à être libérée, le Yunnan, fut prise le 10 décembre. Néanmoins, c'est bien du 1^{er} octobre que date la constitution d'un nouveau pouvoir central sur toute la Chine, dans lequel le Parti Communiste Chinois joue un rôle prépondérant.

Mao Tse-Tung proclama la République Populaire de Chine au nom d'un Préparlement, le Conseil Consultatif Politique du Peuple, réuni à Pékin du 21 septembre au 1^{er} décembre, et qui adopta un programme gouvernemental et une Constitution provisoire. C'était un organisme désigné d'en haut par le P.C. chinois, par les différentes organisations de masse qu'il contrôlait, ainsi que par les autres partis politiques qui participent au gouvernement. C'est en effet un **gouvernement de coalition** — dont le nom officiel est Conseil Central du Gouvernement du Peuple — qui administre aujourd'hui la Chine. Ce gouvernement rend périodiquement des comptes non pas devant le Conseil Consultatif Politique, organisme très lourd composé de 576 membres, mais devant le Comité National de ce Conseil, composé de 149 membres. Mao Tse-Tung, qui est à la fois président de la République, président du Conseil gouvernemental central du Peuple et président du Comité National du Conseil Consultatif Politique du Peuple, réunit ainsi en sa personne tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la République populaire.

L'actuel gouvernement de coalition ne représente pas un simple décor destiné à tromper le public. Parmi les partis politiques qui participent à la coalition aux côtés du P.C. chinois, deux doivent être considérés comme de véritables représentants de classes sociales autres que

le prolétariat ou la paysannerie pauvre. La **Ligue Démocratique de Chine**, interdite par la dictature de Chang Kai-Chek le 13 octobre 1947, groupe de nombreux professeurs, savants et petits-bourgeois intellectuels, ainsi que quelques généraux de renommée « libérale », représente les classes moyennes cultivées des villes et compte quelque 50.000 membres (1); le **Comité Révolutionnaire du Kuo Min-Tang** regroupe surtout des généraux transfuges de Chang Kai-Chek dans la Chine méridionale et doit être considéré comme représentant les intérêts d'une partie de la bourgeoisie chinoise du Sud. En fait, parmi les « dirigeants » de la Chine populaire se trouve une série d'anciens dignitaires du Kuo Min-Tang souvent tristement célèbres pour des répressions dans le passé. Ainsi le vice-président du gouvernement central, le maréchal Li Chi-Sen est connu comme le bourreau de la Commune de Canton de 1927; le général Chen-Chien, bourreau des ouvriers de Hankéou et des paysans de la province de Hounan en 1927, est aujourd'hui chef du gouvernement « populaire » provincial du Hounan; le général Lu-Han, gouverneur kuomintangiste de la province de Yunnan jusqu'en décembre 1949 et le général Liu-Wen-hui, ancien bourreau des paysans du Szechouan sont membres du Comité National du C.C.P. Cette intégration d'anciens cadres réactionnaires n'est nullement limitée aux instances supérieures de l'Etat. Un grand nombre de fonctionnaires de l'ancien régime sont restés en place (2) et restent les pivots de la corruption au milieu des mœurs spartiates des diri-

(*) Voir la première partie de cet article « Origine et Signification de la victoire de Mao Tse-Tung », n° de mai-juillet 1950 de « Quatrième Internationale ».

(1) Jean-Jacques Brieux : « La Chine du Nationalisme au Communisme », Ed. du Seuil. Paris 1950, p. 411.

(2) Discours du vice-président du gouvernement et membre du B.P. du P.C. chinois, Liou-Shao-Chi, 1-5-1950. « New China News Agency », 1^{er} mai 1950, p. 13.

geants communistes chinois (3). Il est hautement significatif que, dans les villes, une partie importante de la police a été reprise par les nouvelles autorités avec son résultat logique :

Pour une large part, les vestiges des traditions de l'ancienne police réactionnaire ont contaminé nos unités de sécurité publique où une partie de l'ancien personnel a dû être réintégré. (Kiai Fang Je-Pao (« Libération »), quotidien de Shanghai, organe officiel du P.C. chinois, 10-8-1950. « La Situation intérieure de la Chine », publiée par « La Documentation française », 21-10-1950.)

Cependant, à la campagne, la transformation du pouvoir a été radicale et est en voie d'être complète. Partout où la réforme agraire a été effectuée, l'ancien régime politique disparaît en même temps que les anciens rapports de propriété. Des Associations paysannes comptant des dizaines de millions de

paysans exécutent la réforme agraire et sont en fait investis localement de tout le pouvoir. Les Tribunaux populaires, au début véritables organes révolutionnaires de la paysannerie insurgée, se développent en Chine centrale et méridionale où la réforme agraire débute seulement; ils se composent d'une moitié de membres (y compris le juge principal et les juges assistants) nommés par les autorités du district, et d'une moitié de membres élus par les organismes paysans de base (4). Des organismes supérieurs (autorités de district et de canton) commencent également à être élus. Ce n'est que si l'on passe au niveau de la province qu'on se trouve en face d'autorités exclusivement nommées d'en haut, la même chose s'applique également aux municipalités des grandes villes, directement rattachées au pouvoir central. Du point de vue de sa forme, l'Etat populaire chinois apparaît comme une démocratie agraire coiffée d'une dictature politique principalement exercée par le P.C.

La lutte contre le chaos économique.

Au moment où fut constitué le gouvernement central du Peuple, l'effondrement du pouvoir du Kuo Min-Tang avait développé à l'extrême tous les facteurs de décomposition économique qui avaient caractérisé la société chinoise depuis plusieurs décades. L'inflation galopante faisait rage. Le troc avait remplacé le commerce. L'industrie était paralysée. Les classes moyennes étaient ruinées. Les relations entre les villes et les campagnes étaient interrompues. Les forces productives étaient tombées en ruines. Les inondations, la famine, les épidémies accumulaient leurs ravages sur le chemin de retraite des armées de Chang-Kai-Chek.

Des trois tâches fondamentales de la révolution bourgeoise à accomplir en Chine — la solution de la question agraire, l'élimination de l'influence prédominante de l'impérialisme étranger, le parachèvement d'une véritable unification nationale — la troisième constituait la plus urgente pour surmonter un chaos économique sapant toutes les forces vives de la nation. Sans une véritable administration centrale, pas de collecte sérieuse des impôts, pas de stabilisation du budget et pas de lutte véritable contre l'inflation. Sans la reconstruction d'un système national unifié des transports, pas de reprise véritable du commerce, pas de reprise possible de l'industrie qui reste coupée dans les grandes villes du Nord et du Littoral de son hinterland agraire. Sans la combinaison d'une administration centrale efficace et d'un système national unifié des transports, pas de véritable lutte possible contre la famine qui exige en fait la création d'un marché national de produits alimentaires.

Aussi longtemps que subsistent des centaines de marchés autonomes de province, d'arrondissement, de district ou même de canton, la famine apparaît simultanément à une surabondance de vivres dans une région voisine. C'est donc à la réalisation effective de l'unité nationale que le nouveau gouvernement central s'attela en premier lieu et c'est dans ce domaine qu'il obtint les succès les plus rapides et les plus remarquables.

La lutte contre l'inflation ne fut pas facile. La nécessité de financer l'énorme Armée de Libération aux effectifs triplés en une année obligea le nouveau pouvoir à continuer l'émission d'une masse énorme de papier-monnaie. Par conséquent, la nouvelle unité monétaire, le « dollar du peuple », connut une rapide dépréciation. L'indice des prix à Pékin s'éleva de 100 en juin 1949 à 407 en octobre, 1.107 en novembre, 1.454 en décembre 1949 et doubla à nouveau entre cette date et mars 1950. A Chungking, libéré plus tard, les prix triplèrent entre janvier et mars 1950 (5). En même temps, la spéculation sévissait, provoquant la raréfaction de nombreux produits de première nécessité.

La réaction du pouvoir nouveau, préparée par une conférence de spécialistes financiers à Pékin en février 1950, fut cependant facilitée par une mesure de bon sens, prise dès le début, et qui limita fortement les dégâts de l'inflation. Au lieu d'imposer un cours artificiel au « Yen Min-Pao » (dollar du peuple) et de provoquer ainsi une ruine accentuée de tous ceux qui touchent des traitements fixes, le gouvernement chinois appliqua l'échelle mobile à tous les salaires, trai-

(3) Rapport de Chen-Yun devant le Comité National du C.C.P. du 15-6-1950 (« La situation intérieure de la Chine », publié par la « Documentation française », 21-10-1950).

(4) « New China News Agency » (26-7-1950, p. 2).

(5) « Problèmes Economiques », 14-11-1950.

ments et comptes en banque. Une « unité paritaire » nommée F.E.N. fut créée, égale au prix de gros moyen de 3,6 kg. (6 catties) de riz ou de millet dans les six plus grandes villes de Chine (6). Le pouvoir d'achat de la plus grande partie de la population urbaine, exprimé en cette « unité paritaire », se trouva du coup stabilisé et permit ainsi une première reprise commerciale et industrielle qui limita les effets de l'inflation et de la spéculation.

Puis le gouvernement s'appliqua à réduire radicalement le déficit budgétaire, par trois moyens : premièrement, par la centralisation des impôts. D'une part, cela élimina d'un seul coup la principale source de corruption sous le régime du Kuo-Min-Tang, consistant dans le fait que le propriétaire foncier, le plus souvent lui-même collecteur d'impôts au village, ne payait lui-même pas de taxes et faisait disparaître dans ses propres poches la plus grande partie des impôts arrachés aux paysans. D'autre part, cela rétablit du même coup l'égalité fiscale de la ville et de la campagne, en créant de nombreuses surtaxes sur les produits de luxe (vins, liqueurs, cosmétiques, cigarettes de luxe, etc. imposés de 60 à 120%). Deuxièmement, par la réalisation d'importants bénéfices dans les grandes entreprises industrielles, commerciales et bancaires de l'Etat. Troisièmement, par l'émission d'un emprunt forcé, dit « Emprunt de la Victoire », que les fonctionnaires communistes arrachaient souvent non sans brutalité (7) aux milieux possédants des villes et des campagnes. Les revenus normaux de l'Etat couvrant déjà 80 % des dépenses (contre 33 % en 1949!), cet emprunt absorba à son tour près des 2/5^e du déficit restant, le reste devant être couvert par l'émission de nouveaux billets de banque (8).

Ces mesures préparèrent le terrain à l'assaut final contre l'inflation. Grâce aux importants secteurs industriels qu'il contrôlait, le gouvernement disposait d'énormes stocks de produits finis, qu'il avait retenus tout comme les commerçants privés durant la période inflationniste. Avec la collecte des impôts, d'importantes masses de blé se trouvaient également concentrées entre ses mains, — l'impôt

payé en nature prédomine en effet dans la plupart des régions agricoles de la Chine. Alors commença une énorme opération de stabilisation qui créa d'un seul coup un marché unifié en Chine. Aux régions déficitaires en produits alimentaires, de grandes quantités de blé et de riz furent expédiées par les services gouvernementaux : pendant les trois premiers mois de l'année, plus de 20.000 wagons contenant plus de 600.000 tonnes de blé furent transportés de Mandchourie en Chine orientale. Dans les mois suivants, plus de 200.000 tonnes provenant de Mandchourie et plus de 300.000 tonnes provenant de la Chine méridionale furent également expédiées vers les régions déficitaires (9). Le résultat de cette opération fut une lutte victorieuse contre la famine dans les régions frappées de cataclysmes naturels en 1949 (10) et le brusque arrêt de la hausse des prix dans les villes. En même temps, le gouvernement jeta sur le marché les masses de produits de consommation stockés durant la période précédente. Du coup, les commerçants et les spéculateurs commencèrent à liquider également leurs stocks, de peur de les voir se déprécier par une chute des prix, et l'inflation s'arrêta (11). A Shanghai, la baisse des prix fut de 10 % en un mois de temps; dans les autres grandes villes, la baisse fut beaucoup plus forte : 35 % en moyenne à Canton du 13 mars au 13 avril, 25 % sur le prix du riz à Hankéou, etc. (12).

L'arrêt de l'inflation créa les conditions préliminaires à la reprise industrielle. Mais seulement les conditions préliminaires : car tout l'héritage du passé continuait à peser lourdement sur la vie économique de la Chine. Une grande partie de l'outillage industriel resta inutilisée. Même en Mandchourie, où la reprise avait pu s'effectuer une année plus tôt, la production industrielle n'atteignait à la fin de 1949 que 29 % du niveau de 1943 (13). C'est lentement que les forces productives se relèvent, profitant d'abord de la restauration de l'agriculture, du système de transport et, surtout, de la première année de véritable paix intérieure que la Chine connaît depuis un demi-siècle.

La structure de l'industrie et du commerce.

La lutte victorieuse contre l'inflation ne constituait pas seulement une condition préalable indispensable à la reprise industrielle en Chine; elle avait également permis au gouvernement central de modifier sensiblement les relations entre le secteur étatique et le secteur privé dans l'industrie et surtout dans le commerce.

En prononçant l'expropriation sans indemnisation du « capital bureaucra-

que » appartenant aux quatre familles monopoleuses de la grande bourgeoisie

(9) « *New China News Agency* », 6-6-1950.

(10) La presse communiste chinoise a reconnu que de vastes cataclysmes naturels ont frappé certaines provinces de la Chine orientale en 1949, le Shantung, le Kiangsu et l'Anhui. D'après l'éditionnaire du « *Kiaï Fang Je-Pao* » du 9-3-1950, il y avait plus de 15 millions de sinistrés dans ces trois provinces, en proie à la famine.

(11) « *New China News Agency* », 20-9-1950.

(12) « *Problèmes Economiques* », 20-6-1950; la plupart des rapports sur la Chine reproduits par cette revue éditée par « *La Docu-*

(6) « *Problèmes Economiques* », 25-4-1950

(7) Discours du vice-président Liou-Shao-Chi, *op. cit.*

(8) « *Problèmes Economiques* », 25-4-1950

chinoise (14), le Conseil Consultatif Politique du Peuple de septembre 1949 donna à l'Etat les positions-clés de l'économie nationale. Bien que les avis varient sur le poids exact du secteur étatique dans l'économie, selon les évaluations les plus modérées, le poids du secteur étatique représente dans les différentes branches industrielles de la Chine au sud de la Grande Muraille :

- Métallurgie : 60 %.
- Industrie du pétrole : 53 %.
- Textiles : 55 %.
- Industrie mécanique : 70 %.
- Industrie électrique : 62 %.
- Industrie du papier : 72 %.
- Industrie du ciment : 37 %.
- Industrie chimique : 89 % (15)

En Mandchourie, la commission d'inspection du Nord-Est envoyée dans cette région par des bourgeois de Shanghai après la libération de la ville estima à 87,5 % le poids du secteur étatique dans l'industrie. Pour l'ensemble de la Chine, il est certain que le capital nationalisé représente entre les 2/3 et les 4/5 du capital industriel. Pour apprécier ce chiffre à sa juste valeur, il faut cependant tenir compte du fait que l'industrie chinoise ne produit que 10 % du revenu national annuel de ce pays.

Les mesures prises au début de 1950 pour lutter contre l'inflation ont provoqué la ruine de nombreuses entreprises industrielles privées. Tout d'abord, l'emprunt forcé a souvent été imposé sans égards aux possibilités réelles des trésoreries. Ensuite, la nouvelle législation en vigueur obligea les maisons industrielles à continuer à payer le salaire de leurs employés et ouvriers, même quand la production était arrêtée. Il s'ensuivit la banqueroute à Shanghai, où le blocus nationaliste de nombreuses firmes, surtout étrangères, avait arrêté l'approvisionnement en matières premières de nombreuses industries (16). Enfin, l'arrêt de l'inflation signifia également l'arrêt de la chasse aux produits de toute sorte et le rétablissement du fonctionnement des lois du marché. Il apparut alors que de nombreuses industries avaient connu une fausse prospérité par suite d'achats spéculatifs dans la période inflationniste; leurs débouchés disparurent brusquement. De même il apparut que de nombreuses firmes avaient abandonné tout

calcul de productivité durant la période où « tout se vendait »; parmi elles aussi de nombreux arrêts de travail se produisirent. La fermeture d'un grand nombre d'usines, surtout à Shanghai, où sur 4.671 usines recensées en 41 branches, 3.205 étaient en fonction en avril 1950, ce qui correspondait à un arrêt de 30 % (17). Finalement, les changements sociaux survenus dans le pays avaient abouti à une redistribution du pouvoir d'achat qui rendait désuète la structure de l'industrie des grandes villes du Littoral. Celle-ci était en effet tournée en premier lieu vers la satisfaction des besoins de luxe des anciennes classes possédantes, et non vers la satisfaction des besoins de l'immense population paysanne de Chine (18).

Plus importantes encore furent les modifications de structure dans le commerce, provoquées par la lutte du gouvernement contre l'inflation. Déjà en Mandchourie, en 1949, 34 % du commerce de détail et la plus grande partie du commerce de gros passèrent par les magasins et coopératives d'Etat (19). Pour combattre efficacement l'inflation, le gouvernement central prit au début de 1950 une série de mesures de grande portée. Le 14 mars furent créées six compagnies commerciales d'Etat pour contrôler l'ensemble du commerce des produits d'alimentation, des textiles, du sel, du charbon et des matériaux de construction, des produits de ferme et des marchandises diverses. Des filiales de ces compagnies centralisées ont été établies dans toutes les grandes villes et provinces; dans leur compétence se trouvent la direction du commerce d'Etat et le droit de « donner des directives aux compagnies commerciales privées en vue de stabiliser les marchés locaux » (20). Par suite de ces mesures, le réseau des magasins d'Etat et des coopératives s'étendit rapidement. En août, on signala l'existence de 38.000 coopératives avec 20 millions de membres, dont un quart seulement en Mandchourie. En un an, le nombre des coopérateurs est passé, en Chine septentrionale, de 1 à 6 millions, et 4 millions de coopérateurs nouveaux ont été recrutés en Chine orientale (21).

En même temps, le gouvernement avait établi des sociétés commerciales pour le contrôle du commerce extérieur, qui présente une étape vers l'établissement d'un monopole sur ce commerce. En fait, ce monopole a été établi pour un certain nombre de produits : les soies de porc, l'huile d'abrasin, les peaux, les fourrures et les minerais (22).

mentation française » sont de la main du conseiller commercial de France en Chine.

(13) Rapport de Kao Kang, chef du gouvernement de Mandchourie au 1^{er} Congrès du P.C. mandchou le 13 mars 1950 dans : « La situation intérieure in Chine, II » (« La Documentation française »).

(14) Voir la première partie de notre article, « Quatrième Internationale », mai-juillet 1950.

(15) Tsu Ti Tsiu : « La Vie économique de la Chine », livre basé sur les statistiques de 1924.

(16) Voir notamment : « Neue Zürcher Zeitung », 1-10-1949, « Le Soir », 2-9-1950, etc.

(17) « La Situation intérieure de la Chine », II, p. 28.

(18) Discours de Liou Shao-Chi du 1^{er} mai 1950, loc. cit.

(19) Rapport de Kao-Kang, loc. cit.

(20) « Problèmes Economiques », 13-6-1950.

(21) « New China News Agency », bulletin du 15-8-1950.

(22) « Problèmes Economiques », 5-12-1950.

L'étatisation complète des moyens de production industriels exige cependant un certain niveau de développement des forces productives pour correspondre à un critère d'efficacité économique. C'est ce qu'avait compris la direction du P.C. chinois dès avant la conquête du pouvoir: n'avait-elle pas recherché dans ce bas niveau de développement des forces productives en Chine la raison pour laquelle, à son avis, le socialisme ne pouvait pas se construire directement en Chine et qu'il fallait passer d'abord par la période mixte, mi-étatique et mi-capitaliste, dite de « démocratie nouvelle »? Aussi, le gouvernement chinois parut-il lui-même effrayé des résultats radicaux de sa lutte contre l'inflation. Dès la réunion du Comité Central du P.C. chinois au début de juin 1950, quelques jours avant la session du Comité National du Conseil Consultatif Politique du Peuple, Mao Tse-Tung sonna le signal d'alarme et esquissa habilement la retraite sous la forme d'une véritable N.E.P. Le mot d'ordre de cette N.E.P., repris plus amplement dans les rapports devant le Comité National de la C.C.P., c'est celui du « rajustement des rapports entre le secteur étatique et le secteur privé dans l'économie ». Les deux principaux corollaires en sont le début d'un nouveau « cours vers le paysan riche à la campagne » et l'ouverture d'une lutte énergique pour la compression des dépenses d'Etat, notamment par la démobilisation d'une grande partie de l'Armée.

Cette nouvelle politique ne tarda point à produire ses effets. L'Etat passa d'énormes commandes à l'industrie privée qui se releva à vue d'œil de son marasme et lui accorda de généreux crédits. La production de cotonnades dans l'industrie privée de Shanghai augmenta de 70 % de mars à août; l'industrie privée du papier sextupla sa production entre ces mêmes dates (23). Le nombre de magasins et bazars d'Etat fut réduit et on ne leur permit plus de vendre que six différents produits (24). Même dans le domaine de l'exportation, l'initiative privée fut encouragée: l'Etat abandonna en Mandchourie le monopole d'exportation des huiles de soja, du coton et des huiles d'arachide, établi antérieurement, et fit même revendre par des firmes privées, contre commissions de 1 à 5 %, les produits pour l'exportation dont il s'était réservé le monopole (25).

En même temps, des rapports étroits furent établis entre les dirigeants communistes de l'économie et les représentants de la bourgeoisie industrielle et commerciale. Au début de juin 1950 se réunit à Pékin une conférence des principaux chefs de l'industrie d'Etat et de l'industrie privée. Des propositions faites par le secteur privé, telle l'interdiction de la vente de certains produits par les magasins d'Etat, furent ostensiblement adoptées, avec grande publicité (26). Dans son rapport déjà cité, Tchen-Yun, président de la commission financière et économique du gouvernement chinois, déclara explicitement:

En Chine, pays mal exploité au point

de vue industriel, le développement de l'industrie et les placements industriels entrepris pendant une longue durée par les capitalistes nationaux, s'ils gardent un caractère progressiste, seront utiles tant à l'Etat qu'au peuple. Bien que le capital commercial chinois soit cause d'inflation dans les grandes villes, nous rendons compte que la Chine est un vaste pays où une production petite et dispersée joue un rôle prédominant et que l'existence des commerçants privés est inévitable. (Rapport de Tchen-Yun devant le Comité National du C.C.P., « La situation intérieure de la Chine », I, p. 24.)

Afin d'éviter que cette reprise de l'industrie et du commerce privé ne reproduise à brève échéance le chaos d'où le pays venait à peine de sortir, furent prises des mesures d'organisation de la vie économique qui représentent la première ébauche d'une future planification. Une première conférence nationale de l'industrie lourde se réunit à la mi-juillet 1950 et élaborait une série de « chiffres de contrôle » pour certaines branches d'industrie telles que celle de l'acier, de la fonte, de l'industrie mécanique et de l'industrie chimique. Le but fondamental de cette conférence fut d'orienter le développement de l'industrie chinoise de façon à modifier sa structure essentiellement coloniale de productrice de matières premières (27). L'incorporation de l'industrie privée dans cette planification s'opérera par la distribution de commandes d'Etat. Ces mesures furent renforcées par la décision du gouvernement régional de Mandchourie (28) d'introduire une distribution planifiée et unifiée de 10 matières premières essentielles, afin d'éviter des arrêts saisonniers de production, surtout dans les mines de charbon (28). Bien que les autorités chinoises insistent fortement sur la nécessité « de ne pas exagérer les possibilités de planification à l'étape actuelle » (30), il est clair qu'il s'agit là d'une série d'expériences qui serviront à faciliter la préparation d'une planification nationale intégrale au moment opportun.

(23) « The Times », 7-6-1950. « New China News Agency », 27-10-1950.

(24) Rapport de Tchen-Yun devant le Comité National du C.C.P. fait le 15-6-1950. (« La Situation intérieure en Chine », I, p. 25).

(25) « Problèmes Economiques », 5-12-1950.

(26) « New China News Agency », bulletin du 5 juin 1950.

(27) « New China News Agency », 21-8-1950.

(28) Il existe actuellement six régions administratives et une région autonome de Mongolie intérieure, chacune dotée d'un gouvernement régional.

(29) « New China News Agency », 19-8-1950.

(30) « New China News Agency », 21-8-1950, p. 7.

La réforme agraire se poursuit.

La nouvelle politique économique, inaugurée par Mao Tse-Toung en juin 1950, contient, nous l'avons dit, un « cours vers le paysan riche ». Dans son discours du 1^{er} mai 1950 cité plus haut, Liou-Shao-Chi critique déjà la façon trop brutale dont les cadres communistes ont imposé l'emprunt forcé aux paysans riches. Mais le vrai problème que soulève cette partie exploiteuse de la campagne chinoise se posa sous une forme aiguë au moment où le gouvernement prépara la continuation de la réforme agraire au sud du Yangtsé, où elle avait été arrêtée en 1949. La façon dont fut abordée et exécutée cette réforme agraire est hautement caractéristique de l'étape transitoire que traverse aujourd'hui la Chine et des éléments contradictoires contenus dans la politique de son Parti Communiste.

La direction du P.C. a cherché à repousser aussi longtemps que possible l'exécution de la réforme agraire dans la Chine méridionale, et ce autant pour des raisons économiques que pour des raisons politiques. Du point de vue de la production, la réforme agraire provoqua inévitablement, ne fût-ce que pour une récolte, des difficultés supplémentaires par les bouleversements de toute sorte qui l'accompagnent au village. Du point de vue d'un mouvement révolutionnaire qui se bat pour le pouvoir, ces difficultés ne peuvent être considérées que comme les faux frais de la révolution; aucune révolution dans l'histoire n'a pu se réaliser sans provoquer un certain recul temporaire des forces productives. Le P.C. chinois se trouve dans cette situation unique qu'il a déjà conquis le pouvoir au moment où la révolution qu'il exprime ne s'est pas encore effectuée sur la majeure partie du territoire national! Les buts primordiaux qu'il se pose sont de nature économique et non plus sociale; il s'agit de battre la famine et l'inflation et, sur cette voie, tout ce qui aboutit à diminuer la production agraire ne fut-ce que d'une récolte lui paraît néfaste. Ce point de vue n'a pas seulement pesé pour beaucoup dans le retard et les hésitations avec lesquels Mao Tse-Tung a décidé le développement de la réforme agraire en Chine méridionale. Il a encore imprégné de son sceau les modalités même de cette réforme lorsqu'elle fut enfin décidée.

En se plaçant ainsi d'un point de vue économique en face du problème agraire, la direction du P.C. chinois opte en même temps, et d'une façon nettement explicite, pour une orientation politique et sociale déterminée. Le désir de « limiter la casse », de « maintenir un maximum de stabilité à la campagne » va à l'encontre des aspirations et des désirs des paysans pauvres qui attendent depuis des décades leur libération du joug des propriétaires, des usuriers et des collecteurs d'impôts. Or, en Chine méridionale, comme nous l'avions déjà indiqué, la bourgeoisie citadine représente l'élément prédominant parmi les propriétaires fonciers dans de nombreux

provinces (31). L'orientation actuelle du P.C. chinois est cependant celle d'un « bloc » avec cette « bourgeoisie nationale » dont les représentants sont assis aux côtés des dirigeants communistes dans le gouvernement central de la Chine populaire. La réforme agraire dans le sud risquait donc de frapper ce bloc à la base même. La préoccupation de ne pas couper prématurément cette alliance entra sans aucun doute pour beaucoup dans le retard avec lequel la réforme agraire fut exécutée dans le sud.

Néanmoins, des raisons qui étaient en définitive majeures ont obligé le P.C. à effectuer cette réforme; les facteurs qui en ont fait retarder l'exécution ont finalement influé surtout sur sa forme d'application. Sans réforme agraire dans le sud de la Chine, partie la plus riche et la plus avancée du pays, aucun marché national unifié pour des produits industriels ne peut être créé et tous les plans d'industrialisation du pays échoueraient. Sans la poursuite de la réforme agraire dans le sud, le P.C. risquerait en outre de perdre l'appui de la paysannerie méridionale au moment même où le premier enthousiasme des paysans du nord pour la réforme agraire réalisée chez eux commençait à se calmer. Les rapports de forces dans le gouvernement même se seraient trouvés modifiés à la suite d'une telle évolution; la bourgeoisie aurait repris confiance, économiquement et politiquement, dans son avenir, et le sud serait devenu la base d'opération de la contre-révolution. En fait, c'est dans cette partie du pays que les bandes kuo-min-tangistes ont maintenu sans cesse leur activité depuis la fin de la guerre sur le continent (32). Leur couper l'herbe sous les pieds par la réforme agraire était certes un objectif important poursuivi par le P.C. chinois au moyen de cette politique. Et l'existence d'une véritable pression paysanne pour obtenir la réforme a été franchement reconnue par des sources communistes autorisées (33).

Afin de préparer la réforme et de faire patienter les paysans jusqu'après la première récolte de 1950, le gouvernement publia dès le 28 février 1950 des « directives sur la diminution du taux de fermage et sur la perception des contributions en nature dans les zones nouvellement libérées » (34). D'après ces directives, diverses diminutions du taux de fermage seront décidées par les différentes autorités régionales et provinciales; dans la région de la Chine orientale cette limitation à 35 % du maximum de la récolte paysanne avait déjà

(31) Voir la première partie de cet article (« Quatrième Internationale », mai-juillet 1950).

(32) Voir déclaration gouvernementale diffusée par la « New China News Agency », 6-12-1950.

(33) « La Situation intérieure en Chine », II, p. 20.

(34) « La Situation intérieure de la Chine », I, p. 9.

été décidée quelques semaines auparavant (35). En même temps, le gouvernement était avant tout préoccupé de ne pas diminuer ses propres revenus. Comme certains propriétaires fonciers n'osaient plus réclamer le montant du fermage aux paysans, ils se trouvaient sans moyens pour remplir leurs obligations envers l'Etat (36). C'est pourquoi les directives en question insistent pour que les fermages soient payés régulièrement et pour que les propriétaires et paysans s'acquittent de leurs contributions. En fait, les directives prescrivent que « le nombre des assujettis au paiement des contributions en nature ne sera pas inférieur à 90 % du total de la population rurale ».

Annoncée par le discours de Mao-Tse-Tung devant le C.C. du P.C. chinois du 7 juin 1950 (« 100.000 cadres sont prêts à entamer la réforme agraire dans les régions nouvellement libérées »), la Loi sur la Réforme Agraire fut présentée par Liou-Shao-Chi au Comité National du Conseil Consultatif Politique le 14 juin et adoptée finalement le 28 juin 1950. Aussi bien le texte de ce discours que celui de la Loi expliquent les importantes limites de la réforme que nous avons résumées dans la formule « cours vers le paysan riche » et qui impliquent un important pas en arrière par rapport à l'exécution de la réforme agraire en Chine septentrionale. Liou-Shao-Chi déclare :

Dans la période comprise entre juillet 1946 et octobre 1947 dans les nombreuses régions de la Chine du Nord, du Chantoung et de la Chine du Nord-Est, les masses paysannes et nos militants ruraux n'ont pu (1), en faisant la réforme agraire, suivre les directives publiées le 4 mai 1946 par le Comité Central du P.C. chinois, directives demandant de considérer comme inviolables pour l'essentiel la terre et les biens des paysans riches. Ils ont fait à leur idée et ont confisqué la terre et les biens des paysans riches comme des grands propriétaires fonciers. (« Pour une Paix Durable... », 21/6/1950.)

Il explique en même temps que le P.C. était obligé à l'époque de tolérer ces « excès » pour obtenir l'appui de la population pauvre au village :

...nous avons autorisé les paysans à réquisitionner les terres et les biens excédentaires des paysans riches, et à confisquer tous les biens des grands propriétaires fonciers pour satisfaire dans une certaine mesure aux besoins des paysans nécessiteux, pour faire que les paysans participent avec un plus grand enthousiasme révolutionnaire à la guerre populaire de libération (ib.).

Empêcher la confiscation des terres n'était pas seulement une nécessité économique; c'était encore un moyen de limiter l'activité révolutionnaire des masses à la campagne :

(35) « La Situation intérieure de la Chine »,

II, p. 15.

(36) « La Situation intérieure de la Chine »,

p. 9.

Si les paysans prennent l'initiative d'entreprendre la réforme agraire, il faut les en dissuader... il ne faudra pas laisser s'établir le désordre et il ne faudra pas non plus tolérer longtemps sans y remédier les déviations et le désordre... La réalisation par le gouvernement populaire d'une politique de maintien des exploitations de paysans riches permettra dans l'ensemble de neutraliser ces derniers et il sera ainsi possible de mieux protéger les paysans moyens et de faire disparaître une agitation inutile parmi les paysans... (ib.).

Et, si ces avertissements ne paraissent pas encore suffisamment clairs, ils étaient accompagnés d'une claire menace :

Si, dans certaines régions, des déviations et un certain désordre apparaissent lorsque la réforme agraire sera commencée, déviations et désordre qui ne sont pas susceptibles d'être liquidés rapidement, il faudra arrêter la réalisation de la réforme agraire dans ces régions afin de corriger ces déviations... (ib.).

Il va de soi que le discours de Liou-Shao-Chi, comme d'ailleurs le texte de la Loi sur la Réforme Agraire, disaient clairement que toutes les entreprises commerciales et industrielles appartenant aux propriétaires fonciers, aux bourgeois citadins et aux paysans riches devaient rester intactes. Il n'était nullement question d'annulation des dettes et hypothèques qui, en Chine méridionale, plus qu'ailleurs, constituent l'élément déterminant de la misère du paysan pauvre. Du reste, la Loi maintenait les modalités essentielles sur l'application du partage des terres qui étaient déjà en vigueur lors de la réforme agraire dans le nord : les terres confisquées seront prises en possession par l'association paysanne et distribuées « d'une façon rationnelle, uniforme et équitable aux paysans pauvres qui possèdent peu ou pas de terres et à ceux privés d'autres moyens de production ». Les animaux de trait et les instruments de travail sont confisqués ensemble avec les terres. Les grandes forêts, travaux d'irrigation, terres en friche de large étendue, marais salants, mines, lacs, rivières, ports seront nationalisés. Les grandes plantations d'arbres à thé, champs de mûriers, etc., déjà exploités suivant des méthodes de grande culture, pourront être nationalisés dans certains cas. Finalement, l'ensemble de cette réforme agraire limitée s'appliquera graduellement cet hiver, l'année suivante et même en 1952. Il est à souligner que, dans certaines provinces où la « symbiose » des anciens cadres kuo-min-tangistes et des cadres communistes est la plus avancée (Yunnan, Szechouan, etc.), la réforme est remise à 1952 (37).

Nous examinerons plus loin les conséquences économiques de cette réforme;

(37) Texte de la réforme agraire (« La Situation intérieure de la Chine », I, p. 11-14).

mais les conséquences politiques et sociales sont claires. Qu'il le veuille ou non, le gouvernement se voit obligé d'installer une véritable **dualité du pouvoir** dans la Chine méridionale. Sur le plan de la province et du district, la majorité des anciens cadres reste en place; sur le plan local, leurs ennemis de classe, les paysans pauvres des **Associations paysannes** risquent de saisir en fait tout le pouvoir dans l'exécution de la réforme agraire. C'est en vain que le gouvernement central s'efforce d'empêcher à l'étape actuelle le développement de la lutte de classe à la campagne. Cette lutte de classe se manifeste malgré lui dans toutes les régions de la Chine. Au moment même où Liou-Shao-Chi se prononça contre toute « agitation inutile » parmi les paysans, la **New China News Agency** communiqua dans son bulletin du 11 juin 1950 que les paysans de la province de Hupei avaient imposé une transforma-

tion radicale de la structure des contributions :

auparavant

l'ensemble des propriétaires payait 3,2 %
 les paysans riches payaient 7,9 %
 les paysans moyens payaient 29 %
 les paysans pauvres payaient 61 %

en 1950

l'ensemble des propriétaires paye 50 %
 les paysans riches payent 25 %
 les paysans moyens payent 15 %
 les paysans pauvres payent 8 %

En même temps, les paysans pauvres signalaient, pour cette province seulement, 1.020.000 ha. de terres non-enregistrées des propriétaires fonciers et paysans riches pour lesquelles ceux-ci ne payaient pas de taxes. Parions que ces différentes transformations ont pas mal « agité » les villages du Hupei, quoi que Liou-Shao-Chi ait pu désiré...

La classe ouvrière et la « démocratie nouvelle ».

C'est en s'appuyant sur la paysannerie que le P.C. chinois a pu conquérir le pouvoir, et c'est pourquoi la généralisation de la réforme agraire était inévitable. Mais qu'est-il advenu quand les armées paysannes sont entrées dans les grandes villes industrielles de la Chine orientale? Pour donner à cette question la réponse qui convient, il faut comprendre que ces armées paysannes furent dirigées par un parti qui — autant par son programme et ses perspectives politiques que par la tradition, la conscience et la trempe de ses cadres — n'était pas issu de la paysannerie mais avait été et restait depuis près de trois décades le principal porte-parole du prolétariat chinois. Bien sûr, ce parti se battait pour le bloc des « quatre classes », il se prononçait en faveur d'une collaboration avec la « bourgeoisie industrielle » et avait constitué un gouvernement de coalition avec les représentants de celle-ci; mais il affirmait en même temps que « la classe ouvrière était devenue la classe dirigeante de la nation » et que ce n'était plus qu'une question de temps avant que la construction d'une société socialiste puisse être entamée en Chine.

Ces aspects contradictoires de la politique du P.C. chinois se reflètent fidèlement dans son attitude envers les ouvriers et dans les réactions du prolétariat à son égard. D'une part, dès son entrée dans les grandes villes, l'Armée de Libération du Peuple promet la protection complète de la propriété privée. Elle réprime tous les désordres et toutes les tentatives des travailleurs de créer de leur propre initiative ce « grand bouleversement » annoncé par le P.C. Chinois (38). Mais en même temps elle lève toute restriction à l'action revendicative et favorise une montée rapide du mouvement syndical, qui bouleverse radicalement les rapports de forces entre

patrons (chinois et étrangers) et ouvriers. De même, les ouvriers, prenant au mot les dirigeants du P.C. qui parlaient du « rôle dirigeant de la classe ouvrière », ont reçu par l'arrivée des armées communistes une immense impulsion à leur lutte, à leur organisation et au développement de leur conscience de classe. Rapidement déçus ensuite par l'attitude passive des dirigeants communistes à leur égard, ils sont retombés dans une attitude de prudente expectative envers le régime, attitude que tous les observateurs confirment actuellement (39).

Les deux plus importantes concessions que les ouvriers reçurent du nouveau pouvoir furent l'établissement d'une véritable échelle mobile basée sur un pouvoir d'achat exprimé en nature, et l'établissement des premières lois sociales d'hygiène et d'assurances généralement imposées dans toutes les usines. Le reste, ils le conquièrent eux-mêmes au moyen d'une action revendicative des plus tumultueuses. Ainsi les statistiques officielles notent, à Shanghai, 9.027 conflits

(38) Cependant, le nombre de cas d'intervention terroriste anti-ouvrière, dont un spécimen avait été signalé dans notre presse comme s'étant produit à Tien-Tsin, semble strictement limité et la responsabilité en incombe vraisemblablement à des chefs militaires brutaux, plutôt qu'aux directives du P.C. C'est là que la nature paysanne de l'armée a pu s'exprimer plus nettement.

(39) Notamment: Jean-Jacques Brioux, dans « La Chine du Nationalisme au Communisme » (p. 392), parle nettement de « l'impopularité » actuelle du gouvernement auprès des ouvriers. Ceci est d'autant plus remarquable qu'il épouse en général toutes les thèses de propagande du P.C. chinois et est fortement influencé par le stalinisme dans toutes ses vues sur le mouvement ouvrier et sur le marxisme.

de travail entre mai 1949 et mai 1950 (40). Se vengeant de leurs humiliations et de leur misère passée, les travailleurs de Shanghai se font payer notamment d'énormes arriérés de salaire qui ruinent certaines firmes étrangères (41). Dans certaines villes, et en premier lieu à Shanghai même, ces avantages sont cependant dans une large mesure neutralisés par le développement angoissant du chômage. Sur un prolétariat industriel de 1.200.000 personnes à Shanghai, 350.000 paraissent sans travail en décembre 1949-janvier 1950 (42). L'évacuation d'une partie des industries shanghaiennes et la dispersion du prolétariat d'avant-garde de cette ville qui s'ensuivit ne sont certes pas sans relation avec la crainte que les dirigeants du P.C. chinois ont dû ressentir devant ces ouvriers militants, fort conscients de leurs intérêts de classe spécifiques.

Le souci du P.C. de ne pas s'aliéner d'un seul coup la sympathie ou même la bienveillance des travailleurs semble pourtant avoir été suffisamment grand pour éviter pendant la première période après la constitution du gouvernement central populaire toute mesure heurtant de front le prolétariat. Ce n'est que quand ce gouvernement se sentit fermement assis au pouvoir, après avoir réussi la stabilisation de sa monnaie, qu'il commença à raidir son attitude envers la classe ouvrière. Li Li-San parle de revendications exagérées des ouvriers, de la nécessité

...de rectifier (l'habitude) des ouvriers consistant à s'occuper exclusivement de leurs intérêts individuels sans tenir compte des intérêts généraux... de rectifier (l'erreur) des ouvriers qui revendiquent de façon exagérée, inadmissible, dans leur seul intérêt individuel. (Discours prononcé le 8 mars 1950 à la première conférence des directeurs des Bureaux du Travail de Chine. « La Situation intérieure de la Chine », p. 37.)

Ses remarques, reprises par d'autres chefs gouvernementaux, aboutissent à la constitution de « commissions consultatives du Travail et du Capital » qui généralisent le système de l'arbitrage obligatoire (43). Ces commissions ne donnent aux ouvriers aucun droit de gestion ou de contrôle sur l'industrie privée, mais

permettent surtout l'application de mesures tendant à l'augmentation de la production. Les décisions ne peuvent être prises cependant qu'en cas d'accord commun et, dans le cas de décisions importantes, tout le personnel de l'entreprise doit être consulté. En fait, cette mesure, dans le cadre de la nouvelle politique économique inaugurée par Mao Tse-Tung après mars 1950, instaure le principe de « produire d'abord, revendiquer ensuite » dans l'industrie privée chinoise, et représente pour le mouvement ouvrier chinois un sérieux recul par rapport à la montée du mouvement revendicatif qui s'était faite jour du printemps 1949 au printemps 1950.

Cependant, dans le discours cité plus haut de Li Li-San, où celui-ci s'efforce à grand renfort d'arguments démagogiques d'implanter l'idée qu'une augmentation de la production dans l'industrie privée représente l'intérêt commun des ouvriers et des capitalistes, l'orateur insiste constamment sur la légitimité d'une certaine lutte revendicative limitée de la part des ouvriers :

...Le Bureau du Travail ne saurait, bien entendu, éliminer radicalement les conflits existant entre le travail et le capital. En effet, tant que les capitaux privés existeront, les conflits entre le travail et le capital subsisteront... (Il faut) généraliser le système des contrats collectifs, etc., etc. (Ibid., p. 37).

De la même façon, la nouvelle loi syndicale reflète les éléments contradictoires de cette politique ouvrière du P.C. chinois à l'étape actuelle. La loi réalise pour la première fois en Chine le droit à l'organisation syndicale de tous les salariés, y compris les employés de l'Etat. Mais elle limite en même temps cette liberté syndicale nouvellement conquise par la clause suivante :

Tout syndicat doit, lors de sa création, être déclaré à la C.G.T. chinoise... pour que, après examen et approbation, la C.G.T. chinoise... demande son enregistrement au gouvernement populaire du lieu où elle est établie... Tout autre groupement qui n'est pas constitué conformément aux dispositions (prévues)... ne peut être appelé syndicat, ni jouir des droits prévus par cette loi. (« La Situation intérieure de la Chine », p. 32.)

Ceci établit en fait pour le P.C. chinois qui contrôle la C.G.T. un monopole absolu de dissolution ou de rejet dans l'illégalité de n'importe quel syndicat qui ne se déclare pas en accord avec tel ou tel aspect de sa politique ouvrière; ceci démontre clairement que la direction de ce parti craint des réactions possibles en ce sens de la part de la classe ouvrière.

Dans l'industrie nationalisée qui occupe la majeure partie du prolétariat industriel, des conseils d'entreprises ont été créés. Contrairement à la théorie stalinienne en vigueur aussi bien en U.R.S.S. que dans les « démocraties populaires », à l'exception de la Yougoslavie, les com-

(40) Rapport de l'adjoint du maire de Shanghai (le maire lui-même est un ancien ouvrier de chez Renault), dans « La Situation intérieure de la Chine », II, p. 23.

(41) La « Neue Zürcher Zeitung » du 1^{er} octobre 1949 décrit avec mélancolie comment les ouvriers et employés des consulats généraux américain et britannique à Shanghai ont utilisé de pareilles « méthodes de chantage ».

(42) Li Li-San donne le nombre total des ouvriers à Shanghai dans un article reproduit par la « New China News Agency » du 22-9-1950. Le nombre des chômeurs est déduit en se basant sur les statistiques d'emploi publiées dans « La Situation intérieure de la Chine », II, p. 25.

(43) « New China News Agency », 12-5-1950.

munistes chinois n'ont cependant pas repris la légende néfaste de « l'identité d'intérêts entre la direction des entreprises (nationalisées) et les travailleurs ». Dans le rapport cité de Li Li-San, celui-ci déclare explicitement :

Dans les entreprises d'Etat, il n'y a plus de conflit de classes, mais d'autres conflits, partiels ou généraux, subsistent encore... Certains nient l'existence de semblables conflits; ils estiment que, le chef d'atelier agissant au nom de l'Etat, ses instructions équivalent à une loi ou à un règlement et que nul ne peut s'y opposer. Ce point de vue est faux... (op. cit., p. 37).

Et dans un article commentant la loi sur les syndicats, le même auteur, spécialiste des questions ouvrières du P.C. chinois, écrit :

Dans les entreprises d'Etat, la politique (à suivre) doit consister à tenir compte des intérêts publics et privés, et les syndicats ont le devoir de protéger les intérêts des masses de travailleurs (New China News Agency, 9-7-50).

Cette conception intermédiaire entre la conception léniniste et la conception stalinienne bureaucratique s'exprime très nettement dans le statut des conseils d'entreprises qui, d'après la Constitution provisoire, possèdent un « droit de contrôle sur la production », mais qui, en pratique, n'ont qu'une fonction consultative et sont présidés par le directeur de

l'entreprise. Les communistes yougoslaves disent à ce sujet :

...La République populaire de Chine a commencé à introduire des conseils ouvriers et des comités de gestion, et ce seulement dans les entreprises nationalisées. Le système de gestion dans la République populaire de Chine est en fait un compromis entre le principe soviétique de direction administrative-bureaucratique et le principe de Marx « les usines aux ouvriers ». Le comité de gestion est dominé par le directeur... et celui-ci possède des pouvoirs plus larges et plus décisifs que les organes élus des collectifs ouvriers. (Dr Jovan Djordjevic: « Nouveau système de gestion... ». New Yugoslav Law. n°s 2-3 1950, p. 27.)

D'autres sources yougoslaves indiquent même qu'une revue soviétique aurait pris à partie la législation chinoise sur les conseils d'entreprise comme étant trop « libérale ». De son côté, le chef du gouvernement régional de la Mandchourie, Kao-Kang, a indiqué que dans certaines usines les syndicats auraient tendance à se substituer entièrement aux directeurs, ce qui marque nettement une poussée vers la gestion ouvrière pure et simple (44). Entre toutes ces tendances contradictoires, le P.C. chinois s'efforce de maintenir une position intermédiaire, s'appuyant sur la classe ouvrière pour tenir en main la bourgeoisie, limitant l'action ouvrière pour pouvoir continuer à l'étape actuelle à collaborer avec le capital privé.

La bureaucratie soviétique et la troisième révolution chinoise.

Il paraît donc établi que le P.C. chinois, sur un certain nombre de problèmes d'orientation politique et organisationnelle, n'a pas simplement copié ou imité les « solutions » et les institutions de la bureaucratie stalinienne en U.R.S.S., mais s'est efforcé d'élaborer des conceptions propres qui correspondent à sa propre expérience. En fait, la victoire que Mao Tse-Tung a remportée sur le régime pourri de Tchang-Kaï-Chek est due dans une large mesure au fait que le P.C. chinois s'est mis, dès avant la guerre, à élaborer une orientation politique propre et ne semble plus avoir été dirigé par des directives venues du Kremlin.

La conception fondamentale de la politique du P.C. chinois est élaborée dans le livre de Mao Tse-Tung, « La Démocratie Nouvelle » publié en 1940 à un moment où les relations directes avec Moscou et Yenan étaient interrompues. L'article de Chen Po-Ta fêtant la contribution de Staline à la victoire de la révolution chinoise, et publié à l'occasion du 70^e anniversaire du « Père des Peuples », apparaît comme un affront public quand il dit candidement :

C'est seulement après le mouvement de refonte idéologique de 1942 que les nombreuses œuvres de Staline sur la Chine

furent systématiquement éditées par notre parti... Beaucoup de camarades de notre parti qui, en fait, dirigeaient la révolution chinoise, n'avaient jamais eu l'occasion de faire une étude systématique des nombreux ouvrages de Staline sur la Chine. Parmi eux se trouvait le camarade Mao Tse-Tung. (Chen Po-Ta : « Staline et la révolution chinoise », China Weekly Review, 21-1-1950.)

En fait, alors que les nouveaux statuts et le nouveau programme du P.C. chinois, adoptés en mai 1945, ne mentionnent même pas le nom de Staline (45), ils déclarent explicitement que la base programmatique de ce parti est représentée par « le marxisme-léninisme et la Pensée de Mao Tse-Tung ». Il est difficile d'imaginer que plusieurs des dirigeants actuels du P.C. chinois qui ont soit participé intimement à la direction du parti pendant la grande révolution de 1925-27 soit séjourné pendant longtemps à l'étranger depuis lors, ignorent le rôle réel joué par

(44) « La situation intérieure de la Chine », II, p. 9.

(45) Reproduit dans Liou Shao-Chi : « On the Party », (Foreign Languages Press, Pékin 1950, pp. 155-204).

la direction de l'Internationale Communiste et plus spécialement par Staline dans l'organisation de la grande défaite. Dans leurs écrits officiels, ils continuent la tradition inaugurée par le stalinisme de faire de Tchen-Dou-Siou, secrétaire général du P.C. chinois de 1921 à 1927, le bouc émissaire de toutes les fautes opportunistes commises sur les directives directes du Kremlin. Mais ils ne peuvent pas ignorer qu'une semaine avant que Tchang-Kaï-Chek ne commence le massacre des communistes à Shanghai, Staline déclara dans un discours à Moscou:

Chang-Kaï-Chek se soumet à la discipline. Le Kuo-Min-Tang est un bloc, une sorte de parlement (!) révolutionnaire, avec une droite, une gauche et les Communistes. Pourquoi faire un coup d'Etat? Pourquoi chasser la droite alors que nous avons la majorité (!) et que la droite nous écoute?... Chang-Kaï-Chek n'a peut-être pas de sympathie pour la révolution, mais il dirige l'armée et ne peut faire autrement (!) que de la diriger contre l'impérialisme. (Cité d'après Harold Isaacs : « The Tragedy of the Chinese Revolution », Londres, 1938, Secker and Warburg. — Isaacs raconte comment ce discours fut supprimé dans les publications officielles en U.R.S.S. après que les événements eurent infligé un si cruel démenti à Staline...)

Ils ne peuvent pas manquer de savoir, surtout s'ils se remettent à l'étude de toutes les œuvres de Staline sur la Chine, que, pendant des années, la direction de l'I.C. avait défendu une position diamétralement opposée à celle qu'ils ont eux-mêmes élaborée à partir de 1940, c'est-à-dire à l'impossibilité de réaliser la révolution démocratique-bourgeoise sous la direction de la bourgeoisie en Chine. Et ils ne peuvent surtout pas oublier qu'au moment où ils se mettaient en marche, lors de l'effondrement japonais en été 1945, afin d'occuper rapidement toute la Chine septentrionale, Staline conclut un accord soudain avec Chang-Kaï-Chek, reconnaissant son gouvernement comme le seul gouvernement légal de la Chine et tombant dans le dos des communistes chinois ! (46). Ils ne peuvent pas oublier qu'au début de la guerre civile en 1945-46, le Kremlin aida Chang-Kaï-Chek en installant en Mandchourie les fonctionnaires du Kuo-Min-Tang, et en prolongeant sur la demande expresse du généralissime chinois, leur occupation des centres mandchous jusqu'à l'arrivée de renforts nationalistes; que lors de l'évacuation de Harbine par les troupes russes, celles-ci emmenèrent avec elles les fonctionnaires kuo-min-tangistes haïs par le peuple, et les remirent en sécurité sur le territoire nationaliste (47). Ils ne peuvent pas oublier non plus qu'en 1947, à la veille de leur grande offensive pour libérer toute la plaine septentrionale de la Chine, Staline leur conseilla de ne pas attaquer les grandes villes mais de continuer leur lutte de guérilla. Ils ne peu-

vent pas oublier que la bureaucratie soviétique, lors du soulèvement populaire dans la province du Sin-Kiang, aida Chang-Kaï-Chek à dissoudre le nouveau pouvoir insurrectionnel et rétablit au pouvoir une partie des anciens maîtres féodaux dans un gouvernement de coalition, que le peuple fut obligé de renverser une seconde fois (48). Belden affirme même qu'il a entendu de nombreux communistes chinois déclarer qu'en U.R.S.S. les paysans sont « des serfs de l'Etat » (49). L'exemple yougoslave nous montre combien ces expériences sont importantes dans la détermination du cours ultérieur de la révolution chinoise, même si, à l'étape actuelle, les communistes chinois s'abstiennent de se délimiter publiquement du Kremlin.

Pourtant, il serait étonnant de s'attendre, dans l'avenir immédiat, à une rupture entre Pékin et Moscou. De puissantes forces objectives et subjectives rendent une telle rupture encore fort improbable. L'intervention de la bureaucratie soviétique dans la Chine populaire est différente, dans sa forme et dans sa substance, de ce qu'elle était dans le « glacis » européen. Contrairement aux sociétés mixtes constituées par le Kremlin en Europe orientale, qui signifiaient toutes une simple exploitation d'installations industrielles et de main-d'œuvre déjà existantes par la bureaucratie soviétique, les sociétés mixtes fondées en Chine (société pétrolière sino-soviétique, société sino-soviétique d'exploitation de métaux non ferreux et rares dans le Sinkiang, société sino-soviétique d'aviation civile) impliquent un réel investissement de capitaux de la part de l'U.R.S.S. et favorisent ainsi le développement des forces productives, objectif n° 1 des communistes chinois (50). Et si le traité sino-soviétique conclu par Mao-Tse-Tung à Moscou après de laborieuses négociations, preuves de l'indépendance d'esprit des Chinois, impose à la République populaire de Chine le paiement d'indemnisation à l'U.R.S.S. pour les constructions faites sur le chemin de fer chinois de Tchangtchoun, de Port-Arthur et de Dalny, le retour de ces enclaves soviétiques à la Chine représente une satisfaction, comme le dit explicitement l'accord, « de l'honneur national et de la dignité nationale du peuple chinois » (51). Moscou a tiré certaines conclusions de la rupture du P.C. yougoslave et s'efforce de ne pas irriter les communistes chinois par une attitude condescendante sur des questions secondaires. La méfiance que le Kremlin ressent à l'égard de Pékin est cependant confirmée par le fait que les livraisons de matériel moderne armé, notamment d'avions à réaction, semblent se faire dans des conditions telles que ce matériel reste placé sous contrôle soviétique; les

(48) Bulletin de Tanjug, du 4 avril 1950.

(49) Belden, op cit., p. 68.

(50) Bulletin de la New China News Agency, du 2 octobre 1950.

(51) « Pour une paix durable, pour une démocratie populaire », 17 février 1950.

(46) Belden : « China shakes the world », Harper et Brothers, New-York 1949, p. 69.

(47) Idem. p. 375.

Russes paraissent d'ailleurs avoir pu établir des bases militaires dans le Sin-Kiang (52).

Aussi longtemps que les Chinois conserveront le contrôle principal du mouvement communiste d'une série de pays asiatiques (Vietnam, Malaisie, etc.) et se trouveront de ce fait en conflit direct avec l'impérialisme, ils seront portés à maintenir des relations étroites avec le Kremlin. Aussi longtemps que l'impérialisme maintient un blocus de fait de la Chine, en ce qui concerne les principales matières premières et l'outillage dit « stratégiques », l'aide économique restreinte qu'ils peuvent obtenir de l'U.R.S.S. leur apparaîtra d'autant plus appréciable. Et surtout, aussi longtemps que des forces révolutionnaires indépendantes du Kremlin ne peuvent pas apparaître comme un facteur politique important en Asie ou ailleurs, le P.C. chinois, tirant à son tour des conclusions de l'évolution actuelle de l'affaire yougoslave n'esquissera qu'avec une extrême prudence un mouvement de rupture avec le Kremlin.

A la longue, cependant, ce sont les forces sociales de la révolution chinoise et non pas les considérations politiques ou économiques de ses dirigeants qui

décideront des relations entre Pékin et Moscou. Le développement de la bourgeoisie rurale; les difficultés éventuelles d'approvisionnement en outillage industriel; la modification éventuelle des rapports de force internationaux en faveur de l'impérialisme; l'apparition de tendances droitières capitulardes dans le P.C. chinois pourraient, dans des conditions de faiblesse et de passivité prolongée du prolétariat, provoquer un renversement de la politique étrangère chinoise. Une tentative qui n'est pas encore exclue du Kremlin d'arriver à un accord avec le State Department sur le dos de la Chine pourrait agir dans un même sens. Par contre, un nouveau développement de la révolution chinoise, le renforcement du mouvement ouvrier, l'esquisse d'une orientation à gauche du P.C., le développement favorable des forces révolutionnaires dans le monde, en premier lieu aux Indes, au Japon et en Europe occidentale pourraient permettre à une étape ultérieure une rupture « sur la gauche » du communisme chinois avec le Kremlin. Les deux éventualités exigent cependant, pour se réaliser, une rupture du nouvel équilibre entre les classes tel qu'il apparaît aujourd'hui en Chine, équilibre sur lequel le P.C. chinois a basé son pouvoir.

Le P.C. chinois et la nature de la révolution chinoise.

Cet équilibre n'est pas seulement le produit fortuit du processus historique en Chine. Il a été consciemment préparé pendant de longues années par le P.C. de ce pays, au cours de son évolution idéologique qui lui a fait reconsidérer les problèmes fondamentaux de la révolution chinoise.

En automne 1936, Mao Tse-Tung, résumant les expériences passées de la révolution et de la guerre civile, écrivit un petit volume intitulé « La stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine » dans lequel, sans se baser sur une analyse marxiste des relations de classe dans la société chinoise, mais en partant uniquement des leçons empiriques des luttes passées, il arriva à la conclusion suivante qui représente une révision complète des conceptions stalinienne sur la Chine :

L'ennemi de la révolution a été non seulement l'impérialisme mais aussi le régime de la grande bourgeoisie, alliée aux grands propriétaires fonciers. La bourgeoisie nationale était devenue le prolongement de la grosse bourgeoisie, laissant seul le P.C. chinois conduire la révolution. Le commandement complet entre les mains du Parti communiste a été la condition primordiale pour pouvoir mener la guerre à bonne fin. (« La

stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine », Paris 1950, Editions sociales, p. 33.)

Dans le même ouvrage, il insiste sur le rôle effacé, secondaire, que peut jouer le prolétariat dans la révolution chinoise et arrive à la conclusion qu'une victoire révolutionnaire en Chine est impossible sans une guerre victorieuse d'armées paysannes dirigées par le P.C.

Ce livre de Mao ne fut, en ce temps, qu'édité en quelques exemplaires et n'influença point dans l'immédiat la stratégie du parti. Bien au contraire : en 1937, Mao conclut un « bloc » avec le Kuo-Min-Tang contre l'impérialisme japonais, dans lequel il abandonna ouvertement toute lutte pour la réforme agraire dans les régions libérées. Jusqu'à ce jour, il a été impossible de citer un seul bénéfice de cette coalition avec les propriétaires fonciers en Chine septentrionale. Encore faut-il signaler que ce bloc ne fut rompu que sous la pression des masses qui, en 1946, avaient elles-mêmes commencé à partager les terres sans attendre les directives du P.C. (53).

Entre temps, la nouvelle appréciation de la nature de la révolution chinoise par les dirigeants du P.C. chinois avait cependant progressé. Dès 1940, dans son livre « La Démocratie Nouvelle », publié sous forme imprimée quelques mois avant « La stratégie de la guerre révolutionnaire » (qui parut en mars 1941), Mao caractérise cette révolution comme suit :

(52) Voir les révélations de Cyrille Kanov, dans « The Recorder », 26-9-50 et 10-10-1950 et citées par « La Vérité », n° de la 1^{re} quinzaine de novembre 1950. Voir aussi l'article de C. Sulzberger (New York Times, 26-5-1950) et Eric Downton « Daily Telegraph », 19-6-1950.

(53) Belden, op. cit., p. 169.

Cette étape de la révolution chinoise... par son caractère social, est une révolution démocratique bourgeoise d'un genre nouveau; elle n'est pas encore la révolution socialiste du prolétariat, mais elle constitue déjà une part de la révolution mondiale socialiste du prolétariat... Cette première étape ne peut pas être l'édification d'une société bourgeoise avec hégémonie des classes capitalistes en Chine, mais c'est la création d'une société démocratique nouvelle, effective, pour l'union des diverses couches révolutionnaires de Chine... (54)

Et quelques années plus tard, parlant devant le VII^e Congrès du P.C. chinois. Liou Shao-Chi s'exprimera plus clairement encore :

...parce que les forces motrices fondamentales de la révolution chinoise sont les masses du peuple, avec la paysannerie comme force principale et le prolétariat comme direction, la révolution chinoise ne peut être ni une révolution démocratique-bourgeoise du vieux type ni une révolution prolétarienne socialiste du type nouveau... Dans cette révolution, les forces motrices principales sont le prolétariat, la paysannerie et la petite-bourgeoisie. (Liou Shao-Chi: « On the party », op. cit., p. 37.)

Finalement, revoyant après coup le développement de la campagne militaire victorieuse, le C.C. du P.C. chinois définit ainsi la nature de la troisième révolution chinoise :

La Dictature démocratique populaire, conduite par la classe ouvrière, basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans, demande que le Parti Communiste de Chine unisse sérieusement toute la classe ouvrière, toute la paysannerie, l'intelligentsia révolutionnaire en tant que forces dirigeantes et en tant que forces fondamentales de cette dictature. (New China News Agency, 29 mars 1949.)

C'est en partant de cette conception que les armées dirigées par le P.C. se sont élancées vers la victoire en 1947, soulevées par une formidable vague d'insurrections paysannes. Réaliser complètement les tâches de la révolution bourgeoise par la conquête du pouvoir du Parti Communiste et sans entamer une quelconque des tâches de la révolution prolétarienne, tel apparut le programme du P.C. chinois qui lui permit d'achever victorieusement la première étape de la révolution. Cette victoire n'était possible que parce que le P.C. s'était pratiquement débarrassé de l'idée stalinienne de la réalisation de la révolution bourgeoise en bloc, à droits égaux ou même sous l'hégémonie de la bourgeoisie « nationale ».

Mais dès que ce pouvoir se trouva conquis, les limites mêmes de ce programme apparurent. Le P.C. veut con-

struire une économie capitaliste « démocratique », mais les trois quarts de l'industrie se trouvent d'avance nationalisés. Il veut arrêter pendant une étape la lutte contre la bourgeoisie « nationale », mais la réalisation de la réforme agraire dans le sud met cette lutte constamment à l'ordre du jour. Il veut éviter momentanément toute planification, mais plus la tâche d'industrialiser le continent chinois apparaît immense, et plus la planification s'avère le seul moyen de la mener à bien. Il veut laisser la voie libre à l'accumulation de la paysannerie riche à la campagne, mais malgré lui la lutte de classe s'y rallume plus vigoureusement que jamais. Toute la logique de la situation impose les conclusions de la théorie trotskyste de la révolution permanente. L'équilibre actuel des forces ne peut être que passager. Dans un avenir proche le P.C. devra se décider à accentuer la lutte contre la bourgeoisie urbaine et rurale, en s'appuyant sur le prolétariat et les paysans pauvres, s'il ne veut pas capituler devant l'énorme pression bourgeoise que prépare le début de « prospérité » paysanne. Saura-t-il faire ce choix ?

Beaucoup de raisons permettent d'espérer pareil développement. Plus que n'importe quel autre parti communiste, le P.C. chinois a été obligé de maintenir une structure moins bureaucratique et moins centralisée, de maintenir un métabolisme constant entre les préoccupations et aspirations des masses et les siennes. La situation objective dans laquelle il s'est trouvé l'a poussé sur cette voie (égalitarisme, frugalité). Les cadres du parti ont été éduqués dans un esprit spartiate; pendant des années ils vécurent sur la base d'une distribution égalitaire de vivres et de vêtements. Liou Shao-Chi raconte dans son rapport déjà cité qu'en 1945, dans la moitié des villages des régions libérées il n'y avait pas un seul membre du P.C. (p. 75) ! Comment dans ces conditions réaliser la réforme agraire sans permettre un développement relativement libre de l'initiative des masses ? L'immensité du continent chinois et la densité extrême de sa population ne permettent point l'établissement rapide d'un contrôle bureaucratique sur les masses réveillées. La puissance formidable de ce réveil des paysans, des femmes libérées par le nouveau code sur le mariage, des jeunes enfin confrontés par l'espoir d'un avenir, des masses avides d'enseignement et de culture (55) rendent ce contrôle d'autant plus difficile. Aussi ce n'est que l'expression de cette situation objective que Liou Shao-Chi, présentant les statuts du P.C. à son VII^e Congrès, affirme chaque fois à nouveau sa « foi » dans l'auto-émancipation du peuple » (p. 56 op. cit.), rejetant toute idée selon laquelle « les cadres décident de tout » et insistant même sur les droits des minorités à l'intérieur du parti, la majorité pouvant se tromper lors des

(54) Reproduit dans J.-J. Brieux, op. cit., p. 329.

(55) Cf. Belden, op. cit.

débats politiques ! (p. 83-4 op. cit.). En 1945, on n'avait plus entendu, depuis longtemps, pareilles remarques venant d'un parti lié à Moscou. Certes, elles n'ont qu'une valeur formelle. En 1931 et surtout en 1937, à l'occasion de deux tournants à droite, la direction du P.C. chinois avait organisé de violentes campagnes contre le trotskysme contre-révolutionnaire. Mais Belden raconte comment un journal communiste des « régions libérées » critiqua même publiquement les directives trop modérées dans l'application de la réforme agraire (op. cit. p. 503). Et tous les observateurs sont unanimes à signaler l'extrême « libéralisme » actuel du pouvoir communiste, les limites étroites de toute répression politique, l'absence de contrôle de type stalinien sur les forces révolutionnaires à la campagne. S'il reste attentif à la voix des masses, un nouveau tournant à gauche du P.C. n'est nullement exclu. S'il n'entend pas cette voix, sa bureaucratisation et son cours à droite signifieront à l'étape prochaine un cours contre les masses.

Pour peser les chances d'un pareil tournant à gauche, il ne faut pas perdre de vue le fait que la direction du P.C. chinois, contrairement à certaines affirmations, n'a jamais cessé de se considérer comme une direction prolétarienne. Certes, le parti est composé d'une majorité écrasante d'éléments petits-bourgeois paysans. Sa croissance rapide (30.000 membres en 1937, 1.200.000 en 1945, 4 millions actuellement) implique un niveau idéologique extrêmement bas. Mais au VII^e Congrès, alors que le parti était encore coupé des villes, ses dirigeants n'ont pas cessé d'insister sur le caractère prolétarien du parti, sur la nécessité de faire assimiler l'idéologie prolétarienne à ses membres non-prolétariens; ils ont même inscrits dans les statuts des conditions d'adhésions différenciées pour les ouvriers, les paysans pauvres, les

paysans moyens et les intellectuels, etc., rendant l'entrée dans le parti plus difficile au fur et à mesure que la condition d'existence s'écarte de celle du prolétariat (56). Néanmoins, un certain nombre de paysans riches a réussi à s'infiltrer dans le parti et à faire dévier sa ligne de classe au village; par ses « directives sur la réforme agraire et la réorganisation et l'épuration du parti dans les régions anciennement libérées » du 22 février 1948, le Comité Central a violemment réagi contre ce danger (57). Et dès que l'Armée de Libération du Peuple s'est approchée des grands centres prolétariens, le même Comité Central a fait un tournant résolu dans son attitude sur l'importance relative de la classe ouvrière :

Par suite de la disproportion entre les forces populaires et celles de l'ennemi depuis l'échec de la Grande Révolution de 1927 jusqu'à maintenant, le centre de gravité de la lutte révolutionnaire du peuple chinois a été le secteur rural, amassant des forces rurales pour encercler et prendre les villes... La période où ce procédé de travail a dû être adopté est maintenant terminée... Le centre de gravité du travail du Parti doit être placé dans les villes (58).

Ce tournant a trouvé sa conclusion logique dans l'arrêt de tout recrutement paysan au Parti Communiste, qui doit se concentrer dorénavant à la conquête d'ouvriers industriels. Les difficultés rencontrées sur cette voie resteront nombreuses aussi longtemps que la direction du Parti n'aura rien à offrir aux ouvriers, si ce n'est la perspective d'une augmentation de la production. Sur ce plan également, un futur tournant à gauche rejoindrait les préoccupations essentielles des dirigeants communistes et permettrait seul de rendre au parti sa force principale dans le prolétariat.

Où va la Chine ?

La première étape de la révolution chinoise s'est terminée avec le renversement du pouvoir de Chiang Kai-Chek. Elle a réalisé la plupart des tâches de la révolution démocratique-bourgeoise, notamment l'émancipation de la domination impérialiste (bien que le capital étranger ne soit pas encore exproprié) et la réalisation de l'unification nationale. Elle n'a pas encore résolu la question agraire, dans la mesure où cette solution exige, dans le sud, une expropriation de la bourgeoisie urbaine et surtout l'annulation des dettes et hypothèques. Pour résoudre définitivement la solution de la question agraire et réaliser la victoire définitive et la consolidation de la révolution, l'étape prochaine devrait entamer largement la solution des tâches

prolétariennes dont certaines se trouvent esquissées dès maintenant. C'est pourquoi la Chine traverse encore un stade transitoire entre la chute de l'ancien régime et l'établissement définitif du nouveau régime. Politiquement, un gouvernement ouvrier et paysan maintient encore une coalition avec certains éléments de la grande bourgeoisie. L'alliance entre le prolétariat et la paysannerie, c'est dans le Nord l'alliance révolutionnaire avec la paysannerie pauvre, dans le Centre l'alliance avec la paysannerie riche, dans le Sud l'alliance avec les éléments exploi-

(57) Cité dans : « Le développement du Communisme en Chine », II, p. 289 (édité par « La documentation française », 29 juin 1950.

(58) Résolution adoptée par le C.C. du P.C. chinois de mars 1949, *New China*, 29 mars 1949.

(56) Liou Shao-Chi : « On the Party », p...

tateurs citadins qui dominent l'agriculture. La dualité de pouvoir existant à l'échelle du village se reproduit ainsi à l'échelle nationale par l'opposition entre diverses zones et, à l'intérieur du gouvernement même, par la présence de ministres bourgeois dans ses rangs.

L'avenir de la Chine, c'est en premier lieu l'avenir des 90 millions d'exploitations paysannes (59). Dans la mesure où la réforme agraire se parachève, cet avenir immédiat apparaît brillant. Sous l'ancien régime, la rente et les impôts, sans parler des intérêts, des prêts et autres charges supplémentaires, enlevaient en général plus de 50 % de la récolte au paysan; dans certaines régions prospères, ce pourcentage atteignait même 75 % (60). Aujourd'hui, l'impôt enlève en moyenne 17 % des revenus paysans; cet impôt est fixé sur la base d'un rendement moyen par superficie, l'augmentation du rendement réduisant la proportion de la contribution (61). Du coup, la paysannerie chinoise voit son pouvoir d'achat considérablement accru, et l'industrie, en premier lieu l'industrie des textiles, voit s'ouvrir devant elle un marché illimité. En Mandchourie, où la réforme agraire a été achevée plus tôt, la paysannerie a fait des contributions totales de 2,3 millions de tonnes de denrées alimentaires en 1949 contre 8 millions sous l'ancien régime (62). Par conséquent, elle a pu acheter en 1950, 9 millions de balles de coton contre 3 millions en 1949 et 0,8 million en 1947 (avant la réforme). La cause de l'échec de toutes les révoltes agraires du passé — la nécessité d'écraser la paysannerie sous un fardeau d'impôts pour construire un appareil étatique centralisé — semble pouvoir être empêchée en Chine populaire grâce à l'élimination de la corruption, aux mœurs frugales des nouveaux dirigeants, à l'auto-administration locale et surtout au développement des forces productives.

Ce n'est que quand la réforme agraire sera terminée dans toute la Chine et que, dans l'ensemble du pays, sur la base de la concurrence et de l'accumulation privée de millions de petites entreprises paysannes, se présentera une nouvelle différenciation des forces sociales au village que le régime de Mao Tse-Tung connaîtra son premier test précieux. Il lui reste plusieurs années de pause avant cette première crise, pause pendant laquelle il s'agit de développer l'industrie, de relever le niveau de vie, de conscience

et d'organisation du prolétariat. Du succès remporté dans ces deux domaines, ainsi que de l'aide que la révolution internationale pourra donner à la Chine, dépendront le sort futur de la révolution chinoise.

La victoire de Mao Tse-Tung a ébranlé les bases de la domination séculaire de l'impérialisme en Asie. Chassant en 1949 le navire de Sa Majesté Amethyst du Yang-tsé à coups de canons, puis chassant en 1950 la fière armée yankee de la Corée du Nord, l'Armée populaire chinoise a renversé les rapports de forces sur lesquels le monde capitaliste reposait depuis un siècle. Elle a ainsi vengé les victimes de l'insurrection des Tai-Ping et des Boxers, les ouvriers de Shanghai de 1927, les paysans du Kiangsi et les millions d'autres victimes de la sauvagerie impérialiste en Asie. Dorénavant, la Chine n'évoluera plus sous le signe des bandits et de l'opium; l'industrie moderne y avancera à pas de géants et ses pas résonneront comme le glas à l'oreille des industriels de Manchester, de Bombay et d'Osaka (64). Ce n'est pas seulement par les forces révolutionnaires qu'elle libère dans toute l'Asie que la révolution chinoise mine la domination mondiale de l'impérialisme; elle assène également un coup fatal aux assises économiques de l'existence de celui-ci qui résident dans les pays arriérés et sous-développés.

Les ouvriers des pays capitalistes avancés d'Europe et des Etats-Unis ainsi que les prolétaires du Japon, des Indes, de Ceylan, d'Indonésie n'ont pas pour tâche d'imiter la voie sinueuse le long de laquelle Mao-Tse-Tung, après vingt-trois années de souffrances des masses populaires de son pays, a réussi finalement à abattre l'ennemi. La voie de Lénine reste pour eux d'autant plus à l'ordre du jour que les forces révolutionnaires des masses s'accroissent continuellement à l'échelle mondiale et que des coups décisifs, qu'une stratégie audacieuse, permettent, comme en octobre 1917, de remporter une rapide victoire. Mais ils ne remporteront pas cette victoire s'ils ne savent pas faire leur, sans sectarisme aucun et sans réserves résultant de l'opportunisme et des erreurs de la direction du P.C. chinois, la cause de la grande révolution chinoise qui, pour un quart de l'humanité, a chanté et chantera pendant de longues années, la Carmagnole du peuple en armes et la Marseillaise des travailleurs.

Le 10 décembre 1950.

(59) D'après les statistiques de 1934 reproduites dans « Le développement du communisme en Chine », II, p. 45.

(60) « Quatrième Internationale », n° de mai-juillet 1950.

(61) New China News Agency, ...

(62) *Idem*, ...

(63) 22-9-1950.

(64) Hautement caractéristique de la transition de la Chine : ce ne sont plus des matières premières, ce sont des produits mi-finis et des cotonnades qui viennent aujourd'hui en tête des exportations de Tientsin, premier port de Chine (« *Problèmes Economiques* », 5-12-1950).

L'Amérique entre dans l'époque de sa crise sociale

La proclamation du Président Truman d'un état d'urgence nationale marque l'entrée de l'Amérique dans la crise sociale à laquelle, seule de toutes les nations capitalistes, elle avait jusqu'alors échappé. Le pas fatal qui a placé l'économie américaine sur un pied de guerre et transformé la nation en un camp armé a été accompli avec la faconde et l'arrogance si typiques de la ploutocratie américaine. Mais cela peut à peine cacher la réalité, à savoir le sentiment rongeur de l'incertitude, la sensation d'un désastre menaçant pénétrant la classe dirigeante. Par delà les préparatifs militaires fiévreux se trouve un cycle catastrophique de guerres et de révolutions qui peut précipiter la plus forte puissance impérialiste à sa perte.

La métamorphose de la position mondiale de l'impérialisme américain dans le bref intervalle de quelques années est littéralement étonnante, mais caractéristique de la vitesse météorique des processus historiques à notre époque.

L'impérialisme américain est sorti de la deuxième guerre mondiale la puissance capitaliste dominante dans le monde. Son économie à capacité productive élargie florissait, son revenu national croissait, tandis que ses rivaux capitalistes des deux camps belligérants étaient prostrés, faillis par suite d'énormes dépenses de main-d'œuvre et de capital et ruinés par des destructions monstrueuses. Tandis que le reste du monde se trouvait dans une crise mortelle, l'Amérique prospérait, partiellement à cause de cette crise et partiellement à ses dépens.

Cependant la crise mondiale ne pouvait être ignorée pas plus qu'une épidémie dans des taudis qui, si elle n'est pas battue en brèche, doit inévitablement pénétrer dans les habitations personnelles éloignées des riches. Pendant cinq années, le capitalisme américain a été engagé dans la plus prodigieuse opération de sauvetage jamais vue. Des milliards de dollars ont été injectés comme du plasma sanguin dans le système capitaliste malade de tous les continents. Chaque année qui passait voyait la tâche grandir au lieu de diminuer, jusqu'à ce qu'aujourd'hui, la fin étant plus éloignée que jamais, l'Amérique elle-même est entraînée dans le tourbillon de la crise mondiale. Le problème qui ne permet plus d'ambiguïtés se pose maintenant dans toute son ampleur : le capitalisme américain doit abandonner les profits et

privileges de sa position insulaire et de ses marchés intérieurs, consacrer toutes les réserves qu'il a accumulées dans une aventure militaire imprévisible à l'échelle mondiale et, défiant totalement les traditions et les sentiments les plus chers du peuple, convertir la nation littéralement du jour au lendemain en une caserne et tendre sa capacité de production et sa main-d'œuvre au point de rupture. A quelle fin ? Aucun des dirigeants américains, dans le for intérieur de ses pensées, n'exclut la possibilité que le capitalisme américain ne périsse dans cette tentative.

Seule une partie extrêmement restreinte des dirigeants américains a compris le problème en ces termes cataclysmiques, et même parmi ceux-ci peu étaient prêts à les affronter carrément. Le multimillionnaire, Bernard Baruch, mauvais génie de deux guerres mondiales, s'est trouvé seul comme un prophète de malheur avec ses avertissements sévères et ses revendications d'une militarisation immédiate de la vie américaine. La bourgeoisie américaine était trop grasse, trop gavée de superprofits pour écouter, encore moins pour comprendre, un problème d'une telle amplitude et, en tout cas, totalement hors d'état par tout son passé de le traiter. Elle a maudit Roosevelt pour Yalta, Truman pour Potsdam et les « politiciens » pour avoir été intimidés par l'irrésistible revendication de la démobilisation que les soldats américains posèrent après la victoire la victoire sur l'Allemagne et le Japon. En dernier ressort, il y avait la fallacieuse consolation que le Dollar Tout-Puissant prendrait soin de tous ses soucis ; il l'avait toujours fait dans le passé ; pourquoi pas maintenant quand la monnaie américaine était plus demandée que jamais ?

Ecartant la réalité comme un mauvais rêve, les cercles dirigeants ne pouvaient cependant pas éluder le besoin d'une stratégie globale, un plan à long terme à la place d'improvisations quotidiennes. Depuis la fin de la guerre, la politique extérieure américaine a été dominée par les conceptions du jeune « sorcier » du State Department, Georges Kennan. Le « communisme », pensait-il, pouvait être contenu dans son orbite et éventuellement repoussé dans ses frontières russes, pour y être détruit de l'intérieur avec l'appui d'une aide extérieure. Ceci reposait sur la prémisse unilatérale que la bureaucratie soviétique craignait la guerre par-dessus tout et était détestée

de ses propres sujets qui, encouragés effectivement par une puissante force étrangère, régèleraient leurs comptes avec le Kremlin et ouvriraient une fois de plus les portes de la Russie aux flots du capital étranger. La seule chose qui était nécessaire, selon Kennan, était d'insuffler de la force économique et militaire au monde capitaliste de façon qu'il devienne un bastion puissant d'où il était possible d'opérer, de résister par la force à tout empiètement à la périphérie des deux mondes et même de prendre des « risques calculés » pour rejeter les Russes de ce qu'ils contrôlaient déjà.

La stratégie de Kennan fut sanctionnée officiellement par la proclamation de la « doctrine Truman » et fut mise en application dans le plan Marshall et le pacte de l'Atlantique Nord. Pendant un certain temps, elle sembla réussir dans la guerre civile en Grèce, le pont aérien de Berlin et l'établissement d'un certain équilibre dans l'économie de l'Europe occidentale. En fait, à l'échelle des tâches à accomplir, c'étaient des victoires mineures, mais elles gonflèrent la confiance de la bourgeoisie américaine en elle-même. Tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. L'E.C.A. absorbait les surplus et créait de plus vastes marchés, le programme d'armements rattrapait la baisse de la production et, pendant tout ce temps, les profits coulaient en un flot incessant. Cette stratégie apportait même des profits supplémentaires à l'intérieur en imposant le silence aux opposants et aux protestataires et en intimidant les syndicats. Dans les moments de doute, le bourgeois américain pouvait toujours se consoler par la pensée que si les U.S.A. n'étaient plus les seuls possesseurs de la bombe atomique, du moins ils avaient des moyens meilleurs que les Russes pour les fabriquer plus vite et en plus grand nombre.

Ce monde d'illusion reçut son premier choc de la réalité quand les Nord-Coréens, en juin dernier, franchirent le 38^e parallèle et connut une fin sanglante sur les rives du Yalu. Là, dans les étendues glacées et les cols voisins de la frontière mandchourienne se trouvent non seulement les ruines de la seule armée que possédait l'impérialisme américain, de la réputation de son premier général, des prouesses des armées américaines basées sur le dernier mot de la technique moderne, mais par-dessus tout de la stratégie soigneusement élaborée par Kennan et, avec elle, de la doctrine Truman. C'est ce dernier aspect notamment qui a transformé une défaite sur un petit théâtre isolé de la guerre en un grand désastre. La défaite a stupéfié et désorienté les dirigeants américains, créant parmi eux ce que Walter Lippman appelle une « crise de confiance », laquelle a aussi empoigné leurs alliés capitalistes en Europe qui ont ajouté l'insolence et la suspicion à leur perte de foi. Qu'est-ce qui n'a pas marché ? Qu'advient-il ? Quel chemin prendre ? L'Europe ? L'Asie ? Staline déclencherait-il la guerre maintenant ? Reste-t-il encore du temps pour

se préparer ? Les questions s'ajoutaient comme dans un cauchemar.

On examinerait en vain la presse bourgeoise pour y trouver une analyse politique sérieuse des causes de la débâcle en Corée. On y donne toute une gamme de raisons : la politique d'Acheson a fait que le pays a été surpris quand il n'était pas prêt pour un choc grave. Mac Arthur est responsable, ayant commis toutes les fautes militaires enseignées dans les manuels. Truman n'aurait pas dû se laisser impliquer dans un conflit si hasardeux à l'extrémité de l'hostile continent asiatique. Les Russes nous ont entraînés dans une guerre où ils pouvaient se maintenir en spectateurs tandis que leurs pions nord-coréens et chinois se battaient pour eux. Toutes superficielles, ces réponses ne traitaient que d'effets et froiaient mais ne touchaient pas les deux raisons essentielles de la défaite.

Premièrement, Mac Arthur a rencontré en Corée non la conception de Kennan d'un Bureau Politique de Staline tyrannique mais effrayé, mais le torrent d'une révolution sociale qui repoussait ses armées à la mer. Il a été trompé par le fait que le Kremlin n'a pas fourni des équipements adéquats aux Nord-Coréens quand, l'été dernier, la victoire était à portée de leurs mains sur la tête de pont de Fusan. Cela semblait confirmer la thèse que le Kremlin, une fois en présence d'un puissant adversaire militaire qui n'hésiterait devant aucun risque, abandonnerait ses pions et se retirerait de la scène. Ainsi fortifié dans sa notion mégalomanique que l'histoire est faite par des maîtres déplaçant les masses comme des pions sur un échiquier, Mac Arthur — malgré d'innombrables avertissements — envoya joyeusement son armée, avec des cantiques de Noël dans la tête, vers la frontière mandchourienne. Il y découvrit, aux dépens des soldats, ses victimes, que s'il pouvait ignorer la révolution en Corée du Nord, la puissante révolution anti-impérialiste chinoise n'a pas choisi d'ignorer Mac Arthur. Il découvrit que si la bureaucratie soviétique pouvait être amenée à reculer avec panique devant la menace de guerre, les innombrables masses de la Chine étaient déterminées à régler les comptes de leurs ennemis impérialistes, indépendamment des conséquences. A vrai dire Mac Arthur découvrit beaucoup de choses, mais il en comprit peu. Il décerna la palme de guerre au chameau indolent qui, dans les mains de ces révolutionnaires chinois, s'avéra être un meilleur instrument de guerre, pensa-t-il, que tous ses supertanks et avions à réaction. Pour les impérialistes, la leçon fracassante de Corée est que, s'ils ont à faire face, non seulement au Kremlin et à l'armée soviétique, mais à la montée révolutionnaire qui s'étend irrésistiblement sur l'Asie, celle-ci balayera éventuellement tout le continent. La bureaucratie soviétique peut essayer d'exploiter ce soulèvement à ses propres fins, mais elle ne peut, comme par le passé, le commander, le manipuler et le trahir. Des directions stalinienne indi-

gènes comme celles de Chine et de Corée sont beaucoup plus sensibles à la pression de leurs propres masses révolutionnaires qu'à celle du Kremlin avec lequel elles tendent à manœuvrer comme des puissances indépendantes. Les statistiques militaires de la prochaine guerre ne se trouvent pas dans les diagrammes et tableaux du Pentagone, mais dans l'alignement des forces sociales en Asie, et dans les conclusions à en tirer pour l'Europe. C'est la leçon de Corée à laquelle Washington n'ose pas faire face.

Deuxièmement : la défaite en Corée a été due à une erreur si on veut employer ce terme, mais en réalité à un problème de stratégie globale insoluble. Si, d'un point de vue militaire, la chute d'Hitler a été due en partie à ce qu'il a dû lutter sur deux fronts en Europe, le dilemme du Pentagone qui a à faire face à des adversaires dans deux parties éloignées et opposées du monde, à la fois en Europe et en Asie, est d'autant plus grand. Pendant cinq années, Washington a jonglé avec ce problème, mais n'a pas pu le maîtriser, parce qu'en fait il n'est pas maîtrisable.

En 1945, aidé par le Kremlin, l'impérialisme américain était occupé à éteindre les foyers révolutionnaires à la fois en Europe et en Asie. Après deux années d'efforts stériles mais fabuleusement coûteux pour étayer le régime désespérément corrompu et décadent de Tchan-Kaï-Chek, c'est Marshall qui fut l'auteur d'une stratégie de construction d'un bastion en Europe occidentale, indépendamment des pertes en Asie. La vie ne permit cependant pas une stricte application de cette décision et, en dépit de lui-même, l'impérialisme américain a été constamment ramené vers l'Orient. La victoire de Mao en 1949 devait être considérée comme une menace ultime pour Formose, le Japon et les Philippines. Les Français étaient impliqués dans une lutte coloniale désespérée en Indochine, compromettant la position interne de la France et menaçant de la perte d'une autre base impérialiste en Asie. Avec ces modifications inattendues, la décision de donner la priorité à l'Europe resta la ligne directrice de la politique du State Department jusqu'à l'éclatement de la guerre de Corée.

Soudainement et sans aucun plan, l'Amérique s'est trouvée engagée jusqu'au cou en Asie, et ce trois ans après avoir abandonné l'Asie pour l'Europe. Il est tout à fait possible que dans leur ignorance aveugle de la dynamique des forces de classe, Truman et ses conseillers conçurent effectivement la guerre de Corée comme une « opération de police » qui serait rapidement terminée, donnerait aux Russes une leçon inoubliable et relèverait la confiance du capitalisme de l'Europe occidentale dans son protecteur américain. Avant que plusieurs mois se soient écoulés, la meilleure partie des forces armées américaines était engagée en Asie où il avait été admis que les implications n'étaient pas favorables, cependant que l'Europe, considérée délibérément comme étant le meilleur bastion, restait totalement sans défense. Si Sta-

line avait été l'impérialiste dynamique décrit par des intellectuels petits bourgeois, il aurait marché vers l'Atlantique à ce moment favorable.

Ainsi vint la défaite. Une fois de plus, Acheson se précipita à Bruxelles pour convaincre l'Europe que les U.S.A. étaient toujours résolus à réaliser leur projet initial, bien que le Pacte Atlantique n'avait guère été jusqu'alors autre chose que des mots. Il a trouvé le peuple allemand hostile au réarmement et non désireux de voir son pays redevenir un champ de bataille il a trouvé l'opposition de la bourgeoisie française au réarmement allemand complétée par des tendances défaitistes qui faisaient de la France un risque douteux au lieu d'être le « centre de la résistance ». La guerre de Corée a eu un effet de lucidité sur la classe capitaliste européenne déjà apeurée. A ses yeux, la politique des « risques calculés » avait été sérieusement compromise. Prendre un risque tel que le réarmement de l'Allemagne pourrait résulter en une guerre civile et dans une rapide occupation russe de toute l'Europe, avant qu'aient été rassemblés les premiers contingents de la nouvelle armée. Une autre leçon fondamentale tirée des événements de Corée est que l'alternative qui se pose est l'occupation russe ou la destruction totale par des bombes américaines. Tout le résultat de la Conférence de Bruxelles a été la désignation du général Eisenhower comme commandant en chef d'une armée européenne inexistante.

Dans cette situation, avec la forte montée de sentiments neutralistes dans la bourgeoisie européenne, se trouve possible un nouveau tournant de la politique extérieure américaine, à savoir un retrait des principales arènes de la lutte sociale, sur la périphérie de l'Europe, pour construire des bases en Espagne, en Afrique du Nord et en Angleterre, ce qui peut être une variation de l'isolationnisme de Hoover.

La conclusion inéluctable de ces changements précipités, de ces sauts d'un continent à l'autre, est qu'il n'y a pas de politique mondiale viable pour l'impérialisme américain. Truman avait absolument raison de demander à ses opposants républicains qui exigeaient la tête d'Acheson quelle ligne ils proposaient de suivre à la place de celle qu'Acheson et lui avaient suivie. La réponse n'a évidemment pas été donnée. Le plus astucieux des journalistes bourgeois, Walter Lippman, peut rêver avec nostalgie du temps de Gladstone et du rythme lent du XIX^e siècle, qui a permis à l'impérialisme anglais de résoudre ses problèmes à loisir au fur et à mesure qu'ils surgissaient. Mais la nostalgie ne peut remplacer un programme et, sur ce plan, Lippman ne peut proposer autre chose que la réduction par les U.S.A. de ses engagements en Europe et en Asie, bref une politique ressemblant étroitement à celle du *Chicago Tribune* qu'il avait si agréablement fustigée pendant des années. « L'isolationnisme », un vieux phénomène dans la politique américaine, a revêtu plusieurs formes et subi de nombreux changements. Dans les dix dernières années,

il a consisté dans la revendication que l'Amérique tourne le dos à l'Europe et se concentre sur le Pacifique. L'importance de la dernière déclaration d'Herbert Hoover est que, principal avocat de cette forme d'isolationnisme, il propose maintenant d'abandonner le continent asiatique aussi bien que l'Europe. Pour Hoover et les capitalistes dont il est le porte-parole, le rêve de la Chine s'est dissipé : au lieu de 500 millions de consommateurs pour le coca-cola et la Standard Oil, il y a 500 millions d'ennemis intransigeants avec une armée de 40 millions d'hommes pour imposer leur volonté.

Aujourd'hui une telle politique représenterait une retraite de l'arène mondiale, au fond un abandon du « siècle américain ». Son effet sera de compromettre le règne des soixante familles dans leur propre pays, de créer toutes les conditions d'une crise interne et, par suite, de la plus gigantesque lutte de classe dans l'histoire. L'autre terme de l'alternative pour la ploutocratie américaine est tout aussi mauvais et consiste à plonger dans une guerre-suicide, sans perspective ni grands espoirs de victoire. Et à la fin, après avoir gaspillé les ressources de l'Amérique, la ploutocratie n'échappera pas à l'explosion de conflits de classe à l'intérieur, avec une ampleur d'autant plus grande et une forme d'autant plus violente que les masses auraient souffert de terribles privations pendant la guerre.

Il est déjà assez grave pour la bourgeoisie américaine qu'il existe une « crise de confiance » et qu'elle n'ait aucune perspective réelle. Mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est que le dilemme des dirigeants est en train de pénétrer, quoique lentement, dans la conscience des masses du peuple américain. La défaite en Corée marque le début d'une période de sentiments de suspicion, de méfiance et éventuellement d'opposition des travailleurs des Etats-Unis aux plans et à la politique de Wall Street, sentiments qui un jour pèseront beaucoup plus sur la balance que toutes les bombes atomiques d'Oak Ridge.

Jusqu'à la défaite coréenne, Washington pouvait aller de l'avant avec sérénité dans sa stratégie impérialiste globale, sans tenir compte des réactions des masses. Une situation de stabilité économique relative existait dans le pays. Profitant de sa situation mondiale privilégiée et de ses superprofits fabuleux, la bourgeoisie pouvait se permettre de faire certaines concessions sous la pression des organisations ouvrières. Elles ne suffisaient pas pour apporter un changement radical aux conditions de vie des masses, conditions qui ne s'étaient jamais beaucoup éloignées de la frontière de la pauvreté et de l'insécurité — (malgré la « prospérité » d'après-guerre, un tiers de la nation est resté mal nourri, mal vêtu, mal logé) — mais elles suffisaient à conférer une certaine allure à la démagogie de Truman sur le « Welfare State » et à fournir à la bureaucratie syndicale une arme contre les partisans de l'action militante,

d'une politique ouvrière indépendante et d'un programme social hardi.

Il est tout à fait compréhensible que, dans de telles conditions, les masses ne songeaient pas beaucoup ou guère à la politique extérieure ou à la stratégie mondiale. Mais la bourgeoisie, disposant de moyens formidables pour former l'opinion publique, aussi fortement trustés que l'industrie de l'acier ou de l'auto, et qui tous parlent d'une seule voix, sur la même ligne générale, avait été capable de dissiper ces craintes. Selon une conception générale, la position de l'Amérique était invincible; sa technique industrielle sans rivale; il y avait assez de dollars pour acheter des alliés et assez de forces, notamment dans les bombes atomiques, pour intimider de belliqueux ennemis; la guerre était donc improbable mais, si elle survenait, la supériorité aérienne de l'Amérique et sa capacité d'alimenter les armées des autres pays, amèneraient rapidement une fin victorieuse; à quelques modifications et dérangements près, la vie continuerait comme par le passé. Une minorité ayant une conception plus réaliste des implications de la guerre était réduite au silence ou à l'isolement par une campagne organisée de répression officielle.

La défaite en Corée, comme un ouragan, a balayé ces conceptions. La supériorité aérienne et les bombes ne suffisaient pas pour vaincre; il fallait des soldats par centaines de milliers, et premièrement des soldats américains parce que les autres pays semblaient réticents à fournir autre chose que des contingents symboliques. Et ces soldats devaient se battre dans des territoires à des milliers de kilomètres de leurs foyers, entourés d'un peuple hostile, ignorants de la géographie, du langage et des mœurs du pays et vivant dans la terreur constante d'être assaillis par des guérillas. Si les résultats d'un conflit aussi limité que celui de la Corée ont été aussi calamiteux, quelle terrible perspective que celle d'une guerre contre la Russie et la Chine unies! Cette question n'est pas soulevée par des défaitistes aux U.S.A. ou par des gens sympathisants au Kremlin ou même au communisme. Elle surgit élémentairement au sein même du peuple dans ses efforts à se faire une vue réaliste de ce que réservent les plans de ses maîtres pour un empire mondial. C'est le mécontentement profond de la politique des conceptions faillées de la veille, cette recherche d'une façon nouvelle d'aborder les grands problèmes mondiaux qui marquent le début, dans le domaine idéologique, de l'époque de crise sociale aux Etats-Unis. La vieille réponse nerveuse et pleine d'assurance — « s'il doit y avoir une guerre, allons-y vite » — devenant impossible, les questions de la guerre et de la paix cesseront d'être la chasse gardée de l'étroite clique dirigeante et la voie sera déblayée pour que les masses pénétrant comme une force indépendante sur l'arène politique.

Si la guerre coréenne a fourni la base pour une transformation de la conscience des masses, la proclamation de l'urgence

nationale par Truman créera les conditions matérielles de luttes gigantesques. Les plans implicites à cette proclamation comportent la transformation des U.S.A. en un camp armé avec des millions de soldats en temps de paix, la création de conditions d'austérité au milieu de l'abondance, la domination de toutes les phases de la vie américaine par une petite clique arrogante de militaires et de dirigeants de firmes. Les frères Alsop, combattant certaines hésitations dans les cercles dirigeants, écrivent :

« Si l'on prend finalement la décision de créer une véritable suprématie aérienne à n'importe quel prix, l'effort nécessaire sera loin d'être indolore. Pour avoir une force équilibrée, les autres services demanderont des sommes comparables. Cela signifiera des budgets annuels de l'ordre de 100 milliards de dollars et une complète économie de guerre. Cela voudra vraiment dire « des canons à la place du beurre », un abaissement du niveau de vie que ce pays n'a certainement jamais subi au cours de la dernière guerre. Mais il est à peu près certain que l'on prendra finalement la décision de faire tout le chemin, simplement parce qu'avec chaque jour qui passe, il devient de plus en plus évident que des demi-mesures ne suffiront pas à assurer la survie de ce pays » (New York Herald Tribune, 26 décembre 1950). Cette décision va à l'encontre des traditions les plus chères du peuple américain, de sa propre compréhension et de ses réactions instinctives, et entraînera une résistance croissante.

Les Etats-Unis d'aujourd'hui ne se trouvent pas dans la même position que l'Allemagne d'avant-guerre. Ils ne sont ni affamés ni enfermés dans des frontières étroites. Ils ne sont pas entourés de voisins hostiles les ayant privés de territoires, de matières premières, et accablés de réparations. Le slogan : « S'élargir ou mourir ! » n'a pas de sens pour le peuple américain. Il n'y a pas de grande armée de chômeurs, pas de classe moyenne déshéritée et désespérée. Il n'y a pas eu d'expériences décevantes du réformisme et du stalinisme ni de grandes défaites qui font apparaître qu'il n'y a rien d'autre que « des canons à la place de beurre ».

Il faut toutefois se souvenir qu'en dépit de toutes ces conditions favorables, la résistance du peuple allemand au programme impérialiste de guerre de ses dirigeants était si grande qu'il fallut Hitler et la trique fasciste pour le soumettre. Combien plus grande sera la résistance des masses américaines qui doivent être arrachées de leurs habitudes à un moment où le mécontentement populaire à l'égard des conditions existantes est au plus bas, et dont l'illusion d'atteindre un degré de sécurité engendrée par des conditions générales de prospérité doit être pulvérisée. Combien plus difficile sera-t-il pour la bourgeoisie américaine de parvenir à ses fins sans un Hitler et dans une démocratie bourgeoise, fût-elle déformée par les lois d'un Etat policier. Il est improbable que la

bourgeoisie parvienne à convaincre les masses américaines que les rigueurs et la perte de liberté d'une économie de guerre sont nécessaires comme un acte de « salut national ». En tout cas, cette idée ne peut pénétrer profondément ou durer longtemps. Elle doit être rapidement remplacée par la réalisation amère que le grand capital et l'état-major, désespérés d'être incapables de résoudre leurs problèmes mondiaux, se sont tournés contre le peuple américain, que la militarisation constitue une tentative de maintenir leur domination à l'intérieur, après qu'elle ait échoué au dehors, que ce sont leurs propres dirigeants et non quelque ennemi éloigné qui complotent contre leur vie même.

Les forces d'un grand conflit social s'assemblent aux Etats-Unis, dans la citadelle même du capitalisme mondial. Il est vain de spéculer sur le moment de leur maturation. Il suffit de comprendre la tendance et la grandeur qu'elles auront. C'est sans aucun doute par anticipation d'une crise sociale éventuelle à l'intérieur que la bourgeoisie américaine commença, il y a près de trois ans, à intégrer la bureaucratie syndicale dans la machine étatique et à réprimer officiellement tous les centres d'opposition.

Pour imposer sa militarisation organisée de 15 millions de travailleurs organisés, dans des conditions d'inflation avec des salaires bloqués, une réduction des biens de consommation et les ouvriers liés à leur travail, la fonction policière au sein des syndicats remplie par les Murray, Green et Reuther est plus indispensable que jamais aux capitalistes américains. Déjà les plus hauts sommets du C.I.O. et de l'A.F.L. ont été appelés à Washington pour y apprendre leur rôle. Mais cette conférence même a révélé que, malgré toute leur servilité et leur courdise abjectes, les bureaucrates syndicaux savent qu'ils ne peuvent jouer ce rôle de la même manière que pendant la guerre mondiale numéro 2. Ils ne peuvent plus continuer à apparaître comme les simples instruments du grand capital et de l'état-major dans les rangs ouvriers. D'où leur revendication d'une représentation à tous les échelons de la machine de l'économie de guerre qui, ont-ils insisté, doit au moins apparaître comme une « entreprise commune » du travail et du capital.

Indépendamment du résultat précis de ce marchandage infâme et traître, les bureaucrates syndicaux seront de plus en plus identifiés à la machine de guerre. Ils serviront de bouclier protecteur des grandes firmes et du gouvernement contre la colère et le mécontentement des ouvriers. Si, aux premières étapes, cela servira à détourner et à retarder l'éclatement de luttes ouvrières, à une étape ultérieure, elles seront rendues seulement plus explosives et moins contrôlables.

Les futures luttes de classe tendront à avoir des formes non officielles et « illégales » : grèves sauvages, grèves sur le tas, mouvements de base. Mais comme ces luttes rencontreront à chaque mo-

ment l'opposition violente et furieuse de l'Etat et en premier lieu de la bureaucratie syndicale, une puissante impulsion sera donnée à une rébellion tumultueuse au sein des syndicats. Une nouvelle couche de militants révolutionnaires sera forgée dans la lutte et viendra au premier plan comme, dans les années 1930, la lutte contre les bonzes de l'A.F.L. conduisit à la création du C.I.O. Les prémisses seront posées pour la formation d'une puissante aile gauche — ce qui fut longtemps entravé par suite des conditions américaines particulières et de la trahison des staliniens — sur un plan plus élevé et plus mûr que jamais

Face à la politique extérieure de suicide des dirigeants et à l'intervention incessante de l'Etat à chaque moment, la nouvelle aile gauche tendra à développer un programme s'attaquant aux questions fondamentales. Elle ne pourra manquer de se poser comme tâche principale la formation d'un parti ouvrier indépendant. Engendré par une aile gauche, le parti de classe des ouvriers américains ne sera pas l'organisation réformiste domestiquée qu'il fut en Grande-Bretagne à l'époque relativement calme du début du siècle. Il tendra à devenir au moins dans ses couches inférieures un instrument de lutte de classe dirigé contre les monopoleurs et leur Etat, une expression du profond mécontentement et de la volonté de lutte. Il sera combattu par l'oligarchie dirigeante comme s'il était un parti révolutionnaire, avec toute sa brutalité naturelle et cultivée de brigands, par la répression officielle et une terreur fasciste extra-légale. Mais cette réaction, quelle qu'en soit sa violence, ne réussira pas — comme l'a montré toute l'histoire des luttes de classes aux U.S.A. — à intimider ou à écraser les millions de travailleurs rebelles. Au contraire, elle les fortifiera dans leur détermination et assurera leur développement révolutionnaire.

Cette analyse n'est pas simplement l'expression de l'optimisme révolutionnaire, quoiqu'il y ait suffisamment de raison pour les plus grands espoirs et la confiance. C'est un pronostic qui se déduit clairement des nouvelles tendances en action dans la société américaine, des nouveaux rapports qui se développent entre forces de classe. Nous avons confiance que les mois et années à venir la confirmeront dans la vie.

A vrai dire, il y a deux autres variantes possibles qui peuvent modifier ce pronostic quant à la forme ou aux détails, mais non en ce qui concerne la tendance principale. Il suffit simplement de citer les deux autres variantes principales mais opposées qui sont inhérentes à la présente situation :

1) Il n'est pas exclu qu'en face du dilemme désespéré de sa situation mondiale actuelle, Washington décide de se retirer des arènes asiatique et européenne, de « réduire ses engagements » comme Lippman et Hoover le proposent, mais sous une forme encore plus énergique. Ce faisant, Washington abandon-

nerait ses vastes plans d'une économie de guerre contre lesquels, il faut le noter, une opposition considérable existe aujourd'hui dans la bourgeoisie. Ceci donnerait lieu à de grandes convulsions dans la structure économique de l'Amérique et amènerait inévitablement l'éclatement d'une profonde crise économique, avec des millions de chômeurs et les grands conflits de classe inhérents à une telle situation.

2) Il n'est également pas exclu que Washington se lance dans la guerre dans un avenir proche. Cette précipitation de la guerre arrêterait temporairement le développement des forces et des luttes de classe aux U.S.A., mais temporairement seulement. Toutes les tendances décrites dans l'analyse ci-dessus non seulement viendraient à l'avant-plan mais seraient exacerbées à l'extrême par le caractère désespéré de la guerre, par les victimes et les privations terribles qu'elle provoquerait, par les répressions et la brutalité des militaires et de la bourgeoisie envers le peuple à l'intérieur.

Une époque de crise sociale s'ouvre aux Etats-Unis. Il est possible que le choc total soit différé mais pas pour longtemps. Il ne peut pas être évité. Les ouvriers américains se préparent à entrer sur la scène de l'histoire mondiale. De leurs mains puissantes, ils décideront du sort de l'humanité.

Les paroles prophétiques de Frédéric Engels, écrites il y a plus de soixante ans, le 6 juin 1886, à un ami américain, sont en voie de se réaliser. Il est à propos de les citer, car en elles se trouvent une affirmation brillante du marxisme et de sa méthode, ainsi que la confiance inébranlable des grands maîtres de la science sociale dans les capacités progressives potentielles du prolétariat.

Ce que serait l'effondrement du tsarisme russe pour les grandes monarchies militaires d'Europe — la rupture de leur grand ressort —, l'explosion de la guerre de classe en Amérique l'est pour les bourgeois du monde entier. Car l'Amérique était, après tout, l'idéal de tout bourgeois: une contrée riche, vaste, cherchant à monter, ayant des institutions purement bourgeoises vierges de restes féodaux ou de traditions monarchiques, et sans un prolétariat permanent et héréditaire. Là, un chacun a pu devenir, sinon un capitaliste, en tout cas un homme indépendant, produisant ou vendant, par ses propres moyens, pour son propre compte. Et comme il n'y avait pas, jusqu'à présent, de classes à intérêts opposés, notre — et votre — bourgeois pensait que l'Amérique se tenait au-dessus des antagonismes et des luttes de classes. Cette illusion est maintenant détruite, le dernier paradis bourgeois sur terre est en train de se changer rapidement en purga-

(Fin page 54.)

Bolchévisme et stalinisme

A propos du livre de L. Dalmas
« Le communisme yougoslave »

Le stalinisme provoque les désarrois les plus grands et pousse les gens sur les voies les plus opposées. Désireux de se dissocier de ses crimes et de les combattre, nombreux sont ceux qui ont cru qu'il était nécessaire de renoncer au bolchévisme pour rompre effectivement avec le stalinisme. Pour rester liés aux masses révolutionnaires qui suivent les partis staliniens, nombreux sont également ceux qui, endossant les crimes du Kremlin, identifient plus ou moins totalement le stalinisme au bolchévisme. Parmi ces derniers, très peu s'expriment ouvertement, car la logique de leur position, c'est l'appartenance au parti staliniens et, de ce fait, le silence sur les questions les plus essentielles de la lutte de classes. Combien d'intellectuels notamment se trouvent ainsi dans les rangs staliniens, sans illusion sur ce qu'ils sont obligés d'avaler en gardant la mine souriante, parce qu'ils ne veulent pas se couper des masses et de ce qu'ils considèrent être fondamentalement du bolchévisme! L. Dalmas — qui n'est pas un compagnon de route des staliniens — est cependant, pour des raisons théoriques semblables, de ceux qui ont un préjugé favorable envers le stalinisme qu'il associe étroitement au bolchévisme. L'intérêt de son livre sur « Le communisme yougoslave » réside précisément en ce qu'il exprime tout haut — sans dissimuler ses pensées — ce que tant d'autres craignent de discuter franchement avec eux-mêmes. Chez cet auteur, qui n'est pas d'allégeance stalinienne, nous trouverons toutes les mauvaises raisons que n'osent pas afficher beaucoup d'intellectuels staliniens (1).

En quelques phrases, L. Dalmas expose sans ambiguïté son opinion sur le stalinisme :

L'histoire du P.C.Y. démontre simultanément (et pour une fois c'est vraiment

une expression concrète de la dialectique) que le communisme peut ne pas être stalinien, mais en même temps que le stalinisme est aussi communiste (page 143).

...le stalinisme est un extraordinaire acquis de la classe ouvrière... le stalinisme n'est pas que le sang des victimes et la boue des mensonges; il est aussi l'espoir de la moitié des opprimés du monde (p. 163).

La nature des griefs qu'il formule contre le stalinisme se trouve le plus nettement condensée dans ces mots :

« Certains aspects du stalinisme, certaines méthodes, certaines tactiques paralysent aujourd'hui le développement vers une participation de plus en plus étendue des masses, une élévation croissante du niveau de la conscience collective » (p. 179).

Certains aspects, certaines méthodes, certaines tactiques : ce ne sont donc que verrues sur un corps sain, selon Dalmas qui voit un aspect double du stalinisme : à la fois communiste et stalinien (p. 144), le « fonds communiste » des partis staliniens (p. 145), et qui concède tout de même que le communisme peut ne pas être stalinien (p. 151).

Sur quels arguments étaye-t-il sa thèse ? Citons-le longuement :

...par ses origines, ses fins politiques et sa composition sociale, le mouvement international stalinien est fondamentalement un mouvement communiste (p. 151).

...ces origines (des partis communistes actuels) ne sont reniées ni par le parti communiste russe, ni par les partis staliniens... ce sont des motifs communistes qui assurent le recrutement et font la force des partis staliniens... le stalinisme est issu du bolchévisme et est originellement de même nature que lui (p. 152).

Dans quelle intention les cadres ou les membres des organisations staliniennes utilisent-ils des méthodes qui choquent les principes « libéraux » ? Dans une intention communiste. Je dirai même plus : en vue d'un but qui est le même que celui de tous les communistes, même non staliniens : celui de la révolution socialiste, de la prise du pouvoir par la classe ouvrière... On peut ne pas être d'accord sur le rôle attribué à l'U.R.S.S. dans cette stratégie, ou sur la manière dont elle conçoit ce rôle, mais l'objectif final est celui qui anime depuis Marx les

(1) A propos du livre sur « Le communisme yougoslave », M. Gilles Martinet reproche à son auteur de ne pas être conséquent et de combattre le stalinisme. Nous n'avions pas besoin de cela pour savoir que M. Martinet brûle de zèle pour le stalinisme. Il a peut-être la partie un peu facilitée avec Dalmas qui se place théoriquement sur le même terrain que lui. Mais, tout de même, on pourrait être tenté de lui demander pourquoi il reste membre du P.S.U. au lieu de rejoindre le P.C.F. Il est vrai que dans le parti dont il est secrétaire, on est moins exigeant qu'au P.C.F..

luttres les plus héroïques des travailleurs du monde entier (p. 153).

...par ses origines, sa théorie du parti, ses fins politiques ultimes, sa composition sociale et la psychologie de ses militants, le stalinisme n'offre aucune différence de nature profonde avec le bolchevisme (p. 157).

Ainsi donc, pour Dalmas, le stalinisme était naturellement en germe dans le bolchevisme; le stalinisme serait le prolongement du bolchevisme; il rejoint sur ce point non seulement Koestler et Deutscher qu'il cite avec sympathie, mais aussi Souvarine qu'il réproverait certainement, sans compter les anarchistes et mille et un autres adversaires du

bolchevisme qui combattent celui-ci au nom d'idéologies petites bourgeoises.

Reprenons les arguments grâce auxquels Dalmas aboutit à une telle conception :

- 1) Les partis stalinienis ont leur origine qu'ils ne renient pas dans le bolchevisme;
- 2) ils poursuivent la même fin politique que le bolchevisme, à savoir la société sans classe;
- 3) leur composition sociale est éminemment prolétarienne;
- 4) ce sont des motifs communistes qui assurent le recrutement et la force des partis stalinienis;
- 5) la théorie du parti chez les stalinienis est celle du parti bolchevik.

Stalinisme, réformisme et but final.

N'est-il pas surprenant que Dalmas omette de comparer la politique quotidienne des partis stalinienis à celle du bolchevisme ? Il est vrai que, dans une autre partie de son livre, il s'exprime ainsi au sujet de la politique des partis stalinienis, en raison de leur liaison avec le Kremlin :

La théorie du stalinisme n'est qu'un réalisme à court terme centré sur l'Union soviétique... L'U.R.S.S. n'hésite pas à sacrifier les intérêts d'avenir des masses d'un pays aux besoins immédiats de sa tactique internationale (p. 212).

Cette affirmation — soit dit en passant — contredit ce que Dalmas écrit au sujet des partis stalinienis poursuivant comme fin la société sans classe. Mais la critique de Dalmas est un peu incomplète. L'histoire du dernier quart de siècle montre que le stalinisme sacrifie non seulement « les intérêts d'avenir », mais aussi les intérêts immédiats des travailleurs, surtout dans toute une série de cas où les intérêts immédiats exigeaient la lutte pour le pouvoir. Rappelons l'Allemagne de 1933 et les exemples d'une série de pays d'Europe occidentale au moment de la « libération ». L'expérience yougoslave elle-même qui fait l'objet de son livre ne montre-t-elle pas le stalinisme conjurant ses forces pour écraser une révolution prolétarienne victorieuse et ceux des siens qui ne se prêtent pas à cette besogne ? Dalmas, tout en se revendiquant de la dialectique marxiste, oublie qu'il y a une corrélation entre la fin et les moyens. Comment le stalinisme peut-il poursuivre comme but la société sans classe en sacrifiant les moyens, c'est-à-dire la lutte pour les intérêts immédiats et historiques de la classe qui peut seule mener à bonne fin cette transformation sociale ? En l'occurrence, ce qui compte n'est pas l'affirmation contenue dans des statuts et réaffirmée rituellement, mais le contenu réel de la politique de chaque jour. Si Dalmas se bornait à la lecture des statuts de la S.F.I.O. et à quelques déclara-

tions générales des leaders de la social-démocratie, il pourrait aussi écrire que celle-ci poursuit comme fin la société sans classe. Mais l'histoire de la social-démocratie a montré que le glissement dans une pratique réformiste lui a fait d'abord oublier, puis combattre l'objectif final. Il ne faut pas attendre autant de franchise des théoriciens stalinienis que des théoriciens réformistes comme Bernstein pour qui « le mouvement était tout, le but final rien ». En comparant l'évolution de la social-démocratie du marxisme au réformisme et l'évolution des partis communistes du bolchevisme au stalinisme, un marxiste reconnaîtra aisément que la place donnée au rôle de l'U.R.S.S. dans la stratégie des partis stalinienis a occupé la même place que le parlementarisme dans la stratégie des partis socialistes. Dans un cas comme dans l'autre, la place exceptionnelle donnée à un élément de la stratégie aux dépens des autres a entraîné, chez les uns comme chez les autres, une évolution profonde qui, en fin de compte, a cessé de faire d'eux les partis révolutionnaires qu'ils ont été à leur origine.

Dalmas pourra aussi observer que les partis social-démocrates ne renient pas plus leur origine révolutionnaire et le marxisme, que les partis stalinienis le bolchevisme. Au contraire, il n'est pas de Congrès socialiste sans une intervention avec trémolos sur le passé glorieux. Mais là aussi il ne pourrait venir à l'idée d'un marxiste de prendre de telles déclarations pour argent comptant. Les partis sociaux-démocrates d'aujourd'hui ne sont pas la continuation historique des partis qui ont, au cours de longues années de lutte, organisé pour la première fois les grandes masses ouvrières en Europe. De ces partis sont sortis, au lendemain de la première guerre mondiale, les partis communistes groupés dans la III^e Internationale. Ce sont ces partis qui étaient historiquement les véritables continuateurs des partis organisés par W. Liebknecht, Bebel, V. Adler, etc. Le stalinisme est, par rapport au bolchevisme, ce que le parti des Moch, Gouin, Ramadier est, par

rapport au parti de Guesde et de Lafargue à ses débuts. Un être vivant trouve sa continuation et dans sa descendance et dans son cadavre. Rosa Luxembourg qualifia de « cadavre puant » la social-démocratie d'après 1914. Ce n'était pas une boutade. Le stalinisme n'est la con-

tinuation du bolchevisme que comme antithèse de celui-ci. Le stalinisme représente, tout comme le réformisme sous d'autres formes, pour d'autres raisons, par d'autres moyens et avec d'autres méthodes, la contre-révolution dans les rangs ouvriers.

La conception du parti chez Lénine et chez Staline.

Quand Dalmas prétend que la théorie du parti chez les staliniens est celle du parti bolchevik, il se montre — disons-le lui en termes très modérés — d'une superficialité incroyable. Nous espérons qu'il ne juge pas seulement sur les statuts tels qu'ils sont rédigés. Qu'y a-t-il de commun entre le parti bolchevik et le parti stalinien tant du point de vue de son fonctionnement interne que de son rôle dans la lutte de classes ? En matière d'organisation du parti, le bolchevisme était avant tout **principliel**. Il se montrait très strict (certains disaient « sectaire », par un emploi erroné du mot), sur le plan de la doctrine marxiste; sa politique basée sur les principes du marxisme était discutée dans son sein très à l'apert et élaborée collectivement. La discipline dans l'action y trouvait sa justification. Elle ne supprimait pas, mais comportait la démocratie la plus ample, même au cours des années les plus dures de la révolution. Le stalinisme est avant tout **pragmatique** dans son activité. Dans les partis staliniens, la théorie marxiste est bafouée; à chaque tournant, une nouvelle série de théories est mise en circulation pour « justifier » une politique dictée d'en haut et déterminée avant tout par les besoins de la politique internationale du Kremlin. Dans les rangs de ces partis, personne ne s'avise de discuter les théories ou les politiques passées ou présentes de ceux-ci. « La critique et l'autocritique » sont une caricature de véritable discussion politique. La seule analogie qu'on peut invoquer dans le fonctionnement, c'est la discipline dans l'action; mais là aussi, la discipline du bolchevisme a un tout autre aspect que la discipline stalinienne du « chef génial », qui est du type de la caserne (à la seule différence depuis longtemps signalée qu'à la caserne on vous fout dedans, tandis qu'au P.C. on vous fout dehors. Cela n'est d'ailleurs plus vrai pour les P.C. des « démocraties populaires ». L'accession au pouvoir a aussi quelques inconvénients pour les dirigeants de ces partis).

Quant au rôle du parti dans la lutte de classe, il est complètement erroné de dire :

Lenine acceptait déjà de « court-circuiter » l'histoire par l'action d'une avant-garde précédant les masses (p. 212).

Tout en soulignant vigoureusement le rôle dirigeant du parti révolutionnaire, Lénine n'avait rien d'un blanquiste. Après la formation de la III^e Internationale, il a enseigné aux jeunes partis qu'elle venait de rassembler qu'ils ne devaient pas s'emballer, mais apprendre d'abord à se lier aux masses avant de pouvoir s'engager dans de grandes luttes (« **La maladie infantile** », débats du 3^e Congrès de l'I.C.). A plus forte raison, Lénine n'a jamais défendu la conception stalinienne que les partis communistes, ou plus exactement les appareils de ces partis soumis à des directions maniées par un « chef génial » puissent manipuler les masses et déjouer les lois de l'histoire.

Beaucoup ont cherché à démontrer une identité entre le bolchevisme et le stalinisme du fait de l'emploi de la manœuvre chez l'un et chez l'autre. La manœuvre est un élément de la politique comme de la guerre, elle ne peut à elle seule définir la nature d'une politique. Chez le stalinisme, la manœuvre est un élément permanent de la politique que la bureaucratie utilise pour tenter de tromper aussi bien les bourgeois que les prolétaires. Dans le bolchevisme, l'emploi de la manœuvre a été précisé par Lénine lui-même en ces termes :

D'où la nécessité, la nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits patrons. Le tout est de savoir appliquer cette tactique de manière à élever, et non à abaisser, le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre. (La maladie infantile.)

Entre le bolchevisme et le stalinisme, il y a vraiment deux conceptions absolument opposées du parti.

Le « fonds communiste » du stalinisme... et de la social-démocratie.

De tous les arguments de Dalmas pour prétendre que le stalinisme a un « fonds communiste », il ne reste que ceux-ci : les partis staliniens sont de composition prolétarienne et les ouvriers y adhèrent

parce qu'ils veulent ainsi lutter efficacement pour l'émancipation de leur classe et de l'humanité. Sur ces points, nous sommes d'accord avec lui. Il est incontestable que les ouvriers adhèrent aux

partis staliniens dans les pays capitalistes non pour les turpitudes de leurs directions, non à cause de leurs contorsions politiques ou de leur régime intérieur bureaucratique, mais pour défendre la cause de leur classe, pour assurer la victoire du communisme.

Mais si c'est essentiellement à cause de cela que Dalmas parle de **fonds communiste** des partis staliniens, il contredit ce qu'il dit par ailleurs, à savoir que le stalinisme a **déformé profondément la psychologie ouvrière** (p. 111). Nous reviendrons plus loin sur la « psychologie ouvrière ». Observons d'abord que l'argumentation de Dalmas n'a de valeur que pour les pays où le stalinisme est dominant dans le mouvement ouvrier et laisse bien des questions sans réponse. Que dire des pays comme la Belgique où, après quelques années de forte influence stalinienne dans la classe ouvrière, celle-ci est à nouveau presque tout entière polarisée par le parti socialiste ? Que dire des pays anglo-saxons ? Que dire des pays où le stalinisme s'effondre comme en Allemagne occidentale ? Quand Dalmas écrit :

Objectivement, par leur nature sociale, les partis staliniens sont les instruments politiques de la classe exploitée (p. 155)

et invoque à l'appui les millions d'électeurs communistes en France, il commet non seulement l'erreur relevée plus haut de croire aux affirmations gratuites des dirigeants staliniens sur leurs buts finaux, mais aussi celle de voir tous les partis staliniens à l'image du P.C.F. Il ignore tous les pays où les staliniens ne groupent qu'une minorité parfois insignifiante de la classe ouvrière. En fait, selon les critères de Dalmas, on pourrait tout aussi valablement affirmer que le L.P. britannique, le P.S. belge, le P.S. autrichien... sont « objectivement les instruments politiques de la classe exploitée » de leur pays. En invoquant aussi le fait que le P.S. autrichien a pris les armes contre Dollfus en 1934 ou que le parti de Spaak a été à la tête du mouvement révolutionnaire de juillet 1950 contre le roi Léopold III, on pourrait tout aussi bien parler d'un « fonds communiste » ou d'un « aspect double » de la social-démocratie.

La classe ouvrière et ses directions.

Un tel raisonnement qui aboutit à trouver des vertus profondément dissimulées dans le stalinisme pour certains pays ou dans le réformisme pour d'autres découle de dissertations oiseuses au sujet d'une « psychologie ouvrière » absolument indéfinissable scientifiquement au lieu d'une compréhension marxiste des rapports de la classe ouvrière et de ses directions. Au lendemain de deux guerres mondiales et malgré une accumulation de trahisons, la social-démocratie conserve la direction de millions de travailleurs. L'éclatante victoire d'Octobre 1917 n'a permis au bolchevisme d'entraîner sous sa direction qu'une fraction du prolétariat international. Malgré ses crimes et ses infamies, le stalinisme conserve encore la direction de très larges masses. Voilà des faits historiques formidables qui doivent servir de point de départ. Ils montrent que, si sous une seule et même direction politique, la classe ouvrière passe par des phases de lutte diverses en fonction de nombreux facteurs (2), la reconnaissance par toute la classe ouvrière ou partie de celle-ci d'une nouvelle direction révolutionnaire à la place d'une direction politique qui a dégénéré est un phénomène extrêmement complexe qu'on ne peut pas escamoter au moyen de quelques phrases plus rapidement écrites que pensées sur la « psychologie ouvrière », « l'aspect double du stalinisme » ou « la voie sclérosée des sectes d'opposition ». Il n'y a pas à notre connaissance d'étude historique et théorique d'ensemble de cette question ni de celle des rapports sociologiques entre la classe ou-

vrière et sa direction. Celle-ci est loin de refléter simplement, directement, celle-là. Dans « Les leçons d'Octobre », Trotsky montre que, précisément aux moments les plus tendus de la lutte des classes, la pression de la bourgeoisie s'exerce le plus fortement parmi les dirigeants même du parti révolutionnaire. Du parti révolutionnaire au moment même où l'insurrection armée se pose à l'ordre du jour ! C'est plus compliqué que la « psychologie ouvrière ». Comment se sont formées les directions ouvrières et quelles lois profondes sont à la base de ces processus ? Pour pouvoir aborder ces questions sur le plan théorique, il est indispensable de débrouiller le problème historiquement. Il faudrait étudier, au moins pour les pays qui ont joué un rôle essentiel dans le mouvement ouvrier mondial, l'histoire de la lutte de classe et des organisations ouvrières nationales ainsi que l'histoire des Internationales. Il faudrait partir des premières luttes ouvrières dans quelques grandes villes d'Europe au cours de la première moitié du XIX^e siècle et de la formation des premières organisations de masse sur un terrain à peu près vierge pour aboutir aux luttes gigantesques des masses de la moitié du 20^e siècle et à la formation des organisations et des directions sur un terrain occupé par de vieilles organisations fortement enracinées. Il faudrait aussi examiner le rôle joué par les organisations d'avant-garde, les tendances, les courants... A titre d'exemple, conseillons à Dalmas de méditer le livre que Daniel Guérin vient d'écrire sur les Etats-Unis. Il y verra, exposé d'une façon impressionnante, combien difficile est l'organisation de la classe ouvrière, comment une direction s'appuyant sur des couches étroites de la classe peut

(2) Dont les variations de conjoncture économique.

constituer un obstacle puissant à l'organisation de toute la classe et comment, cependant, dans cette organisation et cette direction réactionnaires, une nouvelle direction parvient à percer et toutes les limitations que cela entraîne; il y verra aussi le rôle considérable joué par les courants d'avant-garde en dépit de toutes leurs erreurs et leurs insuffisances dans la formation d'une nouvelle direction — sinon immédiatement au moment de l'éclosion de la nouvelle direction du moins indirectement par l'activité déployée au cours de longues années.

Une des conclusions auxquelles aboutirait une sérieuse étude du mouvement ouvrier international, notamment en ce qui concerne le passage de la II^e à la III^e Internationale, c'est — pensons-nous — que le développement politique et organisationnel de la gauche de la social-démocratie était insuffisant et, par suite, que la formation de l'Internationale communiste avec un seul parti national véri-

tablement mûr pour répondre aux problèmes posés par l'époque impérialiste était trop tardive. Ce retard considérable de la conscience sur l'existence constituée, à notre avis, une des raisons importantes (quoique pas la seule) de l'incapacité du bolchevisme après la première guerre mondiale à déloger la social-démocratie de ses positions dans le mouvement ouvrier et de la rapidité avec laquelle la dégénérescence de l'U.R.S.S. entraîna celle des partis communistes. Dans le même ordre d'idées, nous sommes fermement convaincus que l'histoire ne manquera pas de dire que les trotskystes, par leur action et leur organisation auront, en dépit de bien des erreurs et des insuffisances, puissamment contribué à raccourcir le chemin qui mène à la victoire du prolétariat mondial. Le « court-circuit » de l'histoire provient non de la substitution de l'action du parti à celle de la classe, mais de la conscience que le parti apporte à l'action de la classe.

Des oublis!

Une erreur de ceux qui, comme Dalmas, ont tant de faiblesses envers le stalinisme consiste à identifier celui-ci à l'organisation qu'il dirige et à la classe ouvrière elle-même, au lieu de souligner les intérêts sociaux que le stalinisme défend dans le monde, à savoir ceux de la bureaucratie soviétique. Dans la partie de son livre où il indique les leçons tirées par les Yougoslaves de leur expérience, Dalmas fait état de l'existence de cette bureaucratie. Mais dans toute la partie essentielle, celle qui se donne comme objet de prouver la filiation bolchevique du stalinisme, la bureaucratie ne se trouve mentionnée qu'accidentellement. N'est-il pas stupéfiant de lire :

Qu'ils oublient un instant les mensonges, l'hystérie absurde des calomnies, les procès de Grand-Guignol, les emprisonnements arbitraires, les millions d'esclaves des camps russes, les virages politiques... (p. 162) ?

Qu'ils oublient un instant! Dalmas oublie beaucoup de choses et pour beaucoup plus qu'un instant. Il oublie que le

stalinisme est « sorti » du bolchevisme par des épurations féroces dans lesquelles ont été exterminés les cadres de la révolution russe et par des aventures qui ont coûté la vie à des milliers et des milliers de communistes dans le monde. Il oublie toutes les défaites que le stalinisme a provoquées. Il oublie notamment l'Allemagne de 1933 où le stalinisme a conjugué sa politique à celle du réformisme et laissé venir Hitler au pouvoir. Il oublie que cette trahison a valu la deuxième guerre mondiale. Voulant faire une théorie « non passionnée » du stalinisme il dit :

Les agitateurs de la conquête du pouvoir ont été remplacés par les administrateurs de l'exercice du pouvoir (p. 211).

oubliant totalement que les administrateurs défendent « l'exercice du pouvoir » en U.R.S.S. non pas pour préserver les intérêts des travailleurs de l'U.R.S.S. et du monde entier, mais d'une manière qui assure avant tout les privilèges de ces administrateurs et mine, à longue échéance, les conquêtes de la révolution

Partis staliniens et stalinisme.

Un examen non historique, une méthode d'analyse par simple comparaison (erronée, par-dessus le marché) de quelques caractéristiques ont amené Dalmas à associer bolchevisme et stalinisme et à passer à côté des enseignements les plus importants de la révolution yougoslave sur le stalinisme. L'expérience yougoslave montre que le stalinisme, à la différence du bolchevisme, n'a pas de valeur internationale, qu'il n'apporte rien à la révolution prolétarienne; au contraire,

l'expérience yougoslave montre que, dans le premier pays où la révolution prolétarienne a triomphé depuis que le stali-

(3) Sur ce point aussi, la dégénérescence de la social-démocratie s'est traduite par la prépondérance d'un cadre d'administrateurs d'organisations (syndicats, coopératives...), dans la détermination de la politique du parti. « L'exercice du pouvoir » dans les organisations ouvrières s'est substitué au but final.

nisme s'est développé dans le mouvement ouvrier, l'avant-garde dans ce pays a été amenée, par la force même des choses et en grande partie contre sa propre volonté, à entrer en lutte contre le stalinisme et, pour pouvoir progresser, à retrouver toute une série de notions que le stalinisme avait révisées, défigurées, trahies. Autrement dit, l'expérience yougoslave vérifie ce que nous, trotskystes, disions du stalinisme, c'est-à-dire qu'il était un phénomène spécifique d'une période de recul du mouvement ouvrier, d'isolement et de dégénérescence du premier Etat ouvrier, et que ce phénomène serait mis en échec avec un renouveau du mouvement révolutionnaire. Cette démonstration a été faite par la révolution yougoslave, la première qui ait triomphé depuis 1917; quel que puisse être ultérieurement le développement des événements en Yougoslavie, cette démonstration restera.

Dans le livre de Dalmas, une idée non exprimée nettement mais sous-jacente à l'ouvrage est que la Yougoslavie a montré qu'il fallait miser sur les partis staliens, car s'ils parviennent à se détacher du Kremlin ils constituent une force révolutionnaire incomparable. Il est certain que, dans les pays où le stalinisme est dominant dans le monde ouvrier, c'est dans les rangs des partis staliens que se trouve le gros du véritable parti révolutionnaire et que le problème essentiel est de détacher ces forces révolutionnaires de la direction réactionnaire du stalinisme. Avant l'expérience yougoslave, nous avions toujours plus spécialement insisté sur l'inévitabilité de la rupture d'ailes plus ou moins grandes des partis staliens (y compris de parties de leurs appareils) avec le Kremlin sous la pression de grandes luttes des masses. L'expérience yougoslave a montré qu'il était possible dans certains cas (car rien ne serait plus faux de généraliser, après tant d'expérience contraires) que la rupture pourrait englober tout un parti et, qui plus est, un parti arrivé au pouvoir. Mais l'expérience yougoslave montre aussi (les événements ayant largement évolué depuis le moment où Dalmas écrivait son livre) que la rupture avec Moscou ne transforme pas *ipso facto* un parti stalinien en un parti bolchevik. Au contraire, le passé stalinien a continué à peser lourdement sur ce parti surtout en matière de politique extérieure. La rupture a ouvert la voie à de multiples possibilités, il ne suffit pas d'une seule opération chirurgicale — si importante soit-elle — pour que l'organisme fonctionne bien, il faut encore une lutte très intense de forces sociales, une lutte dans laquelle stalinisme et bolchevisme se retrouvent opposés l'un à l'autre.

Quoi qu'il en soit, cette question de la force révolutionnaire contenue, freinée, utilisée à des fins contraires par les partis staliens pose une question d'orientation de travail aux militants révolutionnaires conscients de cette contradiction interne des partis staliens; du point de vue de la stratégie des sections de la IV^e Internationale dans une série de pays, ce problème est d'une importance excep-

tionnelle, décisive même (tout comme la stratégie envers la social-démocratie dans une série d'autres pays). Mais on ne contribue pas à le résoudre en identifiant partiellement bolchevisme et stalinisme; au contraire, on en rend la solution plus compliquée, en posant le problème en termes théoriques erronés.

L'erreur de ceux qui, comme Dalmas, montrent tant de faiblesses à l'égard du stalinisme, l'erreur de tant de révolutionnaires, est qu'ils jugent avant tout une organisation d'après le nombre de ses adhérents et pensent que les organisations qui contiennent peu de membres ne sont que des sectes. Les sectes sont des organisations qui prétendent faire passer les mouvements de masse par des formes et des méthodes déduites d'un système préconçu. Les marxistes révolutionnaires, parce qu'ils ont une vue historique du mouvement des masses, s'intègrent dans ce mouvement et y apportent, en les appropriant à l'expérience propre des masses auxquelles ils s'adressent, le programme, les mots d'ordre et les moyens d'action enseignés par toutes les luttes des masses. Il est vrai que, pendant longtemps et pour de multiples raisons, les masses suivent des directions qui ne luttent pas pour leurs intérêts immédiats et historiques. Les petites formations ou même les individus, comme ce fut longtemps le cas pour Marx et Engels, pour le parti bolchevik avant 1917 et comme c'est à présent le cas pour la IV^e Internationale, peuvent ressembler à des sectes du point de vue numérique, mais du point de vue du programme et des intérêts des travailleurs — et c'est ce qui, en fin de compte, est décisif — ce ne sont nullement des sectes mais les véritables porte-parole de la classe ouvrière. Le sectarisme — politiquement parlant — ce n'est pas seulement l'apanage de certains petits groupements prisonniers d'un système ou d'un schéma, fut-il construit sur des idées marxistes, mais aussi des appareils avec leurs intérêts spécifiques opposés à ceux du prolétariat. L'histoire suit des voies bien capricieuses; elle peut sembler favoriser un appareil aussi puissant que celui qui vit aux crochets de la Révolution d'Octobre et qui a amoncelé les défaites ouvrières. Mais on ne peut ruser tout le temps avec elle. La lutte des classes reste le facteur décisif de la transformation de la société. Les appareils bureaucratiques ne font pas avancer l'histoire; ils en retardent la marche, surtout quand ils peuvent parvenir à tromper de grandes masses par un camouflage révolutionnaire. La décomposition avancée du capitalisme présente de grands dangers en raison de la faiblesse de la direction révolutionnaire. Pour écarter le danger d'une troisième guerre mondiale, pour assurer le triomphe mondial de la révolution prolétarienne, il faut décisivement rompre avec le stalinisme et, comme la IV^e Internationale, agir sous le drapeau du bolchevisme.

Le 15 décembre 1950.

Pour la discussion préparatoire au 3^{ème} Congrès Mondial

Thèse sur les perspectives internationales et l'orientation de la IV^e Internationale

I. — Ayant échoué dans les multiples tentatives qu'il a faites depuis la dernière guerre pour arrêter la désagrégation de son système mondial et restaurer son équilibre, et se trouvant menacé par une nouvelle crise de surproduction, l'impérialisme se lance à nouveau dans la préparation accélérée, militaire et politique, d'une nouvelle guerre mondiale.

II. — Cette tendance à la guerre, inhérente au système capitaliste dans sa phase impérialiste de décadence et de décomposition, existait naturellement dès la liquidation de la deuxième guerre mondiale et le début de la « guerre froide ». Toutefois, ce qui caractérise essentiellement le cours pris récemment par la politique des impérialistes, c'est le passage d'une préparation principalement idéologique de la nouvelle guerre (par une croisade anti-soviétique et anti-communiste en général) à une préparation militaire et politique plus précise de la guerre.

Ce tournant se concrétise par l'orientation essentielle de l'économie des principaux pays capitalistes vers une économie d'armements et de guerre, et la subordination du caractère politique de tous leurs « plans » et idées (« Plan Marshall », « Plan Schuman », « Unification de l'Europe ») à un caractère militaire.

III. — A cette évolution de la politique impérialiste, la bureaucratie soviétique oppose l'accélération de ses propres armements et plans militaires, l'intégration plus totale des pays satellites de l'Europe dans son orbite économique et politique, les efforts pour empêcher un développement autonome de la révolution chinoise afin d'utiliser celle-ci à ses propres fins, et, de la part des Partis Communistes, une politique d'obstruction aux plans anti-soviétiques de la bourgeoisie, une politique de harcèlement et de pression sur celle-ci, afin de l'obliger à un compromis qui allongerait les délais du déclenchement de la guerre.

IV. — Pour des raisons fondamentales qui tiennent à la nature même de la bureaucratie soviétique, celle-ci, malgré les apparences, craint la rupture brusque de tout équilibre, redoute l'éveil et le triomphe mondial des forces révolutionnaires, même si celles-ci sont dirigées à la première étape par les Partis Communistes, et elle poursuit une politique essentiellement conservatrice et défensive, centrée avant tout sur le renforcement économique, diplomatique et militaire de son bastion : l'U.R.S.S.

De ce point de vue, la tentative de mettre sur le même plan le caractère agressif et expansionniste par sa nature même de la politique impérialiste, dont la guerre n'est qu'un développement nécessaire et la politique de la bureaucratie soviétique, et parler d'aspirations égales à la domination mondiale aussi bien des U.S.A. que de l'U.R.S.S., c'est sombrer dans la confusion théorique, dont il découle toute une série de conclusions politiques erronées dans leur base même.

V. — Malgré l'orientation, à présent renforcée de l'impérialisme vers la guerre, la perspective de compromis temporaires entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. reste toujours ouverte.

L'impérialisme est conscient du rapport de forces défavorable à l'étape actuelle pour qu'il puisse gagner une guerre déclenchée contre l'U.R.S.S., ses satellites européens et la Chine, guerre qui, par la force des choses, se transformera dès le début en guerre civile internationale.

Il ne peut encore compter sur une résistance tant soit peu effective d'aucun pays capitaliste de l'Europe occidentale, celle-ci risquant de passer rapidement, en cas de guerre, dans sa totalité, sous le contrôle des armées soviétiques, des Partis Communistes ou des masses révolutionnaires.

L'Asie tout entière peut, dans les mêmes délais rapides, connaître un sort identique.

Par conséquent, dans le cas d'une guerre déclenchée à l'étape actuelle par l'impérialisme, il lui faudrait envisager une situation dans laquelle pratiquement l'impérialisme américain, partiellement secondé par l'impérialisme anglais, aurait à faire face à la coalition de l'Europe tout entière et de l'Asie, passées sous le contrôle des forces adverses.

Dans un tel rapport de forces, la victoire de l'impérialisme deviendrait problématique en présence d'un chaos universel.

VI. — Pour cette raison, il est beaucoup plus probable que l'impérialisme prolongera la période de sa préparation jusqu'à ce qu'il atteigne la limite de sa capacité d'amortir la crise économique et de maintenir son contrôle sur les masses américaines.

Il lui sera d'autre part d'autant plus possible de poursuivre cette ligne que la bureaucratie soviétique, soucieuse elle aussi pour ses raisons propres, d'éviter le déclenchement d'une guerre générale, se prêtera à la conclusion de compromis partiels, limités ou plus étendus, et à la politique d'un partage de zones d'influence et d'avantages réciproques.

VII. — Ce sont les progrès réalisés dans la stabilisation de l'économie et des rapports de classe en Europe occidentale, de quelques positions-clés en Asie et dans le programme des armements en cours d'exécution, qui décideront, en partie, dans les années qui viennent, du degré de préparation de l'impérialisme pour déclencher et gagner une guerre générale. Si l'impérialisme réussissait dans les quelques années à venir à stabiliser et réarmer sérieusement la « communauté atlantique » (en y intégrant l'Allemagne occidentale) et certaines bases importantes en Asie (Japon, Philippines, Corée, Formose, Vietnam, Indonésie, Moyen-Orient), et à maintenir fermement son contrôle sur les masses américaines, on pourrait alors conclure à l'existence d'un rapport de forces qui permettrait à l'impérialisme d'envisager comme fort probable sa victoire dans une guerre mondiale.

VIII. — Cependant, ces préparatifs de l'impérialisme seront inévitablement contrecarrés par la résistance qu'opposeront les masses de l'Europe occidentale, des pays asiatiques et des Etats-Unis même, à une nouvelle détérioration de leur niveau de vie et à la destruction de leurs libertés pour permettre à la bourgeoisie d'exécuter son programme d'armements et de guerre.

IX. — L'orientation de l'économie capitaliste vers l'économie des armements de guerre pourra, pour une certaine période, éviter un approfondissement de la crise de surproduction qui menaçait déjà partout, maintenir l'activité économique aux niveaux de 1950 et même les dépasser dans certains cas.

Mais, en même temps, elle entraînera une nouvelle poussée inflationniste et l'abaissement du niveau de vie des masses, une partie importante de leur pouvoir d'achat devant nécessairement financer le programme d'armements de la bourgeoisie.

Cependant, les marges d'équilibre instable auquel la bourgeoisie est parvenue péniblement dans les pays capitalistes sont tellement étroites qu'il risque de disparaître à nouveau rapidement dans la nouvelle conjoncture.

L'impérialisme américain lui-même risque cette fois d'atteindre les limites de sa capacité à pouvoir combiner, comme il l'a fait jusqu'à présent, une politique intérieure de « welfare state », ses préparatifs de guerre et le soutien des autres pays capitalistes.

X. — En réalité, si la bourgeoisie persiste à poursuivre son colossal programme d'armements, nécessaire pour éviter passagèrement l'approfondissement de la crise économique et envisager avec confiance le cas d'une guerre générale, elle sera forcée d'abandonner toute velléité de combiner une politique de « justice sociale » avec la préparation intense de la guerre, et elle sera contrainte d'abaisser partout sérieusement, y compris aux Etats-Unis, le niveau de vie des masses.

Elle ne pourra réussir à accomplir cette tâche qu'en brisant la résistance inévitable des masses à travers une série de luttes d'envergure qui décideront en définitive des possibilités de la bourgeoisie de mener la guerre.

Malgré la direction stalinienne et réformiste du mouvement ouvrier dans les pays d'Europe occidentale et malgré le rôle traître de la bureaucratie syndicale aux U.S.A., nulle part encore la bourgeoisie ne peut envisager de réussir à infliger dans les quelques années à venir une série de défaites décisives au prolétariat et à instaurer des régimes « forts », dictatoriaux ou fascistes, capables de mener la guerre.

Ceci est particulièrement le cas de l'Allemagne occidentale, de l'Italie, de la France, de l'Angleterre. Les réactions des masses aux U.S.A. auront naturellement une importance particulière et pourront déterminer des modifications profondes dans l'évolution de la situation internationale, les délais et les préparatifs de la guerre.

XI. — Pour que le mouvement de la IV^e Internationale puisse correspondre comme par le passé à un besoin historique, s'insérer avec succès dans le mouvement des masses et adopter une attitude correcte sur les perspectives de guerre, il est nécessaire de réaffirmer et de préciser ses positions programmatiques dans une série de questions, entre autres celles de l'U.R.S.S. et du stalinisme.

Les positions prises par les courants antistaliniens du mouvement ouvrier autres que les trotskystes, et l'évolution de la politique du gouvernement et du P.C. yougoslaves au sujet de la guerre de Corée, ont démontré une fois de plus qu'il est impossible d'adopter, en face de l'évolution de la situation internationale et des perspectives de guerre une attitude de classe correcte sans une juste évaluation de l'U.R.S.S. et du stalinisme, de leur nature et des perspectives de leur évolution.

XII. — Malgré la dégénérescence extrême de la bureaucratie soviétique, l'U.R.S.S. n'est pas redevenue un pays capitaliste, et la structure de son économie étatisée et planifiée s'est maintenue. Cette structure économique, rendue possible grâce à la Révolution d'Octobre et l'expropriation de la bourgeoisie, n'est pas soumise aux lois du capital financier définies par la théorie léniniste de l'impérialisme. Elle se distingue fondamentalement, qualitativement, du capitalisme même le plus développé; dans celui-ci il existe des tendances à l'étatisation et à la planification économique, mais elles ne se réalisent jamais intégralement, et elles restent subordonnées aux intérêts et aux antagonismes des groupes monopoleurs privés. Elles sont, d'autre part, constamment minées par la multitude des producteurs libres moyens et petits, qui reproduisent quotidiennement le capitalisme privé et empêchent toute planification véritable.

L'étatisation de tous les moyens de production et la planification de l'économie, qui distinguent l'U.R.S.S. et, à un moindre degré, le processus entamé dans les « démocraties populaires », ne sont pas le résultat d'une évolution organique du régime capitaliste antérieur au capitalisme d'Etat mais le produit d'une lutte de classe précise, quoique déformée dans le cas des « démocraties populaires » par l'intervention militaro-bureaucratique du stalinisme, qui a abouti au renversement des classes possédantes et de l'impérialisme.

Les changements de structure économique et sociale dans ces pays résultent de changements brusques, à la suite d'une lutte, dans les rapports de force des classes et non pas de l'aboutissement d'une évolution générale du capitalisme vers le capitalisme d'Etat.

En dépit du caractère parasitaire extrême de la bureaucratie soviétique, qui est devenue une entrave majeure au développement économique, on ne peut pas affirmer qu'en U.R.S.S. les forces productives stagnent ou aient cessé de progresser. C'est une preuve supplémentaire des possibilités du système de l'économie étatisée et planifiée que la bureaucratie n'a pas pu encore détruire complètement.

XIII. — La bureaucratie soviétique n'est pas redevenue une classe capitaliste et n'est pas non plus une classe d'un type nouveau. Elle reste attachée dans sa très grande partie à la structure économique actuelle de l'U.R.S.S. dont elle comprend les avantages et d'où elle puise ses privilèges. Elle est soumise à des pressions, des luttes et des différenciations en son sein, provoquées par l'hétérogénéité sociale de ses couches, la pression des masses soviétiques et celle du prolétariat international et de l'impérialisme. Elle continue à enfermer et à exprimer dans sa politique les éléments doubles et contradictoires dans leur unité dialectique, de sa position actuelle de caste privilégiée érigée au pouvoir d'un Etat d'origine ouvrière et de structure anticapitaliste. Elle ne peut pas se rendre à l'impérialisme sans se perdre en tant que telle en U.R.S.S.; elle ne peut pas reposer d'autre part sur le prolétariat et sur l'extension de la révolution mondiale, qui stimulerait la lutte des masses soviétiques pour la renverser. Cette extension enlèverait, d'autre part, par l'organisation et le développement rapide des forces productives dans le monde, les raisons objectives de l'existence et surtout de l'omnipotence de toute bureaucratie. Elle poursuit une politique d'équilibre entre l'impérialisme et le prolétariat, utilisant l'un contre l'autre, afin de préserver avant tout ses positions en U.R.S.S.

XIV. — La mainmise de la bureaucratie soviétique sur les directions des Partis Communistes s'est faite à travers la dégénérescence de la III^e Internationale, dont la base est restée profondément attachée à la Révolution d'Octobre et à l'U.R.S.S.

Manipulant ces directions à son gré, la bureaucratie soviétique utilise les Partis Communistes comme instruments de sa politique internationale. Les directions de ces partis se prêtent à ce jeu parce qu'elles sont composées elles-mêmes d'éléments bureaucratés, puisant leur influence sur les masses et leurs privilèges avant tout dans le fait qu'ils apparaissent aux masses comme mandataires désignés de la Révolution d'Octobre et de l'U.R.S.S., « patrie socialiste ».

Cependant, les Partis Communistes, là où ils sont encore des organisations de masse, groupant encore, surtout après la dernière guerre, dans plusieurs pays de l'Europe et de l'Asie la partie la plus révolutionnaire de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, ne peuvent pas se laisser réduire à être, en toute circonstance, de simples agences de transmission et d'exécution des ordres de la bureaucratie soviétique.

On ne pourra pas adopter envers eux une politique juste et l'on ne pourra pas expliquer le cas du Parti Communiste yougoslave ni d'autres cas analogues qui se sont présentés et qui se présenteront inévitablement à l'avenir, particulièrement dans la perspective d'une guerre contre l'U.R.S.S. si l'on ne comprend pas complètement la dialectique des Partis Communistes et leurs rapports avec le mouvement des masses.

XV. — Ni par leur direction inféodée à la bureaucratie soviétique, ni par leur base, ni par leurs rapports avec la classe ouvrière et les masses pauvres en général, les Partis Communistes ne sont exactement des partis réformistes. Ils renferment

des éléments contradictoires qui ont été mis clairement en lumière depuis le pacte germano-soviétique de 1939.

Entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, ils se rangent invariablement et sans désertions notables du côté de la bureaucratie soviétique, même dans ses revirements les plus brusques.

D'autre part, dans la mesure où ils se lient à un réel mouvement révolutionnaire de masses, ils subissent sa pression et peuvent, dans certaines conditions favorables, aller au delà des buts que la bureaucratie soviétique leur fixe, et esquisser une orientation révolutionnaire. Cela signifie plus précisément la possibilité pour ces partis, placés dans de telles conditions favorables, de se voir obligés d'entreprendre une lutte pour le pouvoir contre les classes possédantes et l'impérialisme.

Ce qui serait antimarxiste n'est pas de contester cette possibilité, prouvée aussi bien par l'expérience du P.C.Y. qu'en partie par celle du P.C. chinois, mais d'affirmer que le poids de l'appareil bureaucratique est en toute circonstance plus décisif que la pression du mouvement des masses.

Les conditions objectives déterminent à la longue le caractère et la dynamique du mouvement des masses qui, porté à un certain niveau, peut avoir raison de tous les obstacles subjectifs dans la voie de la révolution. Cette conception continue d'être à la base de notre optimisme révolutionnaire et éclaire notre attitude envers les Partis Communistes.

Dans le cas de puissants soulèvements révolutionnaires de masses, comme ceux qui se sont produits pendant la guerre en Yougoslavie, en Chine, et récemment en Corée, et comme ceux qui se produiront inévitablement dans la perspective exposée ci-dessus, il n'est pas exclu que certains Partis Communistes puissent être entraînés avec le gros de leurs forces hors de l'orbite stricte de la bureaucratie soviétique et esquisser une orientation révolutionnaire.

A partir de ce moment ils cesseraient d'être exactement des partis stalinien, simples instruments de la politique de la bureaucratie soviétique et se prêteraient à une différenciation et à un cours de politique autonome.

La IV^e Internationale ne peut pas se permettre de renouveler, en cas de nouveaux soulèvements révolutionnaires dirigés par des Partis Communistes, les erreurs d'appréciation commises dans le passé en Yougoslavie ou en Chine. Au contraire, consciente de la lutte gigantesque qui surgira dans la conjoncture d'une guerre générale, aussi longtemps que le rapport de forces en Europe et en Asie ne serait pas profondément changé en faveur de la bourgeoisie et de l'impérialisme, et de la lutte engagée déjà dans plusieurs pays coloniaux, elle doit prêter une attention accrue à l'évolution des P.C. de ces pays et trouver les moyens de s'insérer dans le mouvement des masses et d'influencer la base de ces partis.

XVI. — Si l'on comprend correctement la nature de la bureaucratie soviétique, des P.C., de leurs rapports mutuels et de leurs rapports avec le mouvement des masses, on ne peut pas conclure à un avenir historique quelconque du stalinisme, c'est-à-dire de la bureaucratie soviétique. Ceux qui parlent de la possibilité d'une expansion mondiale du stalinisme et d'une ère possible de domination du « capitalisme bureaucratique » ou de « collectivisme bureaucratique » stalinien partent de considérations théoriques fondamentalement erronées concernant l'U.R.S.S. et le stalinisme. Ils déduisent « l'expansionisme » soviétique et sa soi-disant tendance à la domination mondiale, soit d'une structure « capitaliste, monopoliste » de l'U.R.S.S. qui la pousserait, comme les pays dominés par le grand capital financier, à une politique impérialiste, soit du caractère « totalitaire » de cette politique. Ils considèrent, d'autre part, que les prémisses économique-sociales d'une bureaucratie analogue à celle de l'U.R.S.S. existent déjà dans le mouvement des Partis Communistes, permettant d'associer partout, en cas de victoire de ces partis, un pouvoir politique analogue à celui de l'U.R.S.S.

En réalité, la bureaucratie soviétique ne poursuit aucunement une politique systématique « d'expansion », et chaque élargissement du pouvoir « stalinien » dans le monde introduit, au contraire, en même temps, avec le renforcement passager du prestige stalinien, des éléments de désagrégation de ce pouvoir.

XVII. — L'extension de l'influence de la bureaucratie soviétique dans le glacis européen n'est pas une preuve de la politique « d'expansion » systématique à laquelle la bureaucratie soviétique, tout comme l'impérialisme, se trouverait acculée. La bureaucratie soviétique n'a mis la main sur ces pays qu'à la suite des conditions particulièrement favorables créées par la guerre, grâce à l'accord qu'elle a pu conclure avec l'impérialisme « démocratique » et grâce à la décomposition extrême du régime capitaliste dans ces pays, ce qui n'exigea aucune lutte révolutionnaire d'envergure pour l'abattre.

Même dans ces conditions extrêmement favorables, la bureaucratie a procédé dans ces pays avec prudence, se montra encore prête au début à faire des concessions à l'impérialisme, et consolida par étapes son contrôle absolu sur les masses avant de décider d'accélérer l'intégration de ces pays dans son orbite économique et politique.

Dans tous les autres pays capitalistes, qu'elle considérait comme dépendant de l'influence impérialiste, et même dans des pays comme la Yougoslavie, la Grèce et la Chine, où le mouvement des masses avait déjà progressivement atteint le pouvoir direct de la bourgeoisie, la bureaucratie soviétique a saboté le développement révolutionnaire et la prise du pouvoir.

Ensuite, l'intégration à laquelle la bureaucratie procède actuellement dans le

glacis exigea, dans plusieurs cas, surtout là où le P.C. représentait une force réelle liée à un réel mouvement de masse (comme en Bulgarie, en Tchécoslovaquie et, en partie, en Pologne), la destruction des appareils autochtones des P.C. et leur remplacement par des fonctionnaires guépéoutistes, directement maniés par le Kremlin.

XVIII. — La bureaucratie soviétique s'oppose fondamentalement par sa nature au développement des forces révolutionnaires dans le monde, et il est exclu que, même dans le cas d'une guerre générale contre l'U.R.S.S., la bureaucratie puisse pousser les P.C. à prendre le pouvoir dans des régions du monde qu'elle ne pourra pas contrôler, entre autres par exemple aux U.S.A. — qui est pourtant la citadelle de l'impérialisme.

Ce n'est qu'en partant d'une telle compréhension profonde de la nature de la bureaucratie soviétique qu'on peut se débarrasser de la hantise de la « domination stalinienne », dénoncer le rôle mondialement contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique, saisir et exploiter les rapports contradictoires concrets qui existent entre celle-ci, les P.C. et les mouvements de masse, et appuyer à fond tout mouvement révolutionnaire, anticapitaliste et anti-impérialiste, qui rétrécit encore davantage la base de l'impérialisme dans le monde, même si ce mouvement, dans une première étape, est dirigé par une direction d'obédience stalinienne.

C'est à ce prix et par cette tactique que le prolétariat révolutionnaire surmontera le stalinisme.

XIX. — Aux tentatives de l'impérialisme pour retrouver un équilibre et résoudre passagèrement sa crise en réintroduisant dans son orbite les marchés de l'U.R.S.S., des « démocraties populaires » d'Europe, de la Yougoslavie, de la Chine et des régions asiatiques en révolte, la IV^e Internationale opposera la défense de tous pays et des révolutions coloniales. Cette conception de la défense ne s'applique pas aux cas de l'Allemagne orientale et de la zone d'occupation soviétique en Autriche.

En aucune façon la tâche de renverser la bureaucratie soviétique et de briser sa mainmise sur le mouvement ouvrier ne pourra être confiée à l'impérialisme.

D'autre part, défendre ces pays et les révolutions coloniales en Asie, qui échappent actuellement au contrôle direct de l'impérialisme, ne signifie pas seulement œuvrer à maintenir et aggraver le déséquilibre et la crise de l'impérialisme et, par conséquent, renforcer les potentialités révolutionnaires objectives. Cela signifie en même temps miner à la longue le pouvoir de la bureaucratie soviétique de l'intérieur du camp révolutionnaire, car seuls l'élargissement et le renforcement de la crise révolutionnaire mondiale affaibliront le pouvoir de la bureaucratie et ouvriront les perspectives de son élimination d'une façon progressive.

XX. — Pour les masses prolétariennes et coloniales l'alternative n'est pas exactement entre la « démocratie » bourgeoise, si mutilée et défigurée qui subsiste encore dans quelques pays métropolitains, et le joug de la bureaucratie soviétique.

L'impérialisme, qui pour survivre est obligé d'abaisser constamment le niveau de vie de ses propres masses métropolitaines et de détruire progressivement leurs libertés, condamne le prolétariat et les masses coloniales des pays qu'il contrôle à un régime de famine et de dictature policière ouverte, à la Franco, à la Tsaldaris, à la Tchang-Kai-Chek, à la Bao-Daï, à la Sygman Rhee.

Sous de tels régimes la propagande stalinienne restera toujours vivace et, en l'absence d'une force et d'une solution véritablement prolétariennes, leurs masses se prêteront encore à l'influence des P.C.

XXI. — Pour être efficace et contribuer véritablement à l'évolution historique, la politique du prolétariat révolutionnaire ne doit pas partir de ce qui devrait être mais de ce qui est, et savoir passer d'une situation à une étape supérieure en conservant tout l'acquis de la lutte révolutionnaire passée. Elle doit être capable d'exploiter les éléments contradictoires et transitoires de l'évolution complexe, non rectiligne, que la dégénérescence de l'U.R.S.S. et le stalinisme ont rendue encore plus difficile.

La défense de l'U.R.S.S., des « démocraties populaires » de l'Europe, de la Yougoslavie et de la Chine, ne signifie pas la défense de la bureaucratie soviétique ou de la politique des directions staliniennes des P.C. Elle ne signifie pas non plus la défense d'« Etats ouvriers » (sauf pour la Yougoslavie) dans le sens des normes définies par Marx et Lénine. La défense de l'U.R.S.S. constitue la ligne stratégique de la IV^e Internationale, et ses applications tactiques restent, comme par le passé, subordonnées au libre développement du mouvement des masses, contre toute tentative de la bureaucratie soviétique, de l'armée russe et des directions staliniennes, de l'étouffer et de le briser.

Dans l'orbite soviétique, nulle part le prolétariat ne gouverne directement et nulle part le renversement du régime capitaliste et de l'impérialisme n'a ouvert la voie à une libre évolution vers le socialisme et le communisme. L'expropriation politique du prolétariat par la bureaucratie constitue une entrave majeure à une telle évolution et maintient le prolétariat dans des conditions d'inégalité croissante et d'oppression bureaucratique et policière accrue, par rapport à certaines formes « démocratiques » du régime bourgeois.

Cependant, pour dépasser cette situation dans laquelle le renversement du capitalisme et de l'impérialisme fut suivi par l'expropriation politique du prolétariat, il est nécessaire de combiner la lutte contre la bureaucratie à la conservation de cet

acquis : le renversement du régime capitaliste, l'expropriation de la bourgeoisie, de la féodalité, de l'impérialisme, l'étatisation et la planification de l'économie.

Seul le prolétariat révolutionnaire est capable de mener une telle lutte combinée par la dialectique de l'évolution, tandis que la victoire de l'impérialisme sur l'U.R.S.S., les « démocraties populaires », la Yougoslavie, la Chine et les révolutions coloniales signifierait une défaite de la révolution mondiale, une marche historique en arrière de tout le processus révolutionnaire de notre époque.

XXII. — La IV^e Internationale n'a cessé et ne cessera de combattre et de dévoiler les mythes de la bureaucratie soviétique et stalinienne en général autour du « socialisme réalisé en U.R.S.S. » et du « socialisme en voie de réalisation » dans des « démocraties populaires », ainsi que d'œuvrer au renversement de ces bureaucraties par le prolétariat révolutionnaire.

Ces mythes déforment monstrueusement la réalité des conditions du prolétariat dans ces pays.

La IV^e Internationale lutte pour que le prolétariat puisse diriger le combat pour le pouvoir et diriger la révolution et le pouvoir conquis, effectivement au nom de la classe tout entière, par ses organes directs de classe : Parti, Syndicats, Soviets, contre toute bureaucratie.

Elle déclare que le libre développement socialiste n'est possible qu'à ce prix.

D'autre part, le prolétariat ne réussira dans cette tâche et n'évitera complètement la déformation bureaucratique de ses organismes, et surtout de son pouvoir, que dans la mesure où le camp révolutionnaire s'élargira dans le monde et où la révolution gagnera de plus en plus les domaines importants de l'économie mondiale.

Le « socialisme dans un seul pays » n'est pas seulement une utopie petite-bourgeoise, il implique aussi une dégénérescence bureaucratique et opportuniste certaine, à la longue, du pouvoir prolétarien.

XXIII. — Dans les grandes luttes inévitables que provoquera la préparation précise de l'impérialisme à la guerre, entraînant des nouveaux sacrifices des masses et de nouvelles atteintes graves à leurs libertés, notre mouvement a pour tâche de s'insérer encore mieux dans le mouvement des masses; ceci afin d'en favoriser l'issue révolutionnaire et d'occuper les meilleures positions possibles en vue du rôle qu'il aura à jouer surtout lors de la gigantesque crise révolutionnaire qui surgirait en cas de guerre générale, aussi longtemps que le rapport de forces en Europe et en Asie ne serait pas profondément changé en faveur de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Dans une série de pays où le stalinisme et le réformisme ne constituent pas d'obstacles majeurs, notre mouvement s'efforcera dans les années prochaines de devenir la principale direction révolutionnaire.

Dans les pays où les partis réformistes surclassent de loin toutes les autres formations ouvrières et polarisent la très grande majorité du prolétariat (Angleterre, Belgique, Australie...) notre mouvement doit s'efforcer de s'intégrer à ces organisations, d'organiser et d'y développer une aile gauche consciente.

Dans les pays où la majorité de la classe ouvrière suit encore les P.C., nos organisations, nécessairement indépendantes, doivent s'orienter vers un travail plus systématique en direction de la base de ces partis et des masses qu'ils influencent.

Dans les pays de « démocratie populaire », nos éléments non connus doivent s'efforcer de s'intégrer dans les P.C. et de s'y maintenir, ainsi que dans toute organisation de masse prolétarienne, pour exploiter les possibilités révolutionnaires qui se développeront surtout dans la conjoncture de la guerre.

En Chine, nos forces doivent de même, dans la mesure du possible, s'investir dans le P.C. et élaborer un programme concret qui puisse favoriser une orientation prolétarienne et anti-bureaucratique de ce parti, ou au moins la formation d'une large tendance en ce sens à l'intérieur de ce parti et dans la masse qu'il influence.

Dans tous les autres pays asiatiques en révolte, où les P.C. dirigent le mouvement des masses, l'orientation de notre mouvement doit être aussi vers le travail dans les P.C. et les organisations qu'ils influencent, en vue de ne pas nous couper du mouvement des masses et d'exploiter au mieux la conjoncture de la guerre.

Des formes intermédiaires seront naturellement nécessaires ici et là, imposées par les particularités du mouvement ouvrier dans chaque pays. Cependant, la ligne générale reste de s'insérer là où passe actuellement le mouvement général de la classe.

XXIV. — L'aspect inévitable de guerre civile que prendrait au moins en Europe et en Asie une guerre déclenchée contre l'U.R.S.S. dans les conditions décrites, souligne l'intérêt particulier que doit revêtir notre travail en direction des Partis Communistes, ainsi que celui d'une position claire, non équivoque, sur la bureaucratie soviétique, les P.C. et la défense de l'U.R.S.S., des « démocraties populaires », de la Chine et des révolutions coloniales contre l'impérialisme.

Seul notre mouvement, grâce à ses positions et à toute sa préparation, peut envisager de réaliser, dans cette crise, sa jonction avec les forces révolutionnaires qui surgiront des Partis Communistes et des masses qu'ils influencent, pour les pousser dans une lutte résolue pour le renversement du capitalisme et en même temps contre la bureaucratie soviétique.

Seul notre mouvement pourra, pour les mêmes raisons, exploiter dès maintenant la crise du stalinisme dans un sens favorable à la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire.

XXV. — Entre le II^e et le III^e Congrès mondial, la consigne du II^e Congrès d'achever de nous insérer dans le réel mouvement des masses a été en très grande partie réalisée.

Toute la physionomie de notre mouvement, de ce fait, a été transformée : maturation des directions, prolétarianisation des organisations, connaissance réelle et exploitation efficace des particularités du mouvement ouvrier dans chaque pays.

Le cours nouveau du trotskysme est une réalité et le meilleur gage de son avenir en tant qu'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et expression consciente du mouvement communiste de notre époque.

Il s'agit maintenant d'achever de consolider et d'amplifier ce processus en vue de livrer avec succès les batailles décisives en perspectives, et d'aider au maximum, de notre mieux, le processus objectif révolutionnaire dans un monde qui s'écroule.

Résolution sur la révolution yougoslave et la IV^e Internationale

1. — La révolution prolétarienne victorieuse en Yougoslavie est fondamentalement le produit de deux facteurs historiques : la montée révolutionnaire des masses laborieuses s'exprimant dans le mouvement des partisans armés, et la politique spécifique suivie par le P.C.Y. aux tournants importants du processus révolutionnaire objectif.

Le mouvement des masses d'ouvriers et de paysans pauvres contre l'impérialisme occupant, dans des conditions d'exacerbation extrême des contradictions sociales, déborda les cadres de la lutte d'émancipation nationale, s'élargit en une lutte contre les exploiters yougoslaves, entama leur expropriation et détruisit, au cours même de cette lutte, l'ancien appareil d'Etat sur la plus grande partie du territoire yougoslave. La politique spécifique du P.C.Y., se différenciant en cela de celle de tous les autres Partis Communistes d'Europe, principalement sous la pression des masses, successivement accepta, puis dirigea la destruction de l'ancien appareil d'Etat bourgeois, légalisa, puis généralisa la construction d'un nouvel appareil d'Etat prolétarien, consolida puis élargit les conquêtes de la révolution prolétarienne, en refusant de capituler devant la bureaucratie soviétique et en engageant une lutte résolue contre les déformations bureaucratiques de l'Etat ouvrier yougoslave.

2. — a) La première étape décisive de la révolution yougoslave fut franchie le 29 novembre 1943, à la réunion de la deuxième session de l'A.V.N.O.J. (Conseil Antifasciste de Libération Nationale de la Yougoslavie) à Jaytsé. En cette circonstance fut constitué un gouvernement provisoire qui exerça son autorité sur tous les territoires occupés par les partisans, formant bientôt la majeure partie de la Yougoslavie. La constitution de ce gouvernement, s'appuyant sur les comités populaires de libération nationale constitués à partir de 1941, signifia que la dualité de pouvoir, qui avait existé en Yougoslavie du début de l'insurrection des partisans, commença à être surmonté. Il ne peut plus être question, à partir de ce moment, de l'existence d'un appareil d'Etat bourgeois centralisé en Yougoslavie; seuls subsistaient des débris de pouvoir bourgeois, de même que les mesures successives d'expropriation et de confiscation ne laissaient subsister que des débris de la propriété bourgeoise. Le nouvel appareil d'Etat centralisé, basé sur les comités populaires, que l'A.V.N.O.J. commença à construire, était un appareil d'Etat à prépondérance prolétarienne. Le P.C.Y. ayant en fait conquis le pouvoir dans les territoires libérés, cette partie de la Yougoslavie cessa d'être un Etat bourgeois; sous un gouvernement ouvrier et paysan, elle avança vers l'accomplissement final de la révolution prolétarienne.

b) La seconde étape décisive de la révolution yougoslave fut franchie en octobre 1945 avec le départ des deux derniers ministres bourgeois du gouvernement central provisoire. La constitution même de ce gouvernement en 1944 ne fut qu'un épisode dans le déroulement de la révolution yougoslave, provoqué par la pression conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique. Tout en retardant la victoire complète de la révolution prolétarienne, cet épisode n'interrompit cependant pas le

cours de celle-ci. Pendant la période même du gouvernement de coalition, le nouvel appareil d'Etat basé sur les comités populaires, s'élargit à l'ensemble du territoire yougoslave. Tous les débris du pouvoir politique de la bourgeoisie furent éliminés pendant cette période. Le départ des deux ministres bourgeois du gouvernement central ne fut que l'expression finale du fait que la bourgeoisie en tant que classe avait perdu le pouvoir et que le nouvel appareil d'Etat était d'une nature sociale différente de celui de la Yougoslavie d'avant guerre. A partir de ce moment s'achève la transition entre le gouvernement ouvrier et paysan et la dictature du prolétariat, et la Yougoslavie devient un Etat ouvrier. Ceci se manifeste par le fait que les conquêtes de la révolution prolétarienne yougoslave furent généralisées et consolidées légalement en 1945-46 par la loi sur les comités populaires, la loi de nationalisation des moyens de production industrielle, des mines et des banques, et par la loi sur la confiscation de propriété, la loi sur la réforme agraire et l'annulation des dettes paysannes, etc.

c) La troisième étape décisive de la révolution yougoslave fut franchie le 28 juin 1948 par la rupture intervenue entre le Kremlin et le P.C.Y. Après la consolidation des conquêtes de la révolution yougoslave, le P.C.Y. passa à leur extension par la nationalisation du commerce de gros et d'une partie considérable du commerce de détail; l'établissement de fait du monopole du commerce extérieur; le début de collectivisation de l'agriculture et le plan quinquennal d'industrialisation et d'électrification du pays. En même temps se développèrent en Yougoslavie des déformations bureaucratiques du pouvoir prolétarien, à la fois sur la base du caractère arriéré du pays et de la politique stalinienne de la direction du P.C.Y., imitant les institutions de l'U.R.S.S. bureaucratifiée. La rupture entre le Kremlin et le P.C.Y., expression du refus du P.C.Y. de subordonner les intérêts de la révolution yougoslave à ceux de la bureaucratie soviétique, ouvrit la voie à la lutte contre ces déformations bureaucratiques. Les principales mesures prises dans le cadre de cette lutte furent: la constitution des conseils ouvriers et le début de la gestion ouvrière des entreprises; la démocratisation des coopératives; l'abolition des privilèges des fonctionnaires du parti et de l'Etat; la décentralisation de l'appareil directeur de l'économie; le début de démocratisation de la vie culturelle et idéologique, etc.

3. — La dynamique de la révolution yougoslave confirme en tout point la théorie de la révolution permanente :

a) Elle confirme que la lutte des masses laborieuses pour l'émancipation nationale, contre l'impérialisme, ne peut être victorieuse que si elle opère sa transcroissance en révolution prolétarienne. Cette transcroissance en Yougoslavie n'a pas été due à des facteurs particuliers ou conjoncturels, mais constitua l'application de la stratégie générale formulée par la IV^e Internationale pour tous les pays occupés par l'impérialisme en Europe pendant la seconde guerre mondiale. Si cette stratégie n'a été appliquée avec succès qu'en Yougoslavie, cela est dû au caractère spécifique du P.C.Y. qui dirigea le mouvement des masses.

b) Elle confirme qu'un pays arriéré ne peut résoudre les tâches historiques de la révolution bourgeoise (solution de la question agraire, élimination des survivances semi-féodales dans le pouvoir d'Etat, conquête d'une véritable indépendance nationale, etc.) que par la conquête du pouvoir par le prolétariat, qui se voit obligé, dans ces conditions, d'entamer simultanément la solution des tâches historiques de la révolution prolétarienne.

c) Elle confirme que le développement et l'élargissement de la démocratie prolétarienne après la consolidation du pouvoir prolétarien sont à la fois possibles et nécessaires pour combattre efficacement les tendances antisocialistes et bureaucratiques qui existent et se développent dans l'Etat ouvrier. Elle représente de ce fait une confirmation et une justification historique, d'une façon positive, de toute la lutte de Léon Trotsky et de l'Opposition de Gauche en U.R.S.S. entre 1923 et 1927, comme la dégénérescence de l'U.R.S.S. en constitua une justification par la voie négative.

d) Elle confirme qu'une révolution prolétarienne victorieuse dans un pays arriéré, au milieu d'un monde hostile, se développe nécessairement à travers des difficultés et des contradictions croissantes, qui se reflètent en crises économiques et tensions sociales successives à l'intérieur de l'Etat ouvrier. Seules une extension internationale de la révolution et l'aide apportée à la révolution yougoslave par le prolétariat victorieux de plusieurs pays avancés pourraient assurer une solution réelle et harmonieuse aux problèmes posés par l'industrialisation et la collectivisation volontaire de l'agriculture.

La dynamique de la révolution yougoslave confirme en même temps l'analyse de la question de l'U.R.S.S. et du stalinisme faite par la IV^e Internationale. Elle confirme le caractère des partis staliniens comme partis ouvriers dégénérés, explication indispensable pour comprendre le cours nouveau pris par la révolution yougoslave depuis la rupture du P.C.Y. et du Kremlin. Elle confirme surtout la thèse fondamentale du mouvement trotskyste selon laquelle le stalinisme est un phénomène caractéristique d'une période de recul des luttes révolutionnaires des masses, et qu'il ne peut être surmonté que par un nouvel essor de luttes révolutionnaires. En Yougoslavie, premier pays où le prolétariat prit le pouvoir depuis la dégénérescence de l'U.R.S.S. le stalinisme n'existe pratiquement plus aujourd'hui en tant que facteur important du mouvement ouvrier, ce qui n'exclut d'ailleurs pas son rebondissement possible dans certaines circonstances.

4. — Les perspectives de la révolution yougoslave sont déterminées fondamentalement par les rapports de forces entre les classes, dans le domaine national et international.

En Yougoslavie, l'Etat ouvrier doit faire face à une pression croissante des paysans propriétaires qui, d'une production de marchandise simple, cherchent à passer à l'accumulation capitaliste par l'appropriation privée des moyens de production. Cette tendance se développe automatiquement et nécessairement sur la base du niveau économique et technique actuel du pays, et coïncide avec la tendance des « koulaks » à opérer leur fusion avec le marché capitaliste international.

Actuellement, elle est tenue en échec :

a) Par la lente modification des rapports des forces sociales, par suite de l'industrialisation du pays, de l'augmentation numérique du prolétariat, de sa cohésion, de sa conscience politique et de sa culture croissantes, grâce au début de développement de la démocratie prolétarienne, etc.

b) Par la différenciation à l'intérieur même de la paysannerie, résultant de l'appui donné par l'Etat ouvrier aux paysans pauvres et au développement des coopératives agricoles.

c) Par des mesures de coercition de l'Etat ouvrier, empêchant que l'automatisme économique s'impose : interdiction de la vente et de l'achat des terres au delà de 30 ha ; double secteur des prix ; quotas progressifs de livraisons forcées de produits agricoles (impôt en nature), etc.

Néanmoins, aussi longtemps que la production d'objets de consommation industrielle n'assurera pas aux paysans un revenu réel croissant parallèlement à l'accroissement de la production agricole, et que la mécanisation de l'agriculture ne créera pas une base économique saine pour la collectivisation de l'agriculture, l'industrialisation se poursuivra face à une hostilité et à une résistance d'une partie de la paysannerie. Seule la participation consciente du prolétariat à l'exercice du pouvoir peut, dans ces conditions, protéger dans l'immédiat les conquêtes de la révolution yougoslave. Seule l'extension considérable des mesures actuelles de démocratisation et de lutte contre le bureaucratisme peuvent assurer à l'Etat ouvrier l'appui conscient des masses prolétariennes.

5. — A l'échelle internationale, une pression grandissante s'exerce sur la révolution yougoslave de la part de ses deux ennemis mortels : l'impérialisme mondial et la bureaucratie soviétique :

a) L'impérialisme mondial cherche à détruire les conquêtes de la révolution yougoslave, le régime de dictature du prolétariat et la propriété collectivisée des moyens de production dans les industries et les mines. Il compte parvenir à ce but par étapes : d'abord par l'utilisation d'une pression politique et économique, ensuite par une intervention armée ouverte ou voilée. A l'étape présente, ses objectifs sont : l'inclusion de la Yougoslavie dans le front diplomatique impérialiste et dans son dispositif militaire méditerranéen. Partant de là, il cherche à obtenir à une étape ultérieure un droit de regard sur l'économie yougoslave, le droit d'investissement dans les mines et l'industrie, la légalisation des partis politiques bourgeois et petits-bourgeois, la destruction de fait du monopole du commerce extérieur, etc.

b) La bureaucratie soviétique cherche à obtenir par tous les moyens la destruction d'un régime de dictature du prolétariat indépendant du Kremlin, menace mortelle pour l'influence du stalinisme sur le mouvement ouvrier international, et à la longue également pour le pouvoir de la bureaucratie en Europe orientale et en U.R.S.S. même. La destruction des conquêtes de la révolution prolétarienne yougoslave par l'impérialisme représente pour le Kremlin un moindre mal par rapport au développement indépendant de la Yougoslavie prolétarienne. Jusqu'à présent, toute la politique du Kremlin à l'égard de la Yougoslavie (blocus économique, démonstrations militaires, provocations, campagnes de propagande, etc.) a visé à pousser ce pays dans le camp impérialiste. Cette politique ne fait cependant que préparer une autre étape de la stratégie stalinienne contre-révolutionnaire à l'égard de la Yougoslavie, qui serait une tentative d'inclusion de la Yougoslavie dans la sphère d'influence de la bureaucratie soviétique par voie d'une intervention militaire.

A la longue, cette double pression hostile exercée sur la révolution yougoslave ne pourra être contrecarrée avec succès que par un appui conscient du prolétariat mondial et la victoire internationale de la révolution socialiste. Dans l'immédiat, la situation d'équilibre instable entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique accorde un certain sursis à la révolution yougoslave. Mais ce sursis se situe, surtout depuis l'éclatement de la guerre en Corée, dans le cadre d'une **pression parallèle** accrue exercée sur la révolution yougoslave, pression qui n'est pas neutralisée par une action prolétarienne internationale suffisamment vaste d'aide à la Yougoslavie. Dans ces conditions, l'Etat yougoslave s'est vu contraint de faire une série de concessions à ses ennemis dans le domaine international. Cela a abouti à une déviation opportuniste de sa politique étrangère et particulièrement de celle du P.C.Y. (idéalisation de l'O.N.U. ; neutralisme ; conception petite-bourgeoise de l'agression, conception pacifiste de collaboration de classe dans la lutte contre la guerre, etc.).

Sans une modification radicale des rapports de forces entre les classes à l'échelle internationale, cette tendance risque de s'approfondir et de précipiter la révolution yougoslave à sa perte. La contradiction entre l'évolution progressive de l'Etat yougoslave lui-même et l'évolution droitnière de sa politique extérieure, qui est à l'étape actuelle l'expression de la crise d'isolement de la révolution yougoslave, trouvera

à une étape ultérieure une solution dans un sens ou dans l'autre : ou bien la révolution socialiste yougoslave fusionnera avec le mouvement révolutionnaire et avec la révolution internationale, ou bien les concessions internationales à l'impérialisme seront prolongées par des concessions à l'intérieur même de la R.F.P.Y.

6. — Il est impossible de déterminer la dynamique et les perspectives de la révolution yougoslave sans définir en même temps le caractère du P.C.Y. Si le stalinisme se définit par la subordination des intérêts des travailleurs de chaque pays à ceux de la bureaucratie soviétique, le P.C.Y., à partir de 1941, esquissa une orientation qui devait aboutir à la rupture de 1948 et, de ce fait, il cessa d'être un parti stalinien dans la pleine signification de ce mot. La différence d'orientation du P.C.Y. par rapport à celle que suivaient les autres P.C. d'Europe s'effectua en premier lieu sous la pression des masses; mais cela ne suffit point à expliquer l'évolution de la Yougoslavie. Dans d'autres pays, où la montée révolutionnaire était aussi puissante qu'en Yougoslavie, au moins au début (Espagne 1936, Grèce 1944), le P.C. prit un cours diamétralement opposé à celui du P.C.Y. La différence d'orientation du P.C.Y. par rapport aux autres P.C. d'Europe ne peut résulter que d'une interaction entre la poussée révolutionnaire des masses et les changements de conceptions stratégiques qui se produisirent dans la direction du P.C.Y. lors de ces conditions favorables, auxquelles il faut ajouter l'absence d'un appareil de contrôle du Kremlin opérant sur place.

Dans une première étape, ces changements s'exprimèrent par une tentative de la direction du P.C.Y. de concilier les intérêts de la révolution yougoslave avec ceux de la bureaucratie soviétique (1941-début 1948). Tout en se maintenant, pour cette raison, dans le cadre international de la politique stalinienne et tout en acceptant sans réserves publiques la politique intérieure et extérieure de la bureaucratie soviétique, le P.C.Y. se différençia cependant dès lors de la politique stalinienne sur les points suivants :

a) Fondation, dès 1941, de « comités populaires de libération nationale » et de « brigades prolétariennes » dans le mouvement des partisans;

b) Refus de collaborer, dès 1942, avec les Tchetsniks de Mihailovitch et avec le gouvernement bourgeois exilé;

c) Orientation, dès 1943, vers la prise du pouvoir effective par le P.C.Y. et la constitution d'un appareil d'Etat nouveau, de type prolétarien;

d) Elimination, dès 1945, malgré les accords des « Trois Grands », des derniers vestiges du pouvoir bourgeois dans le pays et parachèvement de la révolution prolétarienne;

e) Poursuite d'une politique extérieure et d'une orientation économique plus autonome du Kremlin que celle des autres pays du glacis.

L'accumulation de toutes ces actions, accompagnée d'une critique initiale non publique de l'ensemble de la politique stalinienne (notamment : critique des privilèges les plus exorbitants des hauts fonctionnaires de l'U.R.S.S.; critique des relations de pillage économique imposées par la bureaucratie aux pays du glacis; critique de la politique des P.C. français, italien et grec au moment de la « libération », etc.) a amené le Kremlin à la rupture préventive avec le P.C.Y. Cette rupture s'annonçait inévitable en raison de l'irréconciliabilité d'intérêts entre la révolution yougoslave et la bureaucratie soviétique.

A partir de cette rupture s'ouvre une deuxième étape de différenciation entre le P.C.Y. et le stalinisme. Progressant de façon purement empirique, le P.C.Y. a souligné successivement :

a) La subordination du mouvement communiste international aux intérêts du Kremlin et les défaites provoquées au mouvement ouvrier de plusieurs pays par suite de cette subordination.

b) La totale mainmise politique, économique, militaire, culturelle, etc., de la bureaucratie soviétique sur les pays du glacis et les conséquences néfastes qui en découlent pour les masses laborieuses de ces pays.

c) L'orientation fondamentale de la bureaucratie soviétique vers un partage du monde par l'établissement d'un *modus vivendi* avec l'impérialisme, et l'utilisation du mouvement ouvrier comme monnaie d'échange sur cette voie.

d) La dégénérescence de l'U.R.S.S. par suite de l'isolement du premier Etat ouvrier et de son caractère arriéré, et la formation d'une caste bureaucratique privilégiée qui a usurpé tout le pouvoir en U.R.S.S.

e) Le danger de bureaucratisation dans chaque révolution prolétarienne, danger qui ne peut être combattu que par une démocratie prolétarienne croissante.

f) La nécessité de reconstruire le mouvement ouvrier dans plusieurs pays.

A partir de ce moment, le P.C.Y. cesse d'être un parti semi-stalinien et évolue comme un parti centriste de gauche, porté au pouvoir par les masses révolutionnaires, se caractérisant en outre par des déviations opportunistes droitières. Ses déviations les plus importantes sont :

a) Le caractère empirique de son évolution idéologique, qui n'a pas encore reconquis la conception léniniste d'ensemble de la nature de notre époque.

b) Le caractère pragmatique et non-principiel de la politique extérieure du P.C.Y., tendant à justifier les manœuvres diplomatiques de l'Etat yougoslave.

c) La sous-estimation du mouvement ouvrier international et l'incompréhension de la théorie de la révolution permanente dans son ensemble.

d) L'absence du droit de formation de tendances dans le P.C.Y.

e) Une conception opportuniste de la construction de partis révolutionnaires dans le monde (généralisation de l'expérience yougoslave, sous-estimation de l'importance du programme, etc.).

Seuls une modification des rapports de forces internationales entre les classes, un essor du mouvement révolutionnaire international, l'aide et la critique fraternelles de ce mouvement et une compréhension croissante de la part de la direction et des cadres du P.C.Y., éviteront que ce parti ne se cristallise sur ses positions fausses, ce qui aboutirait à liquider les effets progressifs de l'affaire yougoslave.

Déjà les positions prises à la suite de la guerre de Corée ont en partie compromis les effets de l'affaire yougoslave dans la crise internationale du stalinisme; il n'est pas exclu que, dans ces conditions et en l'absence d'une direction révolutionnaire internationale suffisamment forte, le stalinisme puisse reprendre pied jusque dans les rangs du P.C.Y.

Les positions et l'attitude que le P.C.Y. prendra à l'égard du trotskysme — soit ouvertement, soit en affectant de l'ignorer — acquièrent à cet égard une importance politique considérable. Il ne s'agit pas simplement d'une rectification historique du passé; c'est le test par lequel un courant ouvrier issu du stalinisme parviendra à renouer avec la tradition et le programme du bolchevisme, et ainsi à surmonter définitivement et décisivement le stalinisme.

7. — Les tâches de la IV^e Internationale envers la révolution yougoslave s'établissent dans le cadre de sa stratégie générale, conformément à cette analyse de la nature de l'Etat yougoslave et du P.C.Y. :

a) La IV^e Internationale défend inconditionnellement les conquêtes de la révolution yougoslave contre l'impérialisme mondial et contre la bureaucratie soviétique. Elle conçoit cette défense à la fois comme une tâche stratégique — jonction de la révolution internationale avec la révolution yougoslave — et comme une tâche tactique immédiate : mobilisation de l'avant-garde révolutionnaire internationale et des masses prolétariennes de tous les pays pour des actions de défense des conquêtes de la révolution prolétarienne yougoslave. Cette défense ne peut entrer en collision avec les intérêts de la révolution mondiale, dont les conquêtes d'Octobre font partie. La IV^e Internationale assurera aussi cette défense contre toute tentative de forces intérieures d'utiliser la Yougoslavie contre les intérêts de la révolution mondiale.

b) En cas de guerre de la bureaucratie soviétique contre la R.F.P.Y., la IV^e Internationale sera pour la défense de la Yougoslavie contre l'action contre-révolutionnaire du Kremlin. Cette politique, basée sur les intérêts de la révolution mondiale, sera indépendante de toute aide matérielle que la R.F.P.Y. pourrait éventuellement recevoir de pays capitalistes. En cas d'élargissement du conflit, cette position sera examinée à nouveau dans chaque cas concret.

c) La IV^e Internationale suit une politique de soutien critique du P.C.Y. et du gouvernement yougoslave. Elle s'efforce d'engager avec le P.C.Y. des actions de front unique aux objectifs précis, à la fois pour une campagne d'aide à la Yougoslavie et pour le regroupement des forces révolutionnaires à l'échelle internationale. Chacune de ces actions suppose notre accord de principe quant à l'objectif à atteindre et ne peut en aucune façon supprimer le droit de critique du mouvement révolutionnaire international à l'égard de la politique du gouvernement et du P.C. yougoslaves.

d) La IV^e Internationale est d'avis qu'une de ses contributions principales à la consolidation des conquêtes de la révolution yougoslave consiste dans une critique franche mais fraternelle de toutes les erreurs politiques et déviations opportunistes de la part des communistes yougoslaves. Ces critiques doivent partir des expériences concrètes du mouvement ouvrier international, qu'il faut communiquer au P.C.Y., et de l'expérience particulière de la révolution yougoslave; elles doivent tendre à aider le P.C.Y. et sa direction à modifier les aspects de sa politique qui ne correspondent pas aux intérêts du prolétariat international.

8. — La IV^e Internationale a pour devoir de réexaminer de façon critique, à la lumière des événements qui se sont produits depuis 1948, son analyse passée de la révolution yougoslave et de la dynamique de cette révolution que ces événements ont éclairée sous un jour nouveau.

Dès 1942, la IV^e Internationale avait en général estimé à sa juste valeur la montée du mouvement des partisans yougoslaves et la guerre civile qui se déroulait à sa suite. Cette analyse fut poursuivie justement jusqu'au début de 1946. A partir de ce moment et jusqu'au 28 juin 1948, l'Internationale commit de graves erreurs d'estimation relativement à la révolution yougoslave; elles consistèrent notamment en une identification des développements yougoslaves à ceux des autres pays du glacis; en une assimilation du P.C.Y. aux partis stalinien du glacis; dans l'hypothèse erronée que le mouvement révolutionnaire des masses avait été arrêté par le P.C.Y. et que le nouvel appareil d'Etat centralisé construit par le P.C.Y. était, par sa structure, un appareil d'Etat bourgeois, malgré l'élimination de la bourgeoisie de la vie politique et économique du pays, constatée par l'Internationale.

Dès la rupture du Kremlin avec le P.C.Y., la IV^e Internationale fut la seule tendance du mouvement ouvrier international à comprendre immédiatement sa signification progressive et la portée historique de cet événement, et à engager une activité internationale de défense de la Yougoslavie, rattachant son analyse des causes de la rupture à l'analyse qu'elle avait faite avant 1947 de la profondeur du mouvement révolutionnaire des masses en Yougoslavie. L'action de défense de la Yougoslavie a été cependant en partie entravée par le retard de l'Internationale à reconnaître le

caractère ouvrier de la R.F.P.Y. Ce retard est dû fondamentalement à une fausse appréciation de la nature de l'appareil d'Etat centralisé, construit en 1945 en Yougoslavie.

Ces différentes erreurs d'appréciation furent causées :

a) Par l'absence d'informations précises sur les événements et les institutions yougoslaves, à partir de 1945-46.

b) Par l'absence de toute délimitation publique du P.C.Y. par rapport à la bureaucratie soviétique et au stalinisme avant le 28 juin 1948.

c) Par le fait que l'analyse générale juste du rôle primordialement contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique dans le glacis amena l'Internationale à identifier à priori, sans analyse particulière de chaque cas, la politique des P.C. à celle de cette bureaucratie (ce qui ne fut pas seulement erroné pour la Yougoslavie, mais encore pour la Chine).

La leçon à tirer de ces erreurs d'estimation est la nécessité impérieuse d'une analyse concrète et précise des particularités nationales dans le développement du mouvement ouvrier de chaque pays. Quelle que soit l'importance à notre époque des lois de développement de secteurs du monde ou du monde entier, ces lois ne peuvent jamais se substituer à l'analyse particulière de chaque pays dans la détermination d'une politique révolutionnaire quotidienne correcte.

La rapidité et l'unanimité avec lesquelles la IV^e Internationale a pu opérer un tournant pour la défense de la Yougoslavie au lendemain du 28 juin 1948, ainsi que la façon concrète dont elle a pu suivre et apprécier depuis lors l'évolution du P.C.Y., prouvent que ces erreurs d'appréciation n'étaient nullement dues à une conception d'ensemble erronée, mais se produisirent plutôt malgré la juste appréciation de la IV^e Internationale sur la nature du stalinisme et ses rapports dialectiques avec le mouvement des masses. Ce n'est qu'à la lumière de cette appréciation que la révolution yougoslave devient compréhensible et acquiert toute sa signification en tant qu'étape importante dans la crise mondiale du stalinisme.

L'Amérique entre dans l'époque de sa crise sociale

(Suite)

toire et ne peut être sauvé de devenir comme l'Europe un enfer que par le pas en avant auquel donnera lieu le développement du prolétariat d'Amérique, à qui les plumes viennent de pousser. La façon dont les prolétaires ont fait leur apparition sur la scène est absolument extraordinaire — il y a six mois personne ne soupçonnait rien, et maintenant ils paraissent subitement en masses organisées au point de jeter la terre dans toute la classe capitaliste. Je souhaiterais seulement que Marx eût vécu pour voir cela !

(Correspondance Fr. Engels-K. Marx et divers, publiée par F.-A. Sorge, tome II, Paris 1950; Costes éditeur, p. 44.)

On peut difficilement reprocher au vieux maître qui a vu si clairement les

lignes principales du développement, de s'être trompé quant au rythme. Les changements qui se sont produits dans les dernières soixante-cinq années exigent quelques modifications qui ne sont pas fondamentales à son analyse. Le capitalisme américain, qui était l'idéal de toute la bourgeoisie, porte littéralement maintenant le monde capitaliste tout entier sur son dos. C'est vraiment le « dernier grand bastion ». Le prolétariat américain presque complètement inorganisé en 1886, est maintenant une force organisée de quinze millions d'êtres. Et si l'absence de résidus féodaux a créé des conditions classiques à la lutte de classe, l'absence de partis social-démocrate et stalinien aux U.S.A. aujourd'hui favorise la création d'un puissant mouvement révolutionnaire marxiste et garantit la victoire du prolétariat américain. La réponse de celui-ci au dilemme de la politique extérieure américaine sera : pas d'empire mondial, le socialisme mondial.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

LE 9^e PLENUM DU C.E.I.

Le IX^e Plenum du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale s'est réuni du 27 novembre au 1^{er} décembre.

Son ordre du jour comportait :

Rapport sur le « Projet de Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation du mouvement de la IV^e Internationale ».

Rapport sur « La révolution yougoslave et la IV^e Internationale ».

Rapport du SI sur son activité et sur le Congrès Mondial.

Rapports d'information (Allemagne, Belgique, Angleterre, Italie, Indonésie, etc., etc.).

Les textes (« Thèses sur les perspectives internationales... » et « La révolution yougoslave et la IV^e Internationale ») ont été présentés par le Secrétariat International pour servir à la discussion préparatoire au III^e Congrès Mondial de l'Internationale.

Le Plenum a décidé que ce Congrès aura lieu en 1951, et que la discussion sera ouverte dans l'Internationale à partir du 15 décembre 1950, sur la base des deux textes ci-dessus mentionnés adoptés par le Plenum.

Ces textes sont publiés par ailleurs dans ce numéro de **Quatrième Internationale** (p 44).

Etats-Unis

LE 14^e CONGRES NATIONAL DU S.W.P.

Le XIV^e Congrès National du Socialist Workers Party (Trotskyistes) s'est tenu à New-York, du 24 au 26 novembre 1950. Des délégations étaient venues de presque toutes les régions importantes de l'immense pays. (La délégation de Seattle, par exemple, devait parcourir plus de 5.000 km. !...)

La première journée fut consacrée au rapport politique de William Wardé, à la discussion politique, ainsi qu'à la séance de la commission syndicale (qui se tint dans la soirée). Le second jour, Murry Weiss fit un rapport sur la question yougoslave, les pays du glacis, et le rôle du stalinisme, suivi d'un exposé de John Wright, analysant tout particulièrement la question du double pouvoir en Yougoslavie. La discussion sur ces questions se poursuivit dans la matinée du 26. Dans l'après-midi du 26, James P. Cannon, secrétaire national du Parti, fit le rapport organisationnel.

Les rapports furent brillants et le niveau des discussions très élevé; une atmosphère de vraie camaraderie régna pendant toute la durée du congrès. La résolution politique présentée par Wardé, la résolution sur la question yougoslave présentée par Weiss et le rapport organisationnel de Cannon furent adoptés; il fut décidé de continuer dans le Parti la discussion sur les problèmes soulevés par l'affaire yougoslave, les pays d'Europe orientale et la nature du stalinisme.

Relevons brièvement quelques points

du rapport politique et du rapport d'organisation.

La présente vague réactionnaire aux Etats-Unis rend plus difficile l'activité du parti révolutionnaire. Beaucoup d'ouvriers sont devenus conservateurs ou ont même été corrompus par une décade de prospérité artificielle. Cependant, un tournant (dont la date ne saurait être prédite) ne manquera pas de changer cette situation : Lorsque les masses commenceront à éprouver pleinement les effets des armements à outrance, lorsque leur standard de vie sera de plus en plus attaqué par la montée des prix et l'augmentation des impôts, elles bougeront, et la lutte de classe s'intensifiera. Alors le gouvernement interviendra durement, ce qui marquera les luttes contre les effets économiques du programme d'armements d'une signification politique de plus en plus évidente. Fidèle à ces principes, luttant courageusement contre le courant, le S.W.P. sera alors en mesure de profiter des possibilités que le changement de situation présentera sûrement pour une avance du mouvement socialiste aux U.S.A. A la longue, le capitalisme américain ne saura plus donner au peuple les canons ET le beurre.

Washington subordonne tout à sa campagne de militarisation. Cette course mènera à une nouvelle guerre mondiale si des événements révolutionnaires n'empêchent pas celle-ci. Des compromis éventuels entre Washington et le Kremlin ne pourraient être que passagers et par-

tiels. La situation mondiale reste extrêmement fluide et incertaine. Ni Washington ni Moscou ne contrôlent complètement les forces en conflit, et des changements brusques sont toujours possibles. La nouvelle guerre mondiale paraît improbable dans l'avenir immédiat (sans pour cela être impossible).

L'impérialisme rencontre de grands obstacles sur son chemin. Il y a trop de révoltes dans le monde, une résistance trop vaste et trop tenace, pour qu'il puisse les vaincre facilement. Les monopoles américains sont sortis considérablement renforcés de la deuxième guerre mondiale; mais le système mondial du capitalisme, sur lequel ils se basent, est devenu plus étroit et plus faible.

Dans la période à venir, une des principales tâches du Parti sera d'expliquer aux masses comment la lutte pour les droits civiques et contre l'Etat policier doit être liée à la lutte pour le maintien du standard de vie, contre la mobilisation économique, contre les armements gigantesques et ses conséquences inflationnistes. Le Parti devra aider à entraîner les masses dans la lutte contre la « chasse aux sorcières ».

Le S.W.P. a affronté fièrement l'épreuve des deux dernières années, tandis que les autres organisations de gauche sont ébranlées par des crises intérieures ou en train d'abandonner, démoralisées. Il a participé à la campagne électorale avec des résultats encourageants, malgré

d'énormes difficultés, et lutté contre la « chasse aux sorcières » dans tous les domaines de la vie publique, y compris dans les syndicats.

Un programme d'action permettra au Socialist Workers Party de résister à la pression réactionnaire en intensifiant son travail de propagande, en augmentant la vente et le rayonnement de sa presse (dont la qualité est reconnue par les révolutionnaires du monde entier), d'élever le niveau de son travail d'éducation et de se concentrer sur le recrutement individuel, surtout parmi les jeunes ouvriers et les étudiants. Un nouveau fonds de 18.000 dollars sera constitué à partir du 1^{er} janvier par une campagne financière.

Des télégrammes de salutations furent envoyés à la camarade Natalia Trotsky et au camarade Farrell Dobbs, président national du S.W.P. (qui venait de subir une opération grave).

Dans une période où les sociaux-démocrates américains et le « Parti Progressiste » pro-stalinien n'osent plus participer aux élections (sauf en quelques endroits), et font preuve d'une faillite politique indéniable, les trotskystes ont démontré, par l'élan de leur campagne électorale et le niveau de leur congrès, combien la vitalité de leur mouvement est grande et pleine de promesses pour l'avenir.

New York, 12 décembre 1950.

Charles HANLEY.

Brésil

LA PARTICIPATION DES TROTSKYSTES AUX ELECTIONS

Au cours de la campagne électorale précédant les élections présidentielles et parlementaires du 3 octobre au Brésil, les trotskystes ont avancé un programme de revendications en 12 points, dont voici l'essentiel :

— Abolition des lois et mesures gouvernementales qui frappent les libertés démocratiques.

— Liberté d'association et de réunion pour la classe ouvrière. Droit des travailleurs révolutionnaires à s'organiser librement.

— Liberté syndicale. Aucun contrôle direct ou indirect de l'Etat sur les organisations syndicales de la classe ouvrière. Droit des ouvriers d'élire et de contrôler leurs comités d'usine.

— Liberté d'expression du prolétariat révolutionnaire.

— Droit de grève. Aucune immixtion de l'Etat dans les conflits du travail.

— Dissolution de la police politique et autres organes chargés de la répression des activités syndicales et politiques des travailleurs.

— Vote d'une nouvelle loi électorale permettant au prolétariat révolutionnaire d'accéder aux postes de l'administration, dont il fera une tribune pour s'adresser à ses frères de classe.

— Echelle mobile des salaires permettant de couvrir le coût de la vie. Un jour de congé payé par semaine aux travailleurs.

— Réforme et amélioration des lois du travail, les paysans devant en bénéficier au même titre que les ouvriers des villes. Droit syndical aux paysans.

— Enseignement gratuit du premier et du deuxième degré. Enseignement supérieur gratuit aux étudiants qui ne sont pas en mesure de le payer.

Argentine

Quatrième Internationale salue la parution en Argentine d'une traduction de notre revue en langue espagnole. Nous espérons que bientôt nos camarades

d'Amérique latine pourront donner dans cette revue une importante place aux problèmes de la révolution en Amérique latine.

Uruguay

GREVE GENERALE DES OUVRIERS METALLURGISTES

Montevideo, octobre 1950. — Du début juillet au début de septembre 1950, de grandes grèves ont secoué la métallurgie uruguayienne. Dans ces grèves, certains secteurs de la classe ouvrière ont utilisé pour la première fois les méthodes de lutte les plus avancées, comme l'occupation des usines, les piquets de grèves massifs, la constitution de comités d'usine, etc. Au cours de cette lutte fut constitué un comité de coordination entre les différentes organisations syndicales, et la question d'une grève générale

contre la répression bourgeoise fut débattue par l'avant-garde ouvrière. Les ouvriers ont obtenu gain de cause.

La Ligue Ouvrière Révolutionnaire, section uruguayienne de la IV^e Internationale, a joué un rôle actif au cours de ces événements. Elle a publié en octobre un numéro spécial de son journal *Frente Obrero*, pour dresser le bilan de ce grand mouvement du prolétariat uruguayien, et tracer les perspectives d'avenir du mouvement ouvrier de son pays.

Pakistan

UNE ORGANISATION TROTSKYSTE

Un rapport récent signale l'existence et l'activité d'une organisation trotskyste au Pakistan. Son groupe le plus fort se trouve à Karachi.

Le rapport indique que le recrutement provient des rangs stalinien qui, paraît-

il, sont en décomposition, et aussi des anarchistes.

Les trotskystes du Pakistan publient un organe : « *The New Spark* » (La nouvelle étincelle).

Ceylan

L'ACTION DES DOCKERS

6.500 dockers de la ville de Colombo, pour la plupart influencés par les trotskystes, ont décidé le 13 décembre 1950

de ne charger ni de décharger les navires au service des troupes impérialistes combattant en Corée.

Indonésie

**LA GREVE DES OUVRIERS DES PLANTATIONS A JAVA
ET LA MONTEE REVOLUTIONNAIRE EN INDONESIE**

Du 20 août au 18 septembre s'est déroulée la grève générale de 700.000 ouvriers des plantations de caoutchouc, de thé, de quinine, de café, de cacao et de tabac dans l'Ile de Java, grève qui fut appelée « le plus grand conflit de travail dans le sud-est asiatique depuis la deuxième guerre mondiale » par certains observateurs (selon la revue économique de la bourgeoisie néerlandaise « *Econo-*

misch-statistische Berichten », 18 octobre 1950). Cette grève révéla de façon expressive l'énorme essor pris par le mouvement ouvrier indonésien depuis la défaite de l'impérialisme néerlandais dans sa « seconde action de police » et depuis la transformation des Etats-Unis d'Indonésie en une seule République centralisée.

ORIGINES ET DEVELOPPEMENT DE LA GREVE

Les ouvriers des plantations indonésiennes sont organisés dans le syndicat **Sarboupri**. Le progrès réalisé par la conscience syndicale en Extrême-Orient apparaît clairement si l'on constate que les statuts du Sarboupri adoptés à son deuxième congrès en mai 1950, déclarent notamment que le syndicat se base « sur la lutte de classe révolutionnaire » et que son but est « la constitution d'une société basée sur le principe de la justice sociale, dans laquelle les moyens de production appartiennent à la société et dans laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu ».

Le 29 juin 1950, le Sarboupri énumérait ses revendications devant les représentants des organisations patronales. La première revendication concernait la reconnaissance du Sarboupri comme seul syndicat représentant les ouvriers des plantations. Son activité ne devrait être entravée en aucune manière, et aucun accord ne devrait être conclu avec d'autres syndicats. Le Sarboupri exigea ensuite le contrôle de l'embauchage et du renvoi de personnel dans les plantations. Ses revendications concernaient en outre les conditions d'habitation des ouvriers, l'hygiène des lieux de travail, les pensions de vieillesse, la construction de crèches pour les enfants d'ouvrières, l'organisation d'écoles pour la lutte contre l'analphabétisme, la suppression de toute discrimination raciale et religieuse dans l'embauchage d'ouvriers et la répartition des postes de maîtrise. On voit que les syndicats indonésiens ne font aucune séparation mécanique entre les questions « purement » syndicales et les intérêts généraux de classe. Ils partent véritablement du niveau de conscience le plus élevé auquel était arrivé le mouvement syndical révolutionnaire en Europe et en Amérique.

La principale revendication du Sarboupri avait évidemment trait à la question des salaires. Outre des bonifications pour les heures de travail supplémen-

taires, le travail de nuit et le travail exceptionnel pendant les jours fériés, le syndicat exigea un **salaire minimum pour les ouvriers non qualifiés de 3,5 roupies par jour, soit une augmentation de 120 % !** Alors que la discussion s'engageait favorablement sur tous les autres points, les patrons n'acceptèrent pas cette revendication. Ils firent une proposition transactionnelle d'augmentation du salaire des non-qualifiés de 30 %, qui fut rejetée par le syndicat.

Bien que les ouvriers non qualifiés ne représentent que 10 % de l'ensemble des travailleurs des plantations, la masse des syndiqués s'est battue avec un acharnement exemplaire pour améliorer le sort des plus exploités de ses frères. En combattant pour le relèvement des salaires minima, le syndicat non seulement engagea la lutte contre un éventail de salaires excessivement ouvert, bataille de constitution de l'unité du front prolétarien au sens le plus immédiat du mot, mais mena encore une véritable croisade symbolique contre la misère effroyable dont souffrent de nombreuses couches de la population indonésienne. Les entrepreneurs de leur côté comprirent qu'un relèvement des minima payés aux ouvriers des plantations entraînerait des mesures identiques pour l'ensemble du prolétariat. Ils firent preuve à cette occasion d'une solidarité de classe remarquable, dont les organes de la bourgeoisie des Pays-Bas se sont à plusieurs reprises félicités. Mais leur résistance se heurta à une volonté de lutte trop dynamique des travailleurs pour pouvoir obtenir gain de cause. Malgré ce haut degré de combativité, la bourgeoisie dut reconnaître que la grève se déroula dans le calme et dans l'ordre, sans actions de sabotage ni violences inutiles. La masse nouvellement syndiquée d'Indonésie fit preuve d'un esprit de discipline et de solidarité exceptionnel. Lorsque la prolongation du conflit risqua d'entraîner des conséquences graves pour l'économie nationale, le gou-

vernement Natsir intervint pour obtenir un compromis. Les représentants des syndicats se rendirent à cette conférence, conscients de leur victoire, et décidés à ne pas se laisser enlever les fruits de cette victoire. Le règlement final leur apporta 100 % d'augmentation de sa-

laire aux non qualifiés, d'importantes augmentations pour d'autres catégories, la reconnaissance de la semaine des 40 heures et le paiement de la moitié des heures perdues par la grève aux syndiqués.

LES AUTRES MOUVEMENTS REVENDICATIFS

La grève des ouvriers des plantations représente le mouvement le plus important qui fut organisé par les syndicats indonésiens dans ces derniers mois. D'autres mouvements témoignent également du haut degré de combativité et de conscience atteint par les masses laborieuses indonésiennes dans la vague révolutionnaire qui secoue actuellement leur pays.

Fin août, les organisations ouvrières déclarèrent le boycott du journal « *Pedomon* » de Djakarta, qui avait attaqué de façon violente le syndicat Sarbopri et les grévistes des plantations. Les ouvriers typographes et imprimeurs décidèrent d'arrêter la publication de ce journal. En fait, il a cessé de paraître depuis début septembre.

Après la victoire des ouvriers de plantations, des députés syndicalistes ont déposé au Parlement un projet de loi pour déterminer des salaires minima légaux. Les députés du parti révolutionnaire, le Parti Murba (parti prolétarien, inspiré par Tan Malakka et dirigé par Soukarni), ont fortement appuyé ce projet de loi qui a finalement été adopté par 77 voix contre 33.

La ville de Sourabaya, principal port de l'île de Java, est depuis septembre un des centres de la lutte révolutionnaire en Indonésie. Le 20 septembre, une manifestation de 10.000 ouvriers et ouvrières s'y produisit pour protester contre le renvoi d'un certain nombre de travailleurs et contre la hausse constante des prix de l'électricité, de l'eau, des tramways et du riz. Quatre jours plus tard se tint une conférence de 217 organisations de quartiers (sortes de comités de quartiers, de ménagères, etc.). La conférence adopta une résolution exigeant le rétablissement des anciens tarifs de l'électricité. Au gouvernement fut posé un ultimatum de deux semaines pour satisfaire cette revendication, faute de quoi les notes d'électricité ne seraient plus payées par personne. La même conférence exigea que les coopératives populaires organisent dorénavant la distribution des vivres. Si le gouvernement n'acceptait pas cette revendication, la population n'utiliserait plus les bons de rationnement officiels et organiserait elle-même la distribution des vivres... Le gouvernement fut obligé, à la suite de ces revendications, de déposer en fin octobre un projet de nationalisation des compagnies d'électricité.

LA LUTTE POUR L'UNIFICATION AVEC L'IRIAN

La révolution indonésienne, portée par la masse des ouvriers et des paysans pauvres n'est pas seulement animée par les aspirations sociales du prolétariat. Ses aspirations se combinent, comme dans chaque révolution coloniale, avec la lutte pour l'émancipation nationale qui n'est pas encore achevée en Indonésie.

La conférence de la Table Ronde à La Haye avait accordé aux Etats-Unis d'Indonésie une indépendance dans le cadre de l'Union néerlandaise. Elle avait en même temps sauvegardé la propriété impérialiste en Indonésie, ce qui fit dire au secrétaire des syndicats S.O.B.S.I. de Sourabaya, le 20 septembre dernier, que la révolution des travailleurs avait (momentanément) échoué. Ce compromis entre la bourgeoisie indonésienne et l'impérialisme, contre les masses exploitées, ne put cependant arrêter l'élan de celles-ci, élan qui n'avait cessé de croître depuis la lutte victorieuse des partisans contre l'armée néerlandaise. L'impérialisme néerlandais avait voulu créer, dans le cadre des Etats-Unis d'Indonésie, une série d'Etats-tampons régis par ses propres créatures. Dans tous ces « negaras », les Quislings néerlandais furent rapidement déposés par le peuple, et l'unifica-

tion des Etats-Unis en une seule République indonésienne une et indivisible eut lieu le 15 août dernier.

Cette unification fut une étape importante sur la voie de l'indépendance nationale, mais non point la dernière. L'étape suivante fut entamée quand les masses indonésiennes soulevèrent la question d'Irian. Irian est la partie occidentale de la grande île de la Nouvelle-Guinée. Jadis propriété néerlandaise comme toutes les autres parties de l'Indonésie, Irian ne fut pas incluse dans les Etats-Unis d'Indonésie lors de la conférence de La Haye. Son statut devait être réglé ultérieurement par des négociations. Ces négociations sont actuellement en cours. La bourgeoisie hollandaise utilise d'innombrables arguments, ethniques, historiques, économiques, pour refuser la cessation d'Irian à l'Indonésie. Mais les masses indonésiennes exigent la réunification d'Irian à la République indonésienne. Une puissante manifestation a eu lieu à Djakarta avant le départ des négociateurs indonésiens pour La Haye. Alors que le président de la République Soekarno visite les petites îles de l'archipel indonésien, la population le salue partout avec des pancartes exigeant le retour d'Irian à l'Indonésie.

En Indonésie même, tous les partis s'appuyant sur les masses exigent naturellement la réunification avec Irian. Le P.C. indonésien suit la même politique. Mais aux Pays-Bas même, le P.C. a fait publier une déclaration de son Bureau Politique (*De Waarheid*, 26 octobre) se prononçant contre cette réunification, sous prétexte que l'impérialisme américain (!) exigerait Irian. Le P.C. hollandais demande que Irian soit transféré à

une commission de tutelle de l'O.N.U., composée de cinq nations, dont la Chine de Mao Tse-Tung. Il est évident que tous les révolutionnaires et nationalistes conséquents d'Indonésie rejettent avec indignation une telle « solution » qui ne serait que la continuation de la domination colonialiste sous une forme nouvelle.

Jan Van VLIET.

Autriche

LES JOURNEES D'OCTOBRE

Vienne, octobre 1950. — Le 25 septembre 1950, le gouvernement autrichien publiait le « quatrième accord sur les prix et salaires » qui imposait une nouvelle diminution du niveau de vie des travailleurs. Une augmentation de salaire de 10 % était accordée, alors que les prix avaient déjà précédemment monté de 17 % (d'après *Arbeiterzeitung*, organe social-démocrate, 19 septembre 1950) et connaîtraient une nouvelle augmentation légalisée de plus de 10 %. Cet accord souleva une vague d'indignation dans la classe ouvrière autrichienne. Des grèves éclatèrent spontanément à Vienne et dans la province. Une grande démonstration de protestation eut lieu dans la capitale. Les stalinienens, exploitant habilement le mécontentement des travailleurs, se maintinrent à l'arrière-plan en tant que parti et poussèrent en avant leur fraction syndicale. Les membres communistes des conseils d'entreprise lancèrent le mot d'ordre d'arrêt des mouvements partiels et de convocation d'une conférence générale des conseils d'entreprise pour décider d'une action d'ensemble. Cette conférence réunit plus de 2.400 délégués, dont la majorité était composée de membres ou de sympathisants du P.C., mais où se trouvaient également de nombreux délégués socialistes, surtout de province. Elle posa au gouvernement

un ultimatum : 1. Annulation des augmentations de prix décidées; doublement de l'augmentation des salaires. — 2. Blocage complet des prix pour l'avenir. — 3. Pas de nouvelle dévaluation du schilling. Faute d'acceptation de ces revendications, la grève générale serait proclamée le 3 octobre.

Ces revendications eurent un écho réel dans les milieux ouvriers les plus combattifs. Face au refus du gouvernement, des grèves violentes éclatèrent, surtout dans la zone soviétique d'occupation. Mais la direction stalinienne essaya de « politiser » le mouvement, organisa des actions de sabotage des chemins de fer, et des incidents se produisirent dans plusieurs villes de province. La presse réformiste et bourgeoise déclencha alors une campagne concertée, accusant les stalinienens de vouloir transformer l'Autriche en une « démocratie populaire ». La majorité des ouvriers, effrayés par cette perspective, se retira de l'action. Celle-ci aboutit à un échec. La grève générale n'eut pas lieu, les grèves sporadiques s'éteignirent. La bureaucratie réformiste profita de la « victoire » ainsi obtenue pour déclencher une vaste campagne d'épuration des syndicats, dont furent éliminés de nombreux cadres stalinienens ainsi que des militants de base combattifs.

Suède

CANDIDATURE TROTSKYSTE A STOCKOLM

Aux élections municipales de Stockholm qui ont eu lieu l'été passé, le candidat trotskyste a obtenu environ 2.000 voix.

C'était la première fois en Suède qu'un candidat trotskyste se présentait aux élections.

A NOS LECTEURS ET AMIS

Ce numéro de QUATRIEME INTERNATIONALE a, pour des raisons matérielles, été retardé et paraît en janvier — pour les mois de novembre, décembre 1950 et janvier 1951. Aussi avons-nous été amenés à augmenter le nombre de pages et à fixer le prix de celui-ci à 100 francs.

Avec notre numéro précédent, un assez grand nombre d'abonnements venait à expiration. La plupart ont été renouvelés par nos abonnés dès réception de notre appel. Nous les en remercions et nous tenons à remercier tout particulièrement ceux qui nous ont adressé un abonnement de soutien de 1.000 francs.

Nous envoyons le présent numéro aussi à ceux qui n'ont pas encore renouvelé leur abonnement. Nous pensons qu'il s'agit simplement de leur part d'un retard et nous leur demandons de nous adresser sans tarder le montant de leur réabonnement.

Les frais d'impression continuent à s'élever. Nous avons besoin — pour assurer une parution régulière — avant tout d'un élargissement de notre diffusion, un plus grand nombre d'abonnés et de lecteurs nouveaux à QUATRIEME INTERNATIONALE.

Il n'est pas un seul de nos lecteurs qui ne connaisse des personnes susceptibles d'être intéressées à QUATRIEME INTERNATIONALE. Envoyez-nous leurs adresses pour que nous puissions leur faire un service gratuit avant de solliciter un abonnement.

Abonnements.

Les six numéros : 450 francs français : 20 francs suisses ;
100 francs belges.

Correspondance :

Melle Weill, Boîte postale 124, Paris 15.

Notre Compte Postal : Melle Weil, Boîte postale 124,
C.C.P. 5672-07, Paris.

LIVRES REÇUS

« La Vie et la Mort en U.R.S.S. », par le général El Campesino. Transcription de Julian Gorkin. (Editions Plon, Paris.)

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.

Imprimerie spéciale de « IV^e Internationale »

Prix : 100 frs
Imprimé en France.